

La damnation d'Haïti

Certains pays sont-ils condamnés au malheur ? On peut se poser la question à voir un des États les plus pauvres de l'hémisphère nord, Haïti, sombre de nouveau dans des violents affrontements entre l'armée et la population. La classe populaire qui avait salué, il y a moins de dix-huit mois, la fin de trente années de dictature du clan Duvalier est aujourd'hui bien oubliée. Les mères qui, hier, avaient surnommé « chouchou » le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG), défilent aujourd'hui pour réclamer son départ et la démission du gouvernement.

Malgré quelques incompréhensions de part et d'autre, les règles de ce qu'on appelle la « transition démocratique » étaient pourtant claires : le général Namphy avait fixé un calendrier précis aboutissant à l'élection au suffrage universel, le 7 novembre prochain, d'un président qui devait entrer en fonction le 7 février 1988, soit deux ans jour pour jour après la fuite honteuse de Jean-Claude Duvalier. Deux ans qui auraient dû être consacrés à l'apprentissage de la démocratie : élaboration d'une nouvelle Constitution, mise au point de listes électorales honnêtes, élection de l'Assemblée législative. Certains de ces points ont été réalisés.

Force est de constater cependant que le calendrier - qui avait été attaché à un chef de l'État par une population de plus en plus impatiente - négligeait deux réalités. Tout d'abord, l'immense détresse d'un peuple qui s'attendait à une amélioration de son sort. Or le libéralisme extrême introduit par le ministre des finances ne vise qu'à l'assainissement à long terme. Ensuite, et surtout, le pays, dans son immense majorité, souhaitait le « déchaouage » - le renversement, en parole - des anciens responsables de la répression, à commencer par les sinistres milliards du régime, les « tortionnaires macoutes ». Non seulement cette épuration n'a pas eu lieu, mais les duvaléristes reprennent de plus en plus de poids.

L'origine des émeutes qui ensanglantent le pays depuis deux semaines est significative : un conseil électoral devait être chargé de l'organisation et du contrôle de la régularité des scrutins à venir. Malheureusement, le CNG a tenté de limiter les pouvoirs de cet organisme, que la Constitution veut indépendant. D'où la crainte de la population que les mesures dictatoriales ne prévissent à nouveau. La violente répression des manifestations par l'armée a coûté la vie à plus de vingt personnes ; elle a aussi exacerbé la crainte d'un retour à quelque duvalérisme, et ce n'est pas la reculade bien tardive du gouvernement qui va modifier cet état d'esprit.

Isolé face à la population, en butte aux critiques de l'Église catholique, dont le rôle a été crucial dans le renversement de Jean-Claude Duvalier, le CNG ne peut compter aujourd'hui que sur le soutien de l'armée. Le pire est à craindre dans un pays où le chaos a presque toujours conduit à l'avènement d'un nouveau dictateur.

Il dépend d'un sursaut du général Namphy de rompre avec ce cycle infernal en formant une nouvelle équipe, plus proche d'une population qui a pris goût depuis dix-huit mois à l'exercice des libertés élémentaires. Rien, malheureusement, n'indique que le petit maître d'Haïti puisse ou veuille agir en ce sens.

(Lire nos informations page 2.)

M. Chirac expose au « Monde » sa politique étrangère

« Un président socialiste et un gouvernement qui ne l'est pas parlent d'une même voix » « L'Iran veut-il, oui ou non, assumer les responsabilités d'un grand Etat ? »

Dans un entretien accordé au « Monde », sur la politique étrangère de la France, M. Jacques Chirac met en valeur le bilan positif, en ce domaine, de sa « cohabitation » avec M. François Mitterrand.

« Monsieur le premier ministre, le consensus en matière de politique étrangère, récemment cité par M. Gisclard d'Estaing, se trouve-t-il ou non, à votre avis, renforcé par le fait que la responsabilité de la politique étrangère est partagée entre le président de la République et le premier ministre ? »

« La cohabitation, qui est un avatar de nos institutions, aurait pu poser un problème si ce consensus n'avait pas existé à propos de la politique étrangère et de la politique de défense. Dans ces domaines, en effet, les responsabilités du président et du gouvernement sont partagées, mais la ligne de partage n'est pas clairement établie par la Constitution. »

« L'usage est favorable à une responsabilité éminente du président de la République, mais l'accord du gouvernement constitue une impérieuse nécessité, »

Sa divergence est donc totale, sur ce point, avec M. Raymond Barre, qui estimait samedi à La Rochelle que ce « consensus commode » affaiblit, en vérité, le rôle de la France dans le monde.

« Je ne le crois pas. La politique étrangère se détermine en fonction des réalités, qui changent, naturellement, mais aussi en fonction des principes, qui, eux, sont immuables. Le mot-clé est celui de l'indépendance nationale : c'est ce que nous a appris le général de Gaulle, c'est ce à quoi chacun est aujourd'hui rallié. »

« Je pourrais citer bien des situations où la réaction du président de la République et la mienne étaient spontanément identiques. Je n'ai pas observé de cas où elles étaient divergentes. »

« Vous attendiez-vous à cela, avant de devenir premier ministre ? »

« Oui, dans la mesure où, sur l'essentiel, il n'y avait pas eu de problèmes dans ce domaine entre opposition et majorité lorsque les socialistes étaient au pouvoir et pendant la campagne électorale. Je prendrai deux exemples. Dès que le gouvernement a été formé, constatant une certaine dégradation des moyens affectés à notre défense, j'ai décidé d'interrompre la loi de programme en cours et d'en faire élaborer une nouvelle, qui a été soumise au président de la République. »

« Je ne le crois pas. La politique étrangère se détermine en fonction des réalités, qui changent, naturellement, mais aussi en fonction des principes, qui, eux, sont immuables. Le mot-clé est celui de l'indépendance nationale : c'est ce que nous a appris le général de Gaulle, c'est ce à quoi chacun est aujourd'hui rallié. »

« Je pourrais citer bien des situations où la réaction du président de la République et la mienne étaient spontanément identiques. Je n'ai pas observé de cas où elles étaient divergentes. »

« Vous attendiez-vous à cela, avant de devenir premier ministre ? »

« Oui, dans la mesure où, sur l'essentiel, il n'y avait pas eu de problèmes dans ce domaine entre opposition et majorité lorsque les socialistes étaient au pouvoir et pendant la campagne électorale. Je prendrai deux exemples. Dès que le gouvernement a été formé, constatant une certaine dégradation des moyens affectés à notre défense, j'ai décidé d'interrompre la loi de programme en cours et d'en faire élaborer une nouvelle, qui a été soumise au président de la République. »

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE et JACQUES AMALRIC. (Lire la suite page 6.)

Massacre au Pendjab

Quarante hindous assassinés par des terroristes sikhs.

PAGE 4

Tournée européenne pour M. Duarte

Le président salvadorien cherche des appuis diplomatiques.

PAGE 2

Subventions agricoles

Les Européens sceptiques face aux propositions américaines.

PAGE 32

L'Arche de la Défense

Un linteau de 70 mètres aux portes de Paris.

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 32

Le marché unique en 1992

Le casse-tête de l'Europe du fisc

Le marché unique européen, qui doit aboutir en 1992 à un espace sans frontières incluant les douze pays de la Communauté, sera difficile à mettre en place. En particulier dans le domaine de la fiscalité, avec toutes les conséquences budgétaires qui s'en suivront.

Le marché unique européen sera pour les particuliers le début d'une nouvelle époque. Chacun pourra alors acheter à l'étranger toutes les marchandises, tous les biens désirés, sans avoir sur le chemin du retour à stopper à la frontière pour payer une taxe, en l'occurrence la TVA.

Pour qui a l'habitude de voyager, cette simplification sera très importante, peut-être lourde de conséquences. Les frontières fiscales qui existent toujours entre pays de la CEE, trente ans après la création d'un marché commun, sont beaucoup plus que de simples formalités.

Le système est encore plus dissuasif lorsqu'il s'agit de vente directe d'une entreprise de la CEE à un particulier d'un autre pays de la Communauté. La firme doit alors multiplier les documents fiscaux tandis que les consommateurs, eux, doivent se rendre en douane pour acquiescer les taxes dues (1).

Difficile d'imaginer l'ampleur des modifications de comportement qu'entraînerait la création d'un véritable marché unique. On sait seulement que dans de nombreux domaines, les habitudes des consommateurs sont très différentes, et que ces différences semblent liées notamment aux fiscalités. Ainsi garde-t-on en moyenne sa voiture douze ans au Danemark - pays à fiscalité lourde, - sept ans en France, trois ans et demi en RFA où la TVA est relativement légère.

L'importance des bouleversements qui pourraient se produire est d'autant plus difficile à imaginer qu'à la suppression des frontières fiscales s'ajouteraient d'autres mesures importantes, et notamment l'harmonisation des normes, l'ouverture des marchés publics nationaux aux entreprises étrangères... Une chose apparaît tout de même à peu près certaine : tous ces changements agiront les uns sur les autres, cumuleront leurs effets.

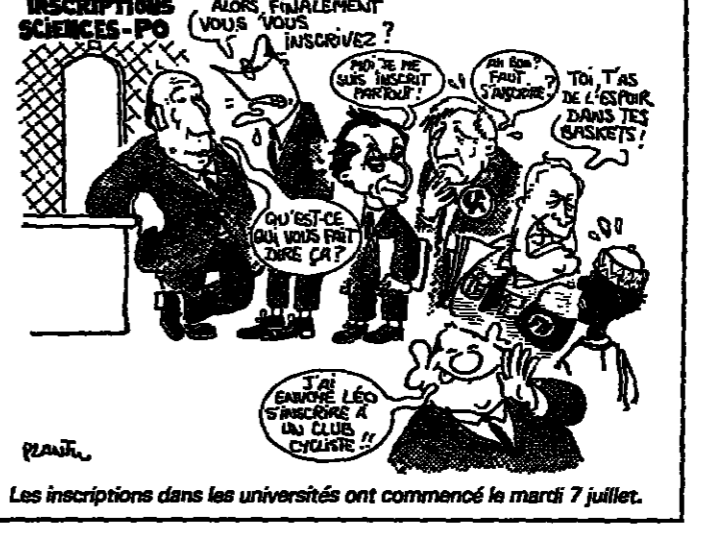
Toute la stratégie de la Commission de Bruxelles est maintenant fondée sur l'espoir - ou le pari - qu'un véritable marché unique provoquera sur les échanges et donc les investissements, la croissance, l'emploi... le même ébranlement qu'avait produit il y a trente ans la création d'un marché commun. En ces temps de marasme économique et de doute, il est bon de se souvenir que la signature du traité de Rome en 1957, puis la suppression progressive des droits de douane et des contingents avaient fortement stimulé la croissance. A tel point que l'Europe du Marché commun avait fait figure pendant des années de modèle de productivité dans le monde.

Devant ce succès, l'un des objectifs assignés par le traité de Rome - la création d'un marché unique, avec tout ce que cela comporte en matière de libre circulation des biens et des personnes - était apparu moins urgent.

ALAIN VERNHOLES. (Lire la suite page 27.)

(1) Voir l'étude de Maurice Lauré « Introduction à la réforme fiscale » Institut de commerce et de la consommation, juin 1987.

Inscriptions dans les universités



Les inscriptions dans les universités ont commencé le mardi 7 juillet.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

■ Vaccinations : l'oubli du rappel. ■ La pollution de la Méditerranée. ■ Les asiles de la faim. ■ Fouilles à Castres. ■ Secteurs de pointe : la reconversion de la centrale solaire Thémis.

Pages 17 à 19

Cartier advertisement showing two diamond watches. Text: 'Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un cartelier présentant leur authenticité les accompagne.' 'HOTEL GEORGE V, 31 AVENUE GEORGE-V. PARIS 47.23.54.00'

L'audition du lieutenant-colonel North par le Congrès américain

Le croisé de l'« Irangate »

Le lieutenant-colonel Oliver North a commencé, le mardi 7 juillet, sa déposition publique devant les commissions d'enquête du Congrès des États-Unis sur l'« Irangate ». Le témoignage de ce personnage - qui le scandale était attendu avec un grand intérêt.

WASHINGTON Correspondance

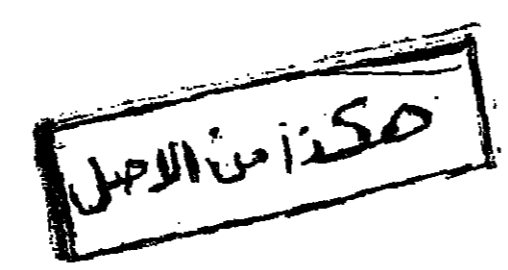
« La foi l'a guidé en maintes occasions. Au combat, il a toujours porté un crucifix au cou. » Ainsi, l'aumonier de la 3<sup>e</sup> division des « marines » parle-t-il du soldat Oliver North. Et sans doute, pour ce catholique pratiquant, la lutte contre le « communisme athée » a-t-elle pris la dimension d'une guerre sainte, d'une croi-

« Mais Oliver North n'est pas un homme tout d'une pièce, l'archétype d'un chef valeureux digne de figurer dans un film d'Hollywood de série B ou sur les affiches de recrutement pour le corps des « marines ». Les témoignages apportés par d'anciens camarades ou compagnons d'armes font ressortir une personnalité compliquée et non pas un « Rambo inspiré voulant jouer les Metternich », comme certains l'ont décrit. »

« Sa première déclaration, il y a quelques mois, devant la commis-

sion Tower, avait surpris. Les enquêteurs avaient devant eux un garçon vulnérable, à la voix mal assurée, en proie à une vive émotion, prêt à « craquer ». La belle image d'Épinal devait être retouchée. Après tout, en 1974, il avait été hospitalisé pour « détresse émotionnelle », et, selon le Washington Times, on le vit un jour courir tout nu dans la cour, murmurant des propos incohérents et, revolver à la main, apparemment décidé à se donner la mort... Plus tard, North s'arrangea pour que ce passage à vide ne figure pas dans le dossier de l'FBI exigé du candidat à des fonctions officielles, surtout lorsqu'elles concernent les problèmes de sécurité.

HENRI PIERRE. (Lire la suite page 2.)





# Europe

La visite du président ouest-allemand en URSS

## Moscou accorde un traitement de faveur à M. von Weizsäcker

MOSCOU de notre correspondant

Chaque bonne parole adressée à M. Richard von Weizsäcker, arrivé le lundi 6 juillet à Moscou pour une visite officielle de six jours, peut être interprétée comme un reproche à l'égard du chancelier Kohl. Le président ouest-allemand bénéficie en effet dans la presse d'un traitement très favorable qui contraste avec les attaques passées contre le chancelier. Sa visite a été précédée de gestes de bonne volonté

tel que l'augmentation considérable en juin du nombre de citoyens soviétiques d'origine allemande autorisés à immigrer. M. André Gromyko, qui retrouvait momentanément, pour des raisons protocolaires (M. von Weizsäcker ayant le même rang que lui), son importance d'antan, a été particulièrement chaleureux lors du dîner offert lundi soir au Kremlin. Le chef de l'Etat soviétique voit en effet dans cette visite, la première d'un président ouest-allemand depuis douze ans, « un bon signe et

l'expression du désir de la République fédérale d'Allemagne d'améliorer la compréhension mutuelle et la confiance entre les deux pays ». M. Gromyko n'est pas entré dans le détail des négociations en cours en vue de l'élimination des missiles à moyenne portée en Europe et a évité ainsi le problème épineux des soixante-douze missiles Pershing 1A de la Bundeswehr équipés de têtes nucléaires et contrôlés par les Américains. « Bien que [les discussions] soient menées entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, leur résultat dépend dans une large mesure de la position des pays ouest-européens. Nous espérons que le gouvernement de la RFA contribuera non pas en paroles mais en actes au succès de ces négociations », a-t-il déclaré.

M. Gromyko a insisté, comme M. Gorbatchev le fait à chaque occasion, sur le lien entre les réformes lancées en URSS et la politique extérieure de ce pays. « Nous sommes pour une compétition saine entre les deux systèmes, a-t-il dit, compétition qui exclut la guerre, chaude aussi bien que froide, économique aussi bien que psychologique ». Le président ouest-allemand n'a pas été en reste de compliments. « On suit avec une attention soutenue en RFA la politique de réforme entreprise en Union soviétique. Nous sommes persuadés que le succès de ce nouveau mode de pensée ne seulement sera utile au peuple soviétique mais servira la cause du bon voisinage en Europe », a affirmé, selon Tass, M. von Weizsäcker.

### Les Allemands de la Volga

Le président ouest-allemand n'a fait aucune allusion en public au sort du jeune pilote Mathias Rust, toujours détenu à la prison de Lefortovo depuis son spectaculaire atterrissage sur la place Rouge le 28 mai dernier ? Il a, selon Tass, exprimé lors du dîner au Kremlin sa « reconnaissance pour toute démarche permettant aux citoyens soviétiques de nationalité allemande de conserver leur langue et leur culture ». Il y a environ deux millions d'Allemands en URSS, descendants de colons installés par Catherine II sur les rives de la Volga. Ils ont été déportés en masse par Staline vers l'Asie centrale, notamment au Kazakhstan.

On estime généralement que 60 000 d'entre eux au moins souhaiteraient quitter l'URSS. Les Soviétiques contestent ce chiffre et affirment qu'il est dix fois moins élevé. Le nombre des autorisations de sortie, qui n'avait guère dépassé 300 en moyenne en 1985 et 1986, a très fortement augmenté cette année. Trois mille sept cents Soviétiques d'origine allemande ont pu partir depuis janvier vers la RFA. Ils ont été 1 171 pour le seul mois de juin.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Face au pacte de Varsovie

## M. Giraud considère que l'Europe ne peut pas se défendre avec ses seules armes classiques

Face au surarmement du pacte de Varsovie, il n'existe aucune possibilité de fonder une défense classique de l'Europe, sauf à coupler cette défense classique avec la dissuasion nucléaire. C'est en substance la réflexion que le ministre français de la Défense, M. André Giraud, a adressée, le lundi 6 juillet, à l'auditoire constitué par le premier séminaire d'officiers français et ouest-allemands jamais réuni à Paris depuis la conclusion du traité de coopération militaire signé en 1963 entre les deux pays. Les propos de M. Giraud sont d'autant plus importants qu'ils donnent déjà le ton au séjour que doit faire, en France, dans une dizaine de jours, le ministre ouest-allemand de la Défense, M. Werner.

Devant les onze officiers ouest-allemands et les douze officiers français qui sont rassemblés, pour une semaine, à l'Ecole militaire (le Monde daté 5-6 juillet), M. Giraud a longuement commenté les dernières propositions de M. Michail Gorbatchev en matière de désarmement nucléaire européen. « Nous assistons, a expliqué le ministre de la Défense, à des initiatives qui ne s'attaquent pas aux

véritables causes de déséquilibre — et donc aux véritables risques de conflit — en Europe. Le pacte de Varsovie pourrait, sans demander rien à personne, réduire ses forces conventionnelles pour les ramener, au moins, à la seule équivalence avec l'armement conventionnel de l'OTAN. Il pourrait aussi toujours sans rien demander à personne, détruire les énormes stocks d'armes chimiques qu'il possède en Europe, alors même que l'usage de ces armes est interdit par un traité. De même, les Deux Grands, qui possèdent 99 % des têtes nucléaires du monde, pourraient commencer par discuter d'une réduction de leurs armements stratégiques pour lesquels un équilibre à plus bas niveau laisserait leurs positions respectives inchangées, tout en réduisant massivement leurs arsenaux sans toucher aux délicats équilibres européens ».

« Au niveau actuel du pacte de Varsovie, estime encore M. Giraud, aucune possibilité n'existe d'établir une défense conventionnelle de l'Europe. Ni l'économie, ni la démographie, ni le système politique de nos démocraties ne le permettent. Celles-ci ne peuvent, sans

disparaître en tant que telles, conserver comme l'Union soviétique, 15 à 17 % de leur produit national brut à la défense. Elles ne peuvent pas davantage allonger la conscription — au moment même où les jeunes générations sont moins nombreuses — au point d'équilibrer les lourds bataillons du pacte de Varsovie. Ainsi ne peut-il y avoir de défense, de sécurité de l'Europe sans couplage de la défense conventionnelle avec la dissuasion nucléaire. (...) La France n'a jamais transigé sur sa position d'assurer en pleine souveraineté la responsabilité de sa sécurité. (...) Aucune négociation entre pays tiers ne pourrait stipuler quelque disposition que ce soit qui concernerait ses forces nucléaires ou autres ».

### Renforcer la coopération franco-allemande

« Nos amis communs, a ajouté le ministre de la Défense, ceux de l'alliance atlantique, ne doivent pas se méprendre. Ce n'est pas contre l'alliance, mais bien dans l'alliance que doit se développer notre coopération. Il s'agit, selon l'expression maintenant consacrée, de renforcer le pilier européen de l'alliance et de faire partager à nos amis américains la conviction qu'en maintenant leur présence en Europe, conventionnelle et nucléaire, ils défendent mieux le camp de la liberté ».

Envoquant, en conclusion, l'hôte récemment émise par le chancelier Kohl de la création d'une brigade franco-allemande (le Monde du 23 juin), M. Giraud a estimé que cette éventualité marquerait un pas supplémentaire dans la coopération opérationnelle entre les deux pays. « Une telle unité, a-t-il expliqué, composée de formations appartenant aux deux pays et placée sous un commandement unifié, tout en étant capable d'interopérabilité avec les forces placées sous le commandement intégré, ne serait pas subordonnée à ce dernier (...). La question qui se pose est de discuter du concept d'emploi de cette unité, car nous n'imaginons pas de placer des soldats français dans une position où ils ne seraient pas convertis par un échelon de la dissuasion nucléaire. Il n'y a aucune possibilité, a tenu à rappeler M. Giraud, de défendre purement conventionnelle de l'Europe ».

Présent au séminaire de Paris, l'ancien président de la République fédérale, M. Karl Carstens, a considéré que l'Europe est loin de pouvoir se défendre par ses propres forces et que « sans l'alliance, la sécurité de l'Europe n'est pas assurée ».

Des écrivains s'expriment dans la revue « Ogoniok »

## Ecrits sur Staline

MOSCOU de notre correspondant

Plusieurs écrivains de renom ont écrit à Anatoli Rybakov à propos de son roman les Enfants de l'Arbat, retenu depuis plus de vingt ans par la censure et dont le magazine Ogoniok a présenté des extraits à la mi-mars. Rybakov évoque les années de plomb de l'avant-guerre, les arrestations, les déportations, et met en scène Staline lui-même.

Ogoniok publie, dans son dernier numéro, quelques-uns de ces lettres qui ont trait au personnage de Staline. Parler ouvertement de Staline est déjà une nouveauté, mais cette correspondance va beaucoup plus loin que tout ce qui a déjà paru jusqu'ici dans la presse.

Le poète et chanteur Boulout Okounjeva décrit la présence obsédante de Staline dans la mémoire populaire. « On ne peut pas l'extirper de notre conscience. Il vit dans les récits des témoins, il nourrit notre vie spirituelle, or il n'existe que de façon voilée, honteuse, au troisième degré en quelque sorte, dans notre littérature... ».

Michail Cherny, auteur de pièces à succès qui a la privation d'avoir M. Gorbatchev comme spectateur pour chacune d'entre elles, est à la fois plus idéalogue et plus poétique. « L'une des plus grandes tragédies du mouvement révolutionnaire mondial est due au nom de Staline, écrit-il. (...) Seule la littérature, grâce à sa capacité de pénétration psychologique, peut répondre à la question suivante : comment Joseph Staline, compagne d'idées de Lénine et en même temps son contraire, a-t-il pu à la fois participer au mouvement

révolutionnaire en Russie et lui infliger des défaites plus grandes qu'à aucun de nos adversaires de classe ? »

### Les tragédies du passé

Grigori Baklanov fait l'éloge des protagonistes des Enfants de l'Arbat, mais considère que « le portrait le plus réussi est celui de l'époque elle-même et de Staline, qui la personnifie ». Il estime que le roman a une valeur à la fois éducative et préventive pour l'avenir. « Les jeunes qui n'ont pas connu ces tragédies du passé doivent comprendre les causes de tout ce qui a eu lieu par le suite », affirme-t-il.

Daniel Granine rappelle le rôle du vingtième congrès, où fut dénoncé par Khrouchtchev en 1956 le culte de la personnalité, brève période de « transparence » suivie d'un long silence sous Brejnev. « Si nous admettons la réalité des problèmes évoqués au vingtième congrès, ce roman est indispensable et justifié », estime-t-il.

Tous les écrivains cités par Ogoniok souhaitent que le roman de Rybakov soit enfin largement diffusé. Evgueni Evtouchenko affirme même qu'une telle publication serait une grande contribution à la réconciliation avec la génération montante à l'égard des années-là au déclin du présent ».

Ogoniok n'a publié que de brefs extraits du roman. Celui-ci a paru intégralement au printemps en deux livraisons dans une revue au titre libre. Il reste encore à obtenir une véritable sortie en librairie... D. Dh.

## Les Tatars de Crimée manifestent sur la place Rouge

Moscou (AFP). — Une trentaine de Tatars réclamant l'autorisation de retourner en Crimée — d'où Staline les avait fait déporter lors de la seconde guerre mondiale — ont manifesté pendant trois jours d'heure, le lundi matin 6 juillet, sur la place Rouge.

Les manifestants s'étaient réunis non loin du mausolée de Lénine, alors même que s'ouvrait au Kremlin, en présence du numéro un soviétique M. Gorbatchev, une session du soviet suprême de la Fédération de Russie.

Les protestataires ont d'abord tenté de déployer des pancartes, qui leur ont été aussitôt arrachées par des agents du KGB, puis se sont

assis sur le sol occupant que les forces de l'ordre formaient un cordon empêchant les quelques journalistes étrangers de les interroger. Un policier en civil a essayé de dissuader les manifestants de poursuivre leur mouvement : « Pourquoi ne vous êtes-vous pas rassemblés ailleurs qu'ici », leur a-t-il lancé.

Les Tatars ont rétorqué que leur action était « légale » et qu'ils voulaient simplement attirer l'attention sur leur situation. L'agent du KGB a simplement noté qu'il s'agissait là d'une « question complexe ».

La manifestation s'est terminée sans incident majeur : un officier de la milice a demandé aux protestataires de quitter la place sous prétexte qu'ils « gênent » la circulation des piétons. Ils ont obtempéré dans le calme. Un journaliste de l'AFP a en revanche été brièvement interpellé.

M. Richat Djemilev, l'un des chefs de file de la contestation tatar, a indiqué la semaine dernière à des correspondants occidentaux qu'une délégation de ce mouvement avait été reçue le 25 juin au Kremlin par M. Piotr Demitchev, premier vice-président du présidium du soviet suprême. Ce haut responsable s'est contenté de promettre qu'il ferait part de revendications des Tatars à M. Gorbatchev.

● RFA : Mohamed Hamadé sera jugé pour meurtre. — Le terroriste chite libanais Mohamed Hamadé, détenu en Allemagne fédérale depuis son arrestation, le 19 janvier, à l'aéroport de Frankfurt, sera jugé pour détournement d'avion et meurtre. Jusqu'à ce jour, il n'était accusé que pour le seul délit commis sur le territoire ouest-allemand : la possession de puissants explosifs liquides. Il est accusé d'avoir participé au détournement d'un Boeing de la TWA en juin 1985 au Proche-Orient et d'avoir assassiné pendant la prise d'otages un plongeur de la marine américaine. — (AFP.)

## POLOGNE

### Les principaux représentants de l'opposition demandent à Moscou la grâce d'un étudiant soviétique

M. Lech Walesa et soixante-neuf personnalités proches de l'opposition démocratique polonaise ont demandé au Soviet suprême de l'URSS de gracier l'étudiant kazakh, K. Ryskoulbekov, condamné à mort après les émeutes d'Alma-Ata (Kazakhstan), en décembre 1986.

Dans cette lettre, remise le 1er juillet à l'ambassade d'URSS à Varsovie, les signataires demandent la grâce de l'étudiant pour des « raisons humanitaires ». Ils dénoncent le recours à la peine de mort en soulignant qu'elle s'applique en principe seulement dans le cas « où le condamné ne présente aucune chance de réinsertion ». « Nous ne pouvons pas imaginer que cela puisse être le cas d'un adolescent de dix-huit ans », ajoutent-ils.

Parmi les signataires figurent la plupart des dirigeants nationaux de Solidarité, des écrivains, des journalistes, des prêtres, des scientifiques et des artistes, tels Zbigniew Bujak, Adam Michnik, Andrzej Wajda, Marian Brandys, Klemens Szaniawski, et Andrzej Stelmachowski, président du Club des intellectuels catholiques de Varsovie.

K. Ryskoulbekov a été condamné à mort en juin sous l'accusation d'avoir tué un auxiliaire de la police et blessé un militaire lors des émeutes des 17 et 18 décembre 1986.

à Alma-Ata, qui ont fait officiellement deux morts, alors que des sources diplomatiques à Moscou font état d'une vingtaine de victimes.

### Solidarité polono-tchécoslovaque

D'autre part, des membres du mouvement dissident tchécoslovaque Charlie 77 et de l'opposition démocratique polonaise ont décidé de créer au grand jour un Cercle des amis de Solidarité polono-tchécoslovaque chargé de développer l'information et les contacts entre les mouvements indépendants des deux pays, indique une déclaration commune diffusée mardi 7 juillet à Prague.

Ce texte, daté de Prague, Bratislava, Brno (Tchécoslovaquie), Varsovie et Wrocław (Pologne), a été signé par 18 Tchécoslovaques, dont 15 membres de la Charta 77 — tels que MM. Ladislav Lis, Vaclav Havel, Iiri Dienstbier, Jaroslav Sabata, — et 16 Polonais, dont 14 membres de Solidarité, tels que Zbigniew Bujak, Wladyslaw Fraszyniak, Jacek Kuron, Leon Kantorski, et un membre du mouvement pacifiste Liberté et Paix, M. Leszek Budrewicz.

Le texte rappelle que des contacts ont été noués pour la première fois il y a neuf ans entre les mouvements indépendants des deux pays et se sont poursuivis malgré l'arrestation de certains de leurs militants tels que le Tchécoslovaque Petr Pospichal.

Mme Anna Sabatova, ancienne porte-parole de la Charta 77, et M. Jozef Pinior, membre du conseil national provisoire de Solidarité, sont chargés de la coordination de ce mouvement respectivement en Tchécoslovaquie et en Pologne, note le document. — (AFP.)

## PETIT A PETIT L'HUMIDITE GRIGNOTE VOTRE MAISON.

Le procédé MURPROTEC guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante. Plus de 30 ans d'expérience et de réussite sont la preuve de son efficacité.

MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.

Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de mois et finit par abîmer votre maison.

Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fléau humidité.

Murprotec ne nécessite pas de travaux importants.

Sur simple demande bénéficiez gratuitement du diagnostic d'un spécialiste qui vous établira un devis.

**BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE**  
Pour plus d'information et sans aucun engagement, envoyez ce bon ou appelez Murprotec au (1) 34.61.83.47.  
Nom (en caractères) \_\_\_\_\_  
Adresse complète \_\_\_\_\_  
Tel. \_\_\_\_\_  
N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité. Renvoyer ce bon à Murprotec Impasse des Brodeuses, 78310 Coignières.

**MURPROTEC**  
Bureaux à Paris, Aras, Rennes, Agen, Avignon, Montaux et Nancy, MO

سكنا الاصل

# Asie

### INDE : l'embuscade contre un autobus de pèlerins

## Des terroristes sikhs revendiquent le massacre de quarante hindous au Pendjab

D'importantes forces de police et paramilitaires ont été déployées, le mardi 7 juillet, à l'aube, dans la capitale indienne, pour faire face à d'éventuelles réactions de violence, après le massacre, lundi soir, au Pendjab, de quarante voyageurs hindous par des terroristes sikhs. Le dernier, et le plus grave, attentat de ce genre avait fait vingt-quatre morts, le 30 novembre dernier, et provoqué des troubles sérieux à New-Delhi.

NEW-DELHI de notre correspondant

On les attendait à New-Delhi, ils ont frappé au Pendjab. Lundi soir, peu après 20 heures, sur une route isolée, à 15 kilomètres seulement de la capitale régionale, Chandigarh, un groupe de terroristes sikhs a froidement massacré au pistolet-mitrailleur quarante des passagers hindous d'un autobus. Vingt-cinq personnes sont en outre à l'hôpital, dont plusieurs dans un état grave. La majorité des victimes, parmi lesquelles cinq femmes et trois enfants, se rendaient à Chandigarh à Rishikesh, en Uttar-Pradesh, pour un pèlerinage religieux.

Selon un survivant, deux des tueurs, rasés de près et sans turban, étaient montés dans l'autocar peu avant l'attentat ; 5 kilomètres plus loin, un deuxième groupe de trois hommes, dûment enturbannés, ont fait stopper le véhicule et ont forcé le chauffeur à les conduire à quelques centaines de mètres de là, au

bord d'un cours d'eau. « Ils nous ont dit de ne pas paniquer, raconte une survivante, qu'ils n'en voulaient qu'à notre argent et pas à nos vies. Ils nous ont ensuite ordonné de nous masser au fond de l'autocar et puis ils ont commencé à tirer sur nous. » Dans l'affolement général, plusieurs voyageurs seraient parvenus à ouvrir la porte arrière du véhicule pour s'enfuir, à la faveur de la nuit, à travers champs. Le chauffeur de l'autocar, sikh ou musulman, aurait été épargné par les meurtres.

#### Visite différée du président de la République

Un peu plus tard, selon l'agence indienne Press Trust of India, la police a retrouvé le véhicule des terroristes, avec, à l'intérieur, le cadavre de l'un des assaillants (exécuté par ses complices ou accidentellement blessé par un ricochet ?), ainsi qu'une note revendiquant le massacre au nom du principal groupe armé séparatiste du Pendjab, la Force des commandos du Khalistan. La tuerie — la plus sanglante qu'on ait jamais vue depuis la naissance du sécessionnisme sikh il y a quatre ans — aurait été perpétrée « en représailles des meurtres de sikhs innocents par les forces de sécurité ». Le directeur général de la police, M. Giulio Francis Ribeiro — l'homme fort du Pendjab depuis que le gouvernement sikh modéré de la région a été destitué en mai dernier par M. Rajiv Gandhi — s'est rendu sur les lieux de l'attentat, et M. Buta Singh, le ministre fédéral de l'inté-

rieur, lui-même de confession sikh, devait se rendre sur place mardi. Le directeur de la police, qui déclarait la semaine dernière que, à son avis, les terroristes ne s'en prendraient plus désormais aux voyageurs d'autobus — l'attaque du 6 juillet est la cinquième du genre au Pendjab, — avait néanmoins interdit la circulation de ces véhicules communautaires — mode de transport traditionnel en Inde — après 20 h 45. Seuls les autocars reliant un Etat à un autre et devant traverser le Pendjab, comme celui attaqué lundi, sont autorisés à circuler de nuit.

Le président de la République, M. Zail Singh, également de confession sikh, a condamné l'attentat et décidé de différer une visite qu'il devait faire mercredi au Pendjab. La police de l'Himachal-Pradesh, Etat voisin du Pendjab, a été placée en état d'alerte générale pour prévenir l'infiltration éventuelle de terroristes dans la région. D'autre part, un ordre de grève générale au Pendjab et en Haryana a été lancé pour mercredi par le BJP, parti hindouiste de droite, et soutenu par le Shiv Sena, une organisation militante et musclée de « défense des hindous ». Le Shiv Sena a également réclamé le déploiement immédiat de l'armée au Pendjab, pour renforcer les soixante mille policiers et membres d'unités paramilitaires chargés du maintien de l'ordre.

A New-Delhi, où déjà depuis plus d'une semaine les barrages de police fortifiés de sacs de sable s'étaient multipliés sur les grandes avenues, les forces de l'ordre ont reçu de nouveaux et importants renforts.

Camions et jeeps d'hommes en armes patrouillaient mardi dans différents quartiers de la cité. Dans les allées du pouvoir et dans les salles de rédaction des grands journaux, on se demande si M. Rajiv Gandhi va ou non décider d'envoyer l'armée au Pendjab. A une semaine de l'élection présidentielle, le pouvoir craint particulièrement que la tuerie ne soit mise à profit par les partis hindouistes d'opposition pour semer le trouble dans la capitale et embarrasser un premier ministre en état de faiblesse.

PATRICE CLAUDE.

● Accord entre le Japon et les Etats-Unis sur l'IDS. — Le Japon et les Etats-Unis ont abouti à un accord sur la participation d'entreprises privées japonaises à l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine, a-t-on appris, le dimanche 5 juillet, de sources gouvernementales à Tokyo. Cet accord, qui sera signé à Washington au milieu du mois, permettra aux firmes japonaises de participer à la phase de recherche de l'IDS, le programme américain de défense antimissiles popularisé sous le nom de « guerre des étoiles ». Le Japon sera le cinquième pays, après la Grande-Bretagne, la RFA, Israël et l'Italie, à conclure un accord avec les Etats-Unis pour participer à l'IDS. L'agence Tess a critiqué, lundi, le Japon, accusé de se rendre ainsi « complice » de cette « aventure dangereuse » qui aura, selon l'agence soviétique, pour conséquence « d'accroître sa militarisation » et de l'amener à « suivre docilement la politique américaine ».

# Afrique

### SOMALIE

## L'opposition armée fait état d'un complot contre M. Syad Barre

Nairobi. — Radio-Halgan, (« Radio-Combat »), la voix de l'opposition armée somalienne, a annoncé, le lundi 6 juillet, que quatre officiers supérieurs de l'armée somalienne avaient été arrêtés le 23 juin à Mogadiscio pour avoir conspiré contre le régime du président Syad Barre.

La radio, captée à Nairobi, a précisé, citant des informations obtenues dans la capitale somalienne, que les quatre officiers voulaient renverser le général Syad Barre alors que celui-ci se trouvait en Europe.

Radio-Halgan, organe commun aux deux mouvements d'opposition armée somaliens, le Mouvement national somalien (MNS) et le Front démocratique de salut somalien (FDS), a ajouté que le propre fils du président, le général Maslah

Syad Barre, avait fait procéder à l'arrestation des conspirateurs. Le chef de l'Etat, selon Radio-Halgan, avait confié à son fils la responsabilité du pouvoir pendant son absence. Les conspirateurs, a affirmé la radio, avaient pour complice le premier ministre, M. Mohamed Ali Samatar.

Radio-Halgan, qui émet depuis le territoire éthiopien, a ajouté que parmi les quatre officiers supérieurs arrêtés figurait le beau-frère du chef de l'Etat, le général Abdi-Nasir Hadji Hasbi, qui commandait deux bataillons de chars stationnés dans la capitale.

Les trois autres officiers arrêtés seraient le général Mohamed Samatar, le général Dawud Goudal et le colonel Ibrahim Elmi. — (AFP.)

### Selon l'UNICEF

## 300 000 personnes en danger de mort dans l'Ogaden

GENÈVE de notre correspondant

Selon une mission de l'UNICEF de retour de l'Ogaden, sur le million d'habitants de la région 300 000 seraient en danger de mort. Déjà affecté par la sécheresse endémique qui a sévi de façon particulièrement grave en 1985 et 1986, l'Ogaden ne connaît que deux saisons de pluie par an. Or celle qui était attendue en mars et avril n'a commencé qu'à la fin du mois de mai. Ce retard a causé la mort de la majeure partie du bétail, unique ressource de la région et a entraîné une véritable catastrophe économique. Par ail-

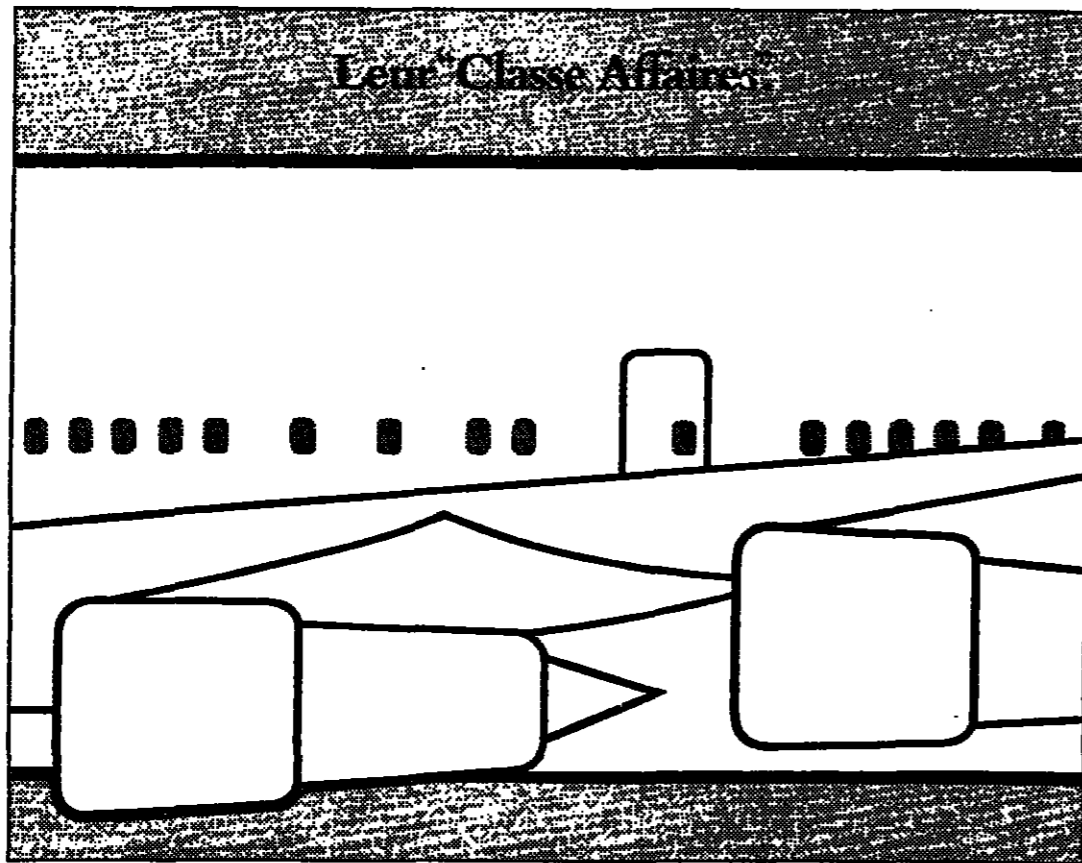
leurs, la région ne dispose strictement d'aucune réserve en eau ou en vivres.

L'UNICEF, conjointement avec le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), vient de lancer un appel d'urgence afin que puisse être réunie la somme de 4 millions de dollars.

Jusqu'à présent 500 000 dollars ont été recueillis, 125 000 versés par le gouvernement australien, 100 000 par le gouvernement suisse et 250 000 par le comité japonais pour l'UNICEF.

ISABELLE VICHNIAC.

# Contrairement à d'autres, nous savons mettre nos passagers "Classe Affaires" en avant.



A l'inverse de certaines compagnies aériennes, les passagers «Executive Class» de Garuda Indonesia sont toujours placés à l'avant de nos B-747.

Ce qui peut paraître pour le moins étrange, puisque c'est l'endroit que l'on réserve généralement à la «Première Classe».

Avec l'espace et le confort qui conviennent particulièrement.

Mais les ressemblances entre «Première Classe» et notre «Executive Class» ne s'arrêtent pas là.

La qualité du service est tout aussi étonnante : les indonésiens sont des gens courtois et chaleureux. Le mot «étranger» leur est inconnu, pour eux il n'y a que des invités.

Et cela se sent déjà dans la façon dont ils s'occupent de vous.

De plus, pour vous aider à voyager en Indonésie, pour affaires ou en touriste, il n'y a pas meilleure compagnie que Garuda Indonesia. Nous connaissons le pays par cœur et nos vols

intérieurs desservent plus d'endroits que n'importe qui d'autre.

Pour plus d'information concernant nos services ou l'Indonésie en général, consultez votre agence de voyages ou : Garuda Indonesia, 17, av. Hoche, 75008 Paris. Tél. (1) 45.62.45.45.

Vous verrez que nous saurons vous mettre en avant.

**Garuda Indonesia**



Un entretien avec

« Il est hors de question que Gordji ne soit pas »

(Suite de la première page)

Il n'y a pas eu le moindre... d'appréciation ou autre, si ce n'est celle qui consistait à réu-

Le deuxième exemple concerne la politique européenne: l'Acte unique, qui avait été négoc-

Il semblerait que, dans votre cas personnel, vous soyez devenu un peu plus européen...

Les réalités évoluent: jadis, il y avait deux conceptions de l'Europe, très différentes l'une de l'autre. Il y avait les tenants de l'intégration de l'Europe, qui croyaient à la disparition inéluctable des Etats, et il y avait ceux qui, tel le général de Gaulle, vou-

Aujourd'hui, ce débat n'est plus d'actualité, et l'accord est à peu près général sur ce que doit être l'Europe de demain. L'Europe fondée sur un renforcement important des solidarités économiques, c'est la Communauté européenne, c'est l'Acte unique; l'Europe fondée sur le renforcement de sa vocation à défendre les valeurs de civilisation telles que la liberté ou la dignité de la personne humaine, c'est celle du Conseil de l'Europe; enfin, l'Europe qui doit de plus en plus tenir compte de sa situation particulière dans le domaine de la sécurité, donc de la défense, c'est celle de l'Union de l'Europe occidentale. C'est dans cet esprit que j'ai proposé une charte de la sécurité européenne qui est aujourd'hui acceptée dans ses principes par tous nos partenaires de l'Union de l'Europe occidentale.

Pensez-vous que le consensus existe sur le concept de défense européenne? On peut en douter à voir comment a été accueillie par des hommes comme MM. Debré et Messmer la proposition du chancelier Kohl de créer une brigade franco-allemande par des hommes comme MM. Debré et Messmer.

Ne confondez pas la réaction immédiate et la réalité profonde. Souvenez-vous des articles de presse qui avaient été écrits il y a quatre ou cinq ans, lorsque j'avais fait ma première intervention sur ce thème devant la Fondation Conrad-Adenauer à Bonn. Elle avait provoqué de fortes réactions dans tous les milieux. J'ai persisté à tenir ce même langage et plus personne ne le conteste aujourd'hui. L'affaire de cette brigade pose effectivement des problèmes d'emploi, de commandement. Nous sommes tout prêts à les examiner, sans en faire une querelle théologique!

Les organismes européens

Il ne faut pas confondre le Conseil de l'Europe, créé en 1949, qui siège à Strasbourg, avec le Parlement européen, qui est formé de députés élus dans les douze pays membres de la CEE. Vingt et un pays sont membres du Conseil de l'Europe. Outre les pays fondateurs (Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède), il s'agit de la Grèce, de la Turquie, de l'Islande, de la RFA, de l'Autriche, de Chypre, de la Suisse, de Malte, du Portugal, de l'Espagne et du Lichtenstein. L'Union européenne occidentale (UEO) est la seule instance européenne compétente pour les problèmes de sécurité. Elle comprend sept membres: Belgique, France, RFA, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Grande-Bretagne.

Et la proposition de Helmut Schmidt de placer les forces françaises et ouest-allemandes sous commandement français?

Je crois que c'est prématuré et peu réaliste. Je suis favorable à un renforcement des solidarités européennes en matière de défense, mais cela suppose une approche prudente, pragmatique. Souvenons-nous du traité de l'Elysée en 1963: le général de Gaulle et le chancelier Adenauer avaient bien prévu l'instauration de cette solidarité franco-allemande, mais on ne l'avait pas mise en œuvre.

Je reconnais qu'il a fallu attendre l'initiative de M. Mitterrand - que j'ai d'ailleurs approuvée - à l'époque où j'étais dans l'opposition - pour que l'on reprenne avec vingt ans de retard l'esprit du traité de l'Elysée dans le domaine de la défense. Mais ce développement était dans la nature des choses. Je constate d'ailleurs que ma proposition de charte de sécurité de l'Europe a rallié en quelques mois l'accord de tous nos partenaires de l'Union de l'Europe occidentale. C'est donc une évolution générale.

Il semble que l'acceptation par votre gouvernement de l'option zéro ait posé quelques problèmes, notamment avec M. Giraud, votre ministre de la défense? (1)

Ne cherchez pas des divergences à l'intérieur du gouvernement. Il est normal que chaque ministre ait des idées personnelles, et qu'il ait à cœur de défendre les intérêts qui sont les siens. Mais la décision gouvernementale incombe au premier ministre et à lui seul. Il entend, il arbitre, et quand il l'a fait, c'est la position du gouvernement.

(1) Option zéro: démantèlement des missiles américains et soviétiques ayant une portée de 1 000 à 5 500 kilomètres; option double zéro: démantèlement des missiles américains et soviétiques ayant une portée de 500 à 5 000 kilomètres.

Sur l'affaire de l'option zéro, il faut bien comprendre deux choses. La première, c'est que la France n'est pas directement impliquée dans ce choix, puisqu'elle ne fait pas partie de l'organisation militaire intégrée et qu'elle n'a pas sur son sol de fusées étrangères. Il a été clairement exprimé tant par les Américains que par les Soviétiques que les forces tierces, et notamment la force française de dissuasion, étaient exclues des discussions.

La seconde donnée essentielle, c'est que nous ne pouvons pas prétendre que nous ne sommes pas intéressés. Nous sommes en Europe et donc solidaires de tout ce qui touche à la sécurité européenne. A partir de là s'est ouverte la négociation sur la première - option zéro -, puis sur la deuxième - option zéro -.

J'ai pris une position très simple: nous sommes, d'une manière générale, favorables au désarmement, mais à condition qu'il renforce effectivement la sécurité de tous. Deuxièmement, nous sommes solidaires des Européens: je l'ai dit à M. Gorbatchev, et celui-ci a remarqué que c'était la première fois qu'un dirigeant français insistait tant à Moscou sur la solidarité de notre pays avec ses

partenaires, lesquels, comme vous le savez, étaient alors hésitants.

Nos alliés sont arrivés enfin à une formule que nous approuvons, l'essentiel étant pour nous que l'accord éventuel soit simultané, équilibré et véritable, et bien entendu que la France ne se sente en rien empêchée de poursuivre la modernisation de sa propre force de dissuasion.

Je voudrais, pour finir, vous livrer une réflexion personnelle: Je ne vous cache pas que j'ai un peu de mal à comprendre que la paix dans le monde passe d'abord par l'élimination de moins de six cents têtes nucléaires américaines et soviétiques en Europe, alors que subsisteraient intacts les formidables arsenaux stratégiques des deux superpuissances, qui comptent chacune de dix à douze mille têtes.

De mon point de vue, c'est par là qu'il aurait fallu commencer, ainsi que par la correction du déséquilibre des forces classiques en Europe. C'est à ces deux problèmes qu'il faut désormais s'attaquer en priorité. Dans ce contexte, il est clair que la France doit, plus que jamais, compter sur une dissuasion nucléaire indépendante.

« Je souhaite que Gorbatchev gagne »

Excluez-vous, après vos conversations avec M. Gorbatchev, qu'une fois l'éventuel accord soviéto-américain signé, il puisse avoir une offensive diplomatique soviétique contre les forces françaises et britanniques de dissuasion?

M. Gorbatchev m'a très clairement affirmé le contraire, sans aucune espèce d'ambiguïté; mais, quelle que soit l'évolution éventuelle de la position soviétique, je dirai que cela n'est pas de nature à changer le moins du monde la position et la liberté d'action de la France dans ce domaine. Et le consensus dont nous parlions tout à l'heure renforce considérablement la capacité de la France à agir de façon indépendante sans se préoccuper de ce qui peut être dit à son égard.

Peut-on vous demander comment vous jugez les expériences tentées par M. Gorbatchev?

Vous me permettrez d'être prudent. Il est certain qu'il se passe quelque chose et quelque chose d'important en Union soviétique, où des hommes nouveaux, modernes et compétents, sans aucunement remettre en cause le socialisme, considèrent que ce système peut être modernisé et rendu efficace. Dans cet esprit, ils ont engagé une profonde réforme des comportements, qui se heurte, comme toujours, à la force conservatrice de ceux qui ne veulent rien changer; il y a donc aujourd'hui certainement un vrai problème en Union soviétique entre les anciens et les modernes. Qui gagnera? Je suis incapable de le dire, mais je souhaite que ce soit les modernes. Il ne faut pas avoir peur de la modernisation des autres, elle porte en elle-même des fermentes de raison. L'obscurantisme est toujours ce qu'il y a de plus dangereux.

Cela veut-il dire que, pour vous, communisme et efficacité ne sont pas incompatibles?

Je n'ai pas dit; pour moi, j'ai dit: pour M. Gorbatchev, je ne cautionne pas l'idée que le système communiste puisse être efficace, ou à fortiori respectueux des valeurs auxquelles je suis attaché. Mais, dans la mesure où M. Gor-

batchev peut améliorer les choses, je crois souhaitable qu'il réussisse.

Pensez-vous que M. Gorbatchev a la volonté et les moyens de se retirer d'Afghanistan?

Lors de mon voyage à Moscou, j'ai dit à M. Gorbatchev que sa crédibilité en Occident dépendrait, selon moi, de trois facteurs: l'octroi aux juifs du droit au départ, la libération de tous les prisonniers de conscience et la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire le retrait d'Afghanistan. Je l'ai dit dans mon discours au Kremlin et je l'ai répété dans l'interview que j'ai accordée à la télévision.

On ne doit pas accuser les gens de mauvaise foi parce qu'ils n'ont pas la même perception que nous d'un certain nombre de valeurs: leur système, moralement, ne les choque pas. Cela dit, si je me laissais aller à exprimer mon intuition, je dirais que M. Gorbatchev a décidé de trouver le moyen de se retirer de l'Afghanistan sans perdre la face

« Je ne crois pas au déclin des Etats-Unis »

Vous pensez que les Américains ont toujours cette confiance en eux-mêmes dont vous venez de parler?

J'ai ce sentiment. Tous les contacts que nous pouvons avoir nous montrent les Américains très sûrs d'eux-mêmes, parfois même un peu trop. Il y a naturellement une contrepartie, c'est que le déficit budgétaire et le déficit du commerce extérieur alimentent la tentation traditionnelle des Etats-Unis vers le protectionnisme. Le retour au protectionnisme serait une erreur, je dirais même un danger très grave. Il donnerait probablement un coup fatal à une économie internationale dont la croissance est déjà trop faible.

Alors que peut-on faire? Encourager les Américains à maîtriser leur déficit budgétaire? Certainement. Nous ne sommes pas obligatoirement les mieux placés pour critiquer leur politique. Car une part non négligeable de ce déficit est due à l'effort de défense des Américains, indispensable à la stabilité mondiale. De plus, en pourcentage du produit national, le déficit budgétaire américain n'est pas supérieur à celui que connaît un pays comme le nôtre. Ces deux raisons font que nous devons nous montrer prudents dans nos critiques. Il n'en reste pas moins que c'est un vrai problème.

Plus grave encore est celui que pose le déficit du commerce extérieur. C'est un problème structurel, je crois. Mais ici aussi, prenons la mesure des choses. Si

et sans dresser toute son armée contre lui. C'est un exercice très difficile. J'ai entendu développer la thèse inverse par des gens plus compétents que moi sur l'Union soviétique, mais je fonde ma conviction sur des réflexions entendues à Moscou.

Comment se sont passées vos discussions à Moscou à propos des dissidents?

Je voulais rompre avec la tradition qui consiste à faire remettre par un diplomate à un autre diplomate une liste de quelques dizaines de noms. Ne voulant pas faire de tri, j'ai décidé de remettre moi-même une liste de plusieurs centaines de noms à M. Rijkov, devant l'ensemble des deux délégations. J'avais attendu la fin de nos entretiens, et c'est alors que j'ai déclaré au premier ministre soviétique que la résolution des cas humanitaires constituerait à nos yeux le test des orientations nouvelles de son pays. Cela n'a provoqué aucun incident, au contraire. M. Rijkov a pris le dossier, s'est mis à le feuilleter et m'a dit: « Il y en a beaucoup. » Je lui ai dit: « Oui », et il m'a répondu: « Eh bien, moi aussi j'ai préparé mon dossier de cas humanitaires. » Il m'a tendu une liste de quatre noms, dont ceux de trois enfants, orphelins de couples franco-soviétiques, que l'on ne peut pas renvoyer en URSS. Et je lui ai dit: « Vous voyez la différence! »

Pensez-vous que les difficultés que connaissent les Etats-Unis tiennent essentiellement à ce qu'ils ont un président en fin de course, qui a commis un certain nombre d'erreurs, ou bien assistons-nous au début d'une très forte vague d'isolationnisme et de protectionnisme qui serait amenée à se développer encore?

Je ne m'associe pas aux critiques à l'égard du président des Etats-Unis ni aux jugements sur son affaiblissement, qui me paraissent loin des réalités. Je ne crois pas, d'autre part, que les nations occidentales aient intérêt à mettre en permanence l'accent sur ce thème, ni à accrédi-ter de telles idées dans le climat de compétition qui existe avec l'Est. Et je crois encore moins au déclin des Etats-Unis; n'oublions pas que après une période où les Etats-Unis semblaient abattus, le grand acquit de la présidence Reagan aura été de rendre à ce pays confiance en lui-même et de redonner vie au rêve américain.

LE MONDE diplomatique

Juillet 1987

DROIT DE L'HOMME ET DEMAGOGIE

par CLAUDE JULIEN

La solidarité humanitaire à l'égard de l'Ethiopie est fortement contestée. L'aide alimentaire fournie par les pays occidentaux serait détournée à son profit par le pouvoir prosoviétique en place, pour soutenir son effort de guerre. Claude Julien s'insurge contre ceux qui, au nom de l'idéologie libérale, prétendent choisir les victimes.

UNION SOVIÉTIQUE « REFAIRE LA RÉVOLUTION » : LE RÔLE DES INTELLECTUELS

Aujourd'hui, en Union soviétique, on assiste à une formidable renaissance de la vie culturelle. Dans tous les domaines: cinéma, littérature, télévision. Une renaissance favorisée par la soudaine disparition de la plupart des censures, et encouragée par M. Gorbatchev. Celui-ci compte sur le soutien des intellectuels et des artistes pour insuffler au pays une volonté de renouveau.

Egalement au sommaire

ÉTRANGER: Argentine: un pays transformé en immense zone franche financière. Fidji: les vraies raisons du coup d'Etat. Djibouti: pourquoi la France maintient à Djibouti une force militaire importante. Allemagne: des historiens renommés s'emploient à relativiser la période du III<sup>e</sup> Reich. ÉCONOMIE: Comment la CNUCED souhaite éviter la

ETHIOPIE LA FAMINE, L'AIDE ET LA POLEMIQUE

Déplacement de populations, « villagisation » forcée: les mesures adoptées par le gouvernement d'Addis-Abeba pour combattre la famine ont suscité force polémiques. L'urgence de leur mise en œuvre a sans doute entraîné des dérapages dramatiques. Mais, face au déficit alimentaire structurel dont souffre l'Ethiopie, cette politique reste fondée dans ses principes.

NOUVELLE-CALÉDONIE CONTRADICTIONS COLONIALES ET DÉMOCRATIE

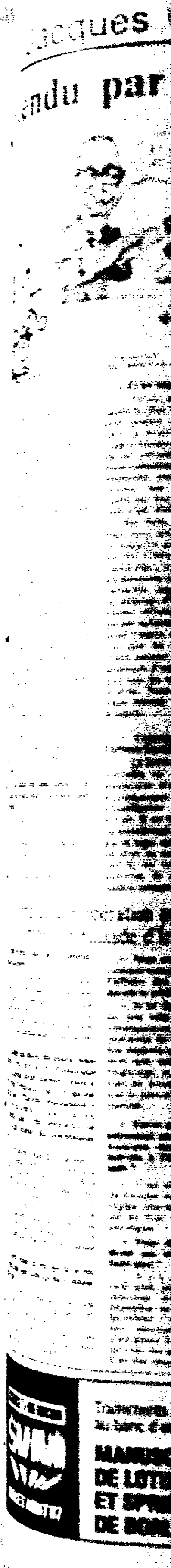
Il semble peu probable que le référendum d'autodétermination contribue à régler les problèmes de l'Archipel. Au contraire, le maintien de structures coloniales pourrait déboucher sur une radicalisation forcée du mouvement indépendantiste. Une analyse pénétrante des antagonismes ethniques, économiques et culturels de la société néocalédonienne.

crise mondiale. DÉFENSE: Les relations entre les super-puissances et la sécurité de l'Europe. PROTECTION SOCIALE: Le système de retraite victime de son succès. CULTURE ET POLITIQUE: Le désarroi des citoyens devant un savoir en miettes. La science, barbare de l'Occident? LIVRES: Extraits du roman de James Baldwin Harlem quartet

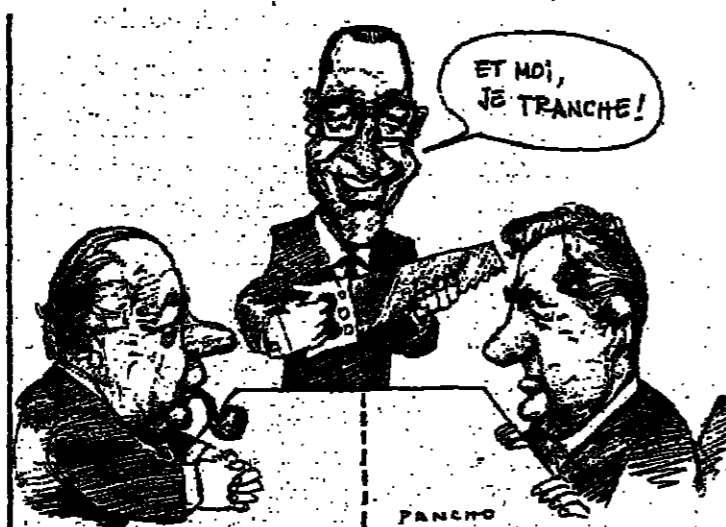
En vente chez votre marchand de journaux

ISTH Institut privé des Sciences et techniques humaines LES PRÉPAS DE L'AVENIR Pour vous aider efficacement à réussir dès Septembre. SCIENCES PO - Stage intensif d'été - CENTRE AUTEUIL: TEL: 42.24.10.72 CENTRE TOLBIAC: TEL: 45.85.59.35

MÉDECINE - PHARMACIE CLASSE PRÉPARATOIRE d'octobre à juin, à temps complet. Sections scientifiques (D.C) ou littéraires (A.B). Depuis 1957, la première préparation de France. Documentation contre trois timbres. CEPES 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly 47.45.00.19 ou 47.22.94.94



# M. Jacques Chirac entendu par le juge »



Je lui avais très clairement indiqué les règles du jeu. Je lui avais dit que nous étions prêts à régler les problèmes irritants de l'opposition iranienne en France, que nous étions prêts à engager une discussion pour régler les contentieux financiers entre les deux pays, parce que le problème se posait effectivement, mais qu'il fallait bien comprendre que nous n'étions en aucun cas disposés non seulement à discuter, mais même à évoquer l'action de la France dans la région. Et que si les Iraniens entendaient hier une telle discussion avec les autres sujets, il valait mieux ne pas commencer.

J'ai reçu à l'époque une réponse positive, et l'assurance que notre politique dans la région, en particulier nos relations avec l'Irak, ne seraient en aucun cas évoquées. Depuis lors, nous avons strictement maintenu cette position. Nous avons réglé le problème de l'opposition iranienne en France. Nous avons engagé des discussions sur le contentieux : ce processus va beaucoup moins vite que l'Iran ne le souhaiterait parce que le problème est extraordinairement complexe, mais nous avons toujours la volonté de parvenir à un règlement.

Il n'y a pas eu une seule réunion franco-iranienne depuis plusieurs mois... La dernière date de décembre. En revanche, les discussions avec les sociétés privées se poursuivent. C'est le préalable. Il est nécessaire qu'elles aboutissent pour que la discussion d'Etat à Etat puisse reprendre.

## « J'exclus une opération policière contre l'ambassade d'Iran »

Vous vous êtes fait communiquer le dossier ? Je n'ai rien à me faire communiquer. Je n'ai pas à le demander au juge, qui prend sa décision en toute indépendance, et je n'ai pas à porter de jugement sur son action ni à lui demander des explications.

Quand au mois de mars vous donnez le feu vert à M. Pandraud et M. Fasqua pour mener jusqu'à son terme l'enquête sur ce qu'on appelle les « filiales iraniennes » du terrorisme, vous avez conscience que c'est peut-être la fin de tout espoir de normalisation ? Je ne donne pas de feu vert, les ministres font leur travail comme ils doivent le faire. Mon feu vert allait de soi, si j'ose dire. Vous n'imaginez pas que j'aurais pu d'une façon ou d'une autre limiter l'enquête policière sur les réseaux terroristes sous prétexte qu'elle pouvait mettre en cause l'Iran.

Alors vous dites qu'il n'est pas question que Gorji ne compare pas ? C'est ce qui justifie la présence de la police parisienne autour de l'ambassade d'Iran, alors qu'il n'y a aucune raison que la police reste autour de l'ambassade de France à Téhéran.

Et les otages dans tout cela ? J'avais indiqué enfin, de la façon la plus claire, dès le départ, sans porter aucune accusation, qu'il y avait le problème des otages français et occidentaux, et qu'un certain nombre de faits nous conduisaient à penser que les autorités iraniennes pouvaient exercer une influence déterminante sur leur sort. Cette conviction s'est d'ailleurs confortée au fil des mois, de façon positive, pour ceux qui ont pu être libérés ou négative pour ceux qui ne l'ont pas été. Chaque fois que j'en ai eu l'occasion, j'ai répété qu'il y avait un préalable à toute normalisation véritable, impliquant notamment un échange d'ambassadeurs et des visites officielles, c'est qu'il ne puisse subsister le moindre doute dans l'esprit de quiconque sur le fait que les autorités iraniennes n'ont aucune complicité avec les preneurs d'otages. Cela supposait que tous les otages français soient libérés. Nous en sommes là, et nous restons dans le même état d'esprit.

Comment voyez-vous l'affaire Gorji ? La justice française souhaite entendre un personnage qui ne bénéficie d'aucune immunité diplomatique et qui se trouve actuellement dans l'ambassade d'Iran. Il est hors de question que ce personnage ne soit pas entendu par le juge, auquel il appartient de tirer, en toute liberté et impartialité, les conclusions de cette audition. Et les Iraniens doivent bien le comprendre.

et les règles du droit international on ait intérêt à négocier. Lorsqu'on négocie, on fait des compromis lorsqu'on fait un compromis, on donne quelque chose ; quand on donne quelque chose, on justifie et on encourage le type d'action en question. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours affirmé que toute négociation avec les groupes terroristes était contraire à l'intérêt même que l'on doit sauvegarder, y compris celui des otages : cela s'applique également à un Etat qui ne respecte pas les règles internationales.

Et sur cette affaire, vous êtes en accord total avec le président ? Tout à fait. Sans aucune réserve. J'ai vu le président jeudi soir, et nous avons constaté que nous partageons tout à fait le même sentiment.

Un certain nombre d'indices et de déclarations ont clairement indiqué que MM. Raimond et Pandraud n'étaient pas entièrement d'accord sur la gestion de cette crise, en particulier sur l'importance du dispositif policier installé autour de l'ambassade d'Iran à Paris. Avez-vous tranché cette question ? Il y a une différence d'approche inévitable entre le ministre de l'Intérieur, qui est en charge de la sécurité quotidienne, et le ministre des affaires étrangères, qui a une vision politique des problèmes à plus long terme. Il est tout à fait légitime qu'il y ait une discussion. Si j'étais l'un ou l'autre ministre, j'aurais la même position qu'eux ; comme je suis premier ministre, je tranche. La France n'a en aucun cas l'intention de céder à un chantage de quelque nature que ce soit, ni d'ailleurs de faire quelque provocation que ce soit.

Avant d'en terminer avec le Moyen-Orient, je voudrais souligner que nous sommes très préoccupés par le conflit tragique et meurtrier qui se poursuit, de manière absurde, entre l'Irak et l'Iran. Ce mois de juillet, c'est la France qui occupe la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, et nous souhaitons donner le maximum d'impulsion à l'initiative qui a été prise par les cinq membres permanents pour parvenir à un règlement pacifique. Nous avons la conviction qu'un accord partiel est à éviter, car il ne pourrait qu'entraîner des complications pour l'avenir. Il faut arriver à un accord global, c'est-à-dire, dans notre esprit, un accord comportant le cessez-le-feu, simultanément le retrait de chacun derrière la frontière internationalement reconnue, l'échange des prisonniers et ensuite les négociations pour établir la paix.

## « Pas d'ingérence dans les affaires intérieures israéliennes »

M. Shimon Pérès est passé récemment à Paris parce qu'il voulait obtenir une déclaration commune des Américains, des Britanniques et des Français pour relancer le projet de conférence internationale. Quelle est votre position à ce sujet ? Vous la connaissez. Elle a été maintes fois exprimée. C'est d'ailleurs la position de la Communauté. Nous sommes favorables à une conférence internationale qui, naturellement, ne saurait se substituer aux parties concernées pour décider d'un règlement, mais qui leur permettrait de progresser dans un processus de paix et les inciterait à s'entendre entre elles.

A partir de là, il y a une seconde réalité dont nous devons tenir compte aujourd'hui. C'est qu'il existe en Israël comme dans d'autres pays un système de cohabitation. Nous respectons la souveraineté de l'Etat d'Israël et nous n'avons pas l'intention de faire d'ingérence dans ses affaires intérieures. Or chacun sait qu'il y a aujourd'hui une divergence de vues entre les deux premiers ministres alternants. Nous ne souhaitons donc pas prendre d'initiatives nouvelles tant que des dispositions définitives et unanimes n'ont pas été prises par le gouvernement israélien.

Vous avez souvent parlé du tiers-monde. Que fait le gouvernement de concert ? Des raisons d'ordre moral mais aussi d'ordre économique et politique imposent aux pays riches de prendre conscience de la situation dramatique dans laquelle s'enfoncent un certain nombre de pays du tiers-monde et de réagir. Lors du sommet de Venise, le mois dernier, la France a obtenu qu'une référence soit

faite, pour la première fois dans la communication d'un sommet des pays industrialisés, à l'objectif de 0,7 % du PNB à consacrer à l'aide publique au développement.

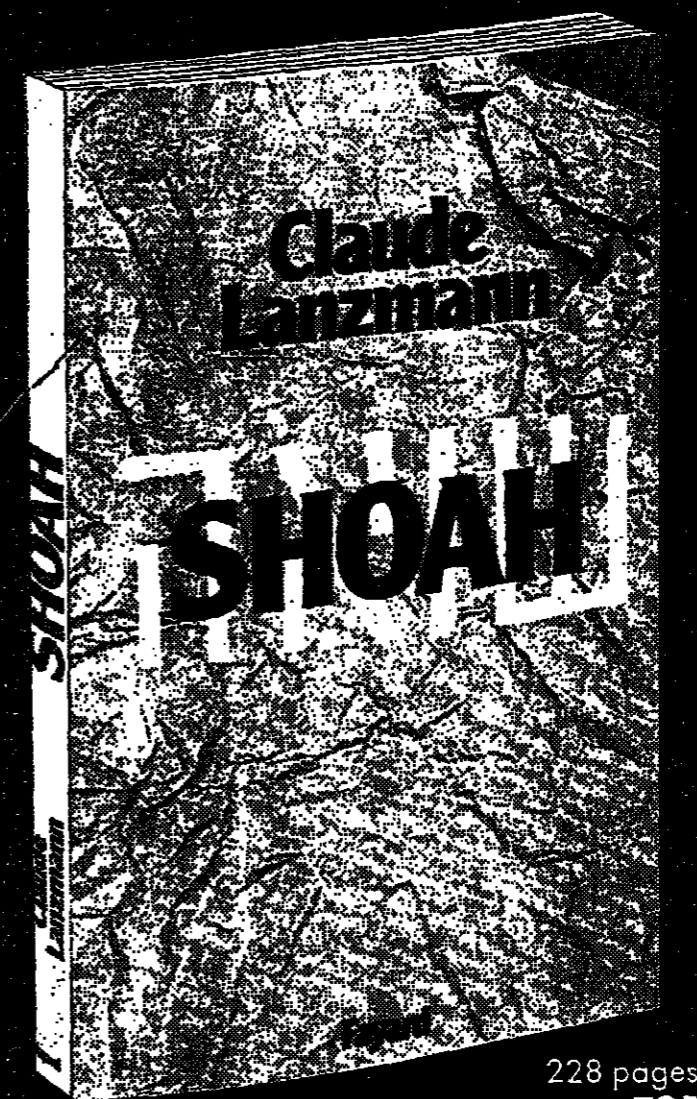
La France continue de renforcer son action internationale. La coopération, c'est-à-dire l'aide au développement au sens large, est l'une des priorités du budget 1988 : le taux d'aide publique au développement sera de 0,54 %. Ce sera le maximum jamais atteint par la France, qui nous placera au premier rang des grands pays industrialisés. Ce taux représente une augmentation de 5,1 milliards de francs par rapport aux derniers résultats connus de 1986. Cette aide sera concentrée en priorité sur l'Afrique et la proportion de dons par rapport aux prêts sera augmentée pour les nouveaux projets.

Par ailleurs, sur le plan multilatéral, la France entend jouer un rôle très actif en faveur du tiers-monde : elle soutient - dans le cadre du Club de Paris, c'est-à-dire du club des pays créanciers, qu'elle préside - des formules d'allègement des dettes des pays les plus pauvres ; elle sera la première à répondre concrètement à l'initiative du directeur général du FMI en faveur de ces pays ; et, lors de la septième CNUCED dont les travaux débutent cette semaine à Genève, elle ne ménagera pas ses efforts pour répondre aux préoccupations des pays exportateurs de produits de base. Enfin, j'ai proposé que notre pays accueille en 1990 la conférence sur les pays les moins avancés.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE et JACQUES AMALRIC.

# Une grande œuvre. Un pur chef-d'œuvre.

Simone de Beauvoir / Le Monde



228 pages 79F

Une œuvre admirable! Claude Roy / Le Nouvel Observateur

Une immense orchestration de la remémoration... Un monument évocatoire. Colette Audry / L'Unité

Aussi fidèles que nous puissions être, et aussi savants sur l'histoire de la catastrophe, nous avions besoin de cet aide-mémoire monumental et inépuisable. Il fallait que nous soit adressée à tous, juifs et non juifs, cette inachevable lettre sur l'humanité, ce fleuve de cendres. Elizabeth de Fontenay / Les Nouveaux Cahiers

"SHOAH"... une interrogation pour l'humanité. Alain Finkielkraut / Le Quotidien de Paris

Le film de Claude Lanzmann est construit comme une série de fugues de Bach : chaque thème initial est repris par plusieurs voix et se modifie en cours de route sans cesser d'être reconnaissable, et les voix conjuguées créent des harmonies nouvelles, inouïes. Catherine David / Le Nouvel Observateur

Un événement cinématographique et historique... 9 heures haletantes, 9 heures de suspense (en 2 époques). Maurice Strafan / Le Point

Un film immense! L'Express

Jamais images n'ont été filmées avec autant de rage et d'amour pour atteindre une si définitive perfection. C'est là le génie de LANZMANN. Edgar Reichmann / L'Arche

"SHOAH" ce film qu'il faut voir et supporter de voir sous peine de se déshonorer. Pierre Murat / Télérama

Ce film, le plus tragique et le plus bouleversant qui ait été réalisé sur l'holocauste, est un événement essentiel : ne le manquez pas! Michel Schiffrès / Le Journal du Dimanche

Courez voir "SHOAH". Emmenez vos enfants. Vos élèves... C'est une œuvre d'art. Bernard Frederick / L'Humanité

Un jour, ce livre-là, "SHOAH", on le placera à côté des plus grands : ceux qui appartiennent au monde du sacré et du légendaire, ceux qui contiennent et expriment la beauté et l'horreur et les transcendent, ceux pour lesquels il est vain de parler de littérature parce qu'ils sont la source même de l'écrit. Max Gallo / Le Matin

FAYARD

SCIENCE & TECHNIQUE  
JUILLET AOUT 87

Traitements de texte au banc d'essai :  
MANUSCRIPT DE LOTUS ET SPRINT DE BORLAND

SCIENCES PO A.P. 2<sup>e</sup> ANNÉE  
INTÉGRÉ OU REMBOURSÉ  
Prépa DEUG droit éco  
RÉUSSIR : tél. 43-21-37-95

Mondes en Devenir  
LE PRINCE ET LE GRIOT  
Expériences et espérances africaines  
Paul BLANC  
15,5 x 24 cm - 254 p.  
Encart de 4 p. de photos - 120 F  
Berger-Levrault  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

NE - PHARMACIE  
ANNE PRÉPARATOIRE

سكنا من الوجل

# Politique

## A propos d'une élection partielle Les radicaux touchés par l'état de Grasse...

A en juger par la discrétion dont ils font preuve, l'élection municipale de Grasse, qui consacre une nouvelle alliance entre la majorité et le Front national, semble émaner des responsables du RPR et de l'UDF.

M. Jacques Toubon a expliqué, lundi 6 juillet, au lendemain du premier tour de ce scrutin « que cette élection n'était pas très bien venue en cette période ». Mais, comme cela est presque devenu une habitude, le secrétaire général du RPR s'en est lavé les mains en considérant d'abord que « ce scrutin était purement local », ensuite qu'il n'y avait pas lieu « de prendre parti dans un comité d'avant-garde personnel ou politique ». Une double réaction « à la Ponce Pilate », que l'UDF s'est empressée de consigner par l'entremise notamment de M. Jean-Claude Gaudin qui, en tant que président de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, se montre toujours extrêmement soucieux sur ce genre de problème. Moins en en parie, mieux ça vaut !

S'il s'agit d'une affaire strictement locale, on peut se demander pourquoi, voilà trois semaines, lors de son avant-dernier bureau politique, l'UDF avait cru nécessaire de se pencher sur l'état... de Grasse. Si l'on doutait encore, à l'époque, que M. Hervé de Fontmichel, le maire sortant, sille jusqu'à appeler à la rescousse les amis de M. Le Pen, le bureau avait admis qu'il appartenait au président du Parti radical, dont M. de Fontmichel est membre, de décider, dans cette hypothèse, la conduite à adopter.

### Ne pas cautionner une dérive droite

Or, jusqu'à présent, M. André Rossinot n'a toujours pas bougé. Etonnant de la part d'un homme qui s'est toujours montré fort vigilant face au péril de l'extrême droite et qui, depuis qu'il est président des radicaux valaisiens, a toujours mis un certain zèle à dénoncer toute collusion avec M. Le Pen. Sur ce terrain, les radicaux, argument de leur tradition républicaine, se sont constamment prévalus de représenter la bonne conscience de la majorité.

Déjà en septembre 1983, au moment de la fameuse élection municipale de Dreu, M. Didier Bariani, le prédécesseur de M. Rossinot, aujourd'hui redevenu secrétaire général du Parti

radical, dénonçait « l'union contre nature » entre le Front national et l'opposition de l'époque, « association navrante, constatait-il, qu'il n'est pas souhaitable de renouveler ».

Lors du dernier congrès de ce parti à Limoges, le 30 novembre 1986, M. Rossinot exhortait ses militants, la main sur le cœur : « Il faut, et c'est urgent, que la majorité rejette toutes les velléités qui pourraient l'associer à l'extrême droite (...). Nos convictions et notre comportement politique seraient alors de nature à entraîner une vive riposte des radicaux... Ne comptons pas sur le Parti radical pour cautionner cette situation ». M. de Fontmichel sera-t-il exclu ? Ce n'est pas certain, M. Rossinot semblait préférer « que M. de Fontmichel tire lui-même les enseignements de cette situation. » Courageux, mais pas téméraire !

Curieusement, l'urgence semble devenue pour M. Rossinot moins urgente ! Celui-ci a annoncé le lundi 6 juillet sur Europe 1 qu'il réunirait le bureau national de son parti pour juger des suites à donner à cette affaire, le mercredi 15 juillet, soit trois jours après le second tour de cette élection municipale de Grasse. Certes M. Rossinot a affirmé qu'il n'avait pas cette situation ». M. de Fontmichel sera-t-il exclu ? Ce n'est pas certain, M. Rossinot semblait préférer « que M. de Fontmichel tire lui-même les enseignements de cette situation. » Courageux, mais pas téméraire !

Devant un tel embarras, certains, évidemment, ne peuvent que se réjouir. « Jamais la collision entre une droite usée et les forces extrémistes n'a été aussi patente et lourde de menaces pour l'avenir », constatait le lundi 6 juillet M. Louis Mermaz. Les socialistes estiment qu'aujourd'hui la majorité « est piégée par le Front national ». Les responsables du Front national peuvent eux aussi se froter les mains et, suprême revanche, jouer même les grands seigneurs. M. Jean-Pierre Stirbois, le secrétaire général du Front national, a ainsi appelé « les élus UDF et RPR, en particulier dans le nord de la France, à passer de bons accords prenant en compte la représentativité de chacun » et qui « seuls permettront de bons résultats ». Les conseillers sont devenus les payeurs !

DANIEL CARTON.

## En soutenant unanimement son secrétaire La section RPR des Hautes-Pyrénées lance un défi à M. Toubon

TARBES  
de notre correspondant

Il y a de l'eau dans le gaz entre les instances nationales du RPR et la fédération des Hautes-Pyrénées. Dans la perspective du scrutin présidentiel, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, et le secrétaire national chargé des fédérations, M. Patrick Devedjian, ont démis de ses fonctions, le samedi 30 juin, au cours d'une visite à Lourdes, le secrétaire départemental des Hautes-Pyrénées, M. José Marthe ; celui-ci n'avait pas accepté d'avoir été rétrogradé de la deuxième à la troisième place sur la liste commune RPR-UDF aux législatives de 1986, au profit de M. Gérard Trémège, élu député UDF, et cela en échange d'une tête de liste aux régionales. Devenu vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, M. Marthe, a tapé fort sur la table en présence de MM. Toubon et Devedjian, au point de se voir « démissionner » du poste qu'il occupait depuis onze ans.

Il serait reproché à ce gaillarde de la première heure plusieurs petites affaires, en particulier un refus

« d'encarter » au RPR M. Marc Giacardy, transfuge de l'UDF, élu régional, président de la chambre de commerce et d'industrie de Tarbes, ainsi qu'un mauvais contrôle de ses troupes dans le sud du département, notamment dans la vallée de la Vieille Aure et d'Arreau.

L'état-major national du RPR lui ferait surtout grief d'être à l'origine de la scission intervenue entre les forces de droite au conseil municipal de Lourdes. A l'automne dernier, M. Marthe avait publiquement exigé la démission de ses trois collègues UDF pour refus de prendre une position commune dure contre le maire MRG, M. François Abadie, sénateur, ancien secrétaire d'Etat. Mais un coup de théâtre s'est produit le vendredi 3 juillet, quand les membres du comité départemental des Hautes-Pyrénées ont voté à l'unanimité le soutien à leur secrétaire, nommant M. Marthe président départemental du RPR dans les Hautes-Pyrénées. Une sorte de défi à MM. Toubon et Devedjian, qui n'avaient pas encore désigné le successeur du contestataire.

J.-J. R.

## Les socialistes et l'échéance de 1988

### M. Rocard juge « dérisoire » le débat sur sa candidature

Le débat engagé au sein du Parti socialiste sur la candidature de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle est « dérisoire dans la mesure où tout le monde sait que le dispositif de la candidature se mettra en place en mars 1988 », a déclaré le député des Yvelines, le lundi 6 juillet à RFO. M. Rocard, en voyage à la Réunion, a ajouté : « La Constitution et son interprétation font obligation au président de la République de parler tard. On peut le regretter. Moi, je ne le regrette pas. Je fais avec ».

Interrogé sur les déclarations de M. Joseph Durieux, qui a écrit un candidat et un seul du PS, soutenu par le PS, M. Rocard a remarqué que son parti « ne soutiendra qu'un seul candidat, comme tout parti dans le monde ». Il s'est déclaré convaincu que le Parti socialiste donnera son aval à la campagne d'affichage qu'il se propose d'organiser à l'automne. « Je préférerais, a-t-il ajouté, que l'on s'occupe de la France, de la manière de créer des emplois, plutôt que de toutes ces amusettes ».

Chevement invité lundi de l'émission « Face au public » de Franco-Inter, M. Rocard

« a une bonne chance » d'être candidat si M. Mitterrand ne se présente pas, et « par conséquent, il ne devrait pas la gâcher inutilement ». « Je n'imagine pas qu'il veuille être candidat indépendamment du parti », a déclaré l'ancien ministre de l'éducation nationale.

● **Changement au bureau exécutif du PS.** — M<sup>me</sup> Martine Barrot (membre de l'ancien courant Mauroy) quitte le bureau exécutif du PS où elle était suppléante. Ce départ entraîne quelques modifications, adoptées par le comité directeur du 4 juillet, qui, toutes, intéressent les représentants de l'ancien courant B (Mauroy). M<sup>me</sup> Geneviève Domesnech-Chich, qui était suppléante, devient titulaire. M. Bernard Roman, titulaire, devient suppléant. M. Gérard Colomb, député du Rhône, fait son entrée au bureau exécutif comme suppléant. Grâce à ces permutations, le bureau exécutif compte une femme titulaire de plus, mais, au total, une femme de moins. La question de la représentation des femmes dans les instances dirigeantes du PS avait fait l'objet de débats officiels après le congrès de Lille du printemps 1987.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Debré : Gâchis

M. Michel Debré, dans le centième numéro de sa lettre mensuelle, dénonce les projets qu'il prête à M. Mitterrand et décrit en ces termes le « gâchis institutionnel » qu'il prévoit : « M. François Mitterrand va solliciter un nouveau mandat en déclarant que, s'il est élu, sa première décision sera de soumettre au référendum la durée du mandat présidentiel (...) afin d'obtenir sa réduction de sept à cinq ans. Il sera aussitôt appuyé par son prédécesseur, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui affirmera être partisan de cette réforme depuis plusieurs années. La réduction du mandat présidentiel lui paraîtra, en outre, une chance de revenir à l'Elysée après l'expiration du premier quinquennat de M. Mitterrand. Après quoi viendra le temps d'une autre réforme ou prétendue telle, qui unira l'actuel et l'ancien président de la République : le retour au système proportionnel, sinon pour la totalité des départements, au moins pour tous ceux qui désignent plus de quatre ou cinq députés. Dès lors, conclut M. Debré, l'enjeu d'avril 1988 devient plus clair : le maintien ou l'abandon des institu-

tions de la V<sup>e</sup> République. » L'ancien premier ministre du général de Gaulle affirme également : « Pendant les cinq années de majorité socio-communiste, le déclin s'est aggravé au point de compromettre les chances d'un redressement entrepris depuis les élections de mars 1986. »

### M. Messmer :

#### Limites

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, déclare dans une interview à Ouest-France du 7 juillet : « Il s'est produit un certain nombre d'événements qui sont le signe d'un mépris des règles qui doivent être celles qui commandent le comportement d'un chef d'Etat. M. Mitterrand, en basse Normandie, a serré chaleureusement les mains des gens qui huent le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua. Cet événement intolérable a été une sorte de révélateur. (...) M. Mitterrand veut bénéficier de l'espèce de protection qu'offre sa fonction et, en même temps, faire campagne. » M. Messmer estime donc que le président de la République « a dépassé les limites ».

### M. Mexandeau : Scandaleux

M. Louis Mexandeau, ancien ministre socialiste des PTT, s'est déclaré indigné, le mardi 7 juillet, au micro d'Europe 1, par les propos tenus dans les colonnes d'Ouest-France, au sujet de M. François Mitterrand, par M. Pierre Messmer

Il a notamment affirmé : « Je trouve ces propos d'autant plus scandaleux que j'étais présent. Il y a eu, en effet, quelques cris hostiles à M. Pasqua, mais M. Mitterrand n'était même pas là à ce moment-là. Tous ceux qui étaient présents à Hérouville, y compris M. Pasqua, pourront dire qu'il [M. Messmer] a purement et simplement affublé. Ce que veut M. Messmer, a souligné M. Mexandeau, c'est essayer de ternir l'éclat du voyage de M. François Mitterrand en Basse-Normandie qui a été extrêmement chaleureux. »

« On peut employer certains procédés, a conclu l'ancien ministre, pas ceux-là. Ceux-là, je les trouve méprisants et, d'un certain point de vue, misérables. »

● **M. Xavier Marchetti quitte « le Figaro ».** — M. Xavier Marchetti a quitté le Figaro, le mercredi 1<sup>er</sup> juillet, pour des raisons de convenances personnelles, alors qu'il n'attendait l'âge de la retraite qu'à la fin de l'année.

Membre du comité éditorial, rédacteur en chef et éditorialiste au Figaro depuis 1974, Xavier Marchetti a acquis une grande autorité par ses éditoriaux, où il s'exprimait avec rigueur tant sur les problèmes politiques qu'économiques, qu'il remplaçait dans l'évolution générale de la société française.

Xavier Marchetti a été journaliste à France-Sol, à l'Express et à Paris-Match avant d'entrer au cabinet de Georges Pompidou lorsque celui-ci est devenu président de la République en 1969. Ses fonctions au service de presse de l'Elysée s'accompagnaient d'un rôle de conseiller politique écouté du chef de l'Etat.

● **Repatriés : soutien à M. Barre.** — Après les incidents du dimanche 28 juin à Nice au cours desquels M. Raymond Barre avait été chahuté par quelques pieds-noirs, le président de l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord (ANFANOMA), M. Jean Augé, a apporté, avec d'autres membres de son mouvement — dont un ancien député centriste du Rhône, M. Roger Fenech, — son soutien à l'ancien premier ministre.

# SPECIAL

# UNIVERSITAIRE



**L'Éducation**  
COMMENT S'INSCRIRE EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC

**COMMENT S'INSCRIRE EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC :**  
Les filières à suivre selon le bac. Les modalités d'inscription par université. A Paris les places encore disponibles dans chaque fac. Une mine d'informations et de renseignements utiles pour retrouver son chemin dans le labyrinthe universitaire.

**LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS PARIS-PROVINCE :**  
Les classements pour les études de droit, de médecine, de pharmacie, de maths, de philo, de linguistique et d'architecture. Les instituts d'études politiques au banc d'essai. Le document-référence sur l'évaluation du système universitaire.

Numéro de juillet/août 13 F. Chez votre marchand de journaux.



## Le Monde

# TELEMONDE

VOS COUPONS A DOMICILE

RIEN À PAYER EN TAPANT LE MONDE

VOUS COMMANDER EN VOUS LEVANT

ENVA PAR DE FRANCE

ALORS PATEZ

TAPEZ 36 15

GRATIS LE NOUVEAU CATALOGUE













سكن من الامل

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées
OPERA (47-43-57-50), à 19 h 30 : Jules César, de G. F. Händel; dir. musicale: J.-C. Malgoire.
SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : Le Cid de Molière.

Les autres salles
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Le Malade imaginaire.
BOURVIL (43-73-47-84), 20 h 30 : Lady Padlock; 22 h : Pas deux comme elle.

Les chansonniers
CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'Accro-Isabitation.
La danse
THEATRE DE PARIS (48-74-10-75), 21 h : Tango Tango.

Advertisement for 'L'OXYGENE DE L'ETE' and 'JOUR DE FETE' by Jacques Tati. Includes a drawing of a man with a bicycle.

Comédies musicales
PALAIS DES GLACES (46-06-49-93), 19 h : Pazzo Pazzo.
MOGADOR (42-85-28-80), 20 h 30 : Cabaret.

Les cafés-théâtres
AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : Devos existe, j'ai rencontré.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L 20 h 15 : Arub = MC2; 21 h 30 : Sauvages les bébés femmes; 23 h 30 : Mais que fait la police? - II. 20 h 15 : Les Sacrés Moustaches.

Les exclusivités
ADEUX LES ANGES (Bost. v.a.): Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); v.f. St-Lazare-Paquebot, 8 (43-37-35-82); Française, 9 (47-70-33-58); Maxéville, 9 (47-70-72-86); Favette, 13 (43-31-56-86); Montparnasse-Pathé, 14 (43-28-12-06); Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathe-Clichy, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-06-79-79).

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Mardi 7 juillet

Jazz, pop, rock, folk
BAISER SALE (42-33-37-71) : Bobby Holmes.
BATACLAN (43-55-55-56), 21 h 30 : Salut les frères (à partir de 7).

En région parisienne
LEVALLOIS-FERRET, petit théâtre (47-48-17-71), 20 h 30 : Les Cinq messieurs.
FESTIVAL DE LA FOIRE SAINT-GERMAIN (43-29-12-78).

cinéma

LA CHAMBRE DE MARIAGE (Turc. v.a.): Forum-Horizon, 1er (43-54-42-34); Studio 43, 5 (47-70-63-40).
CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCEE (It.-Fr. v. it.): 14-Juillet-Odeon, 6 (43-25-59-33); Marignan, 8 (43-59-92-82); Les Capucines, 14 (43-22-57-97); Coeurs Croisés (Fr.): Studio 43, 5 (47-70-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

MON CHER PETIT VILLAGE (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Biarritz, 8 (42-36-20-40); v.f. Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-32-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-06-79-79).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 JUILLET
«Sur les pas des pèlerins de Saint-Jacques, rive droite», 11 h, métro Rambuteau, sortie Pierre-Lescoc (Monuments historiques).

Le Monde sur minitel CINEMA. Toutes les salles. Tous les horaires. 36.15 TAPEZ LEMONDE

LA STORIA (It. v.a.): Latina, 4 (42-78-47-86).
STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) Utopia, 5 (43-26-84-65).
STREET TRASH (\*) (A. v.a.): Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26); Normandie, 2 (45-62-41-46); v.f. Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-06-79-79).

LES GRANDES REPRIS

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.a.): Action Etoile, 5 (45-25-72-07).
ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.): 14-Juillet-Parmaise, 6 (43-26-58-00).
L'ASSASSIN HABITE AU 21 (Fr.): Champ, 5 (43-54-51-60).

LES FILMS NOUVEAUX

MON CHER PETIT VILLAGE (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Biarritz, 8 (42-36-20-40); v.f. Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-32-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-06-79-79).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 JUILLET
«Hôtel de Launois», 15 h, 17, rue d'Anjou (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : «Le rêve et la vie de soi profond» (Loge univ. des Théosophes).







# Le Monde

## SCIENCES ET MEDECINE

### Vaccinations : l'oubli du rappel

#### Les Français ont tendance à négliger leur protection vaccinale.

**E**n ce qui concerne la mise à jour de leurs vaccinations, les Français ont une nette tendance à laisser aller. C'est ce qui ressort d'une vaste étude menée par la Caisse d'assurance-maladie (1) sous la direction du docteur Jacqueline Champpeu. On constate que, passé le stade de la primo-vaccination, le rattrapage intervient dès le premier rappel, pour s'accroître avec l'âge. Ainsi, avant l'âge de huit ans, 4 % des enfants n'ont plus leur carnet de vaccination à jour, n'ayant pas subi de rappel contre le tétanos et la poliomyélite. Cette proportion s'élève à 9 % dans la tranche d'âge huit-quinze ans. Même constatation pour le BCG obligatoire, dont le rappel n'est réalisé que chez 90 % des enfants.

Mais cela n'est encore rien : si l'on considère maintenant la population générale, on s'aperçoit que moins d'une personne sur trois est à jour concernant la poliomyélite ou la diphtérie et que deux hommes sur trois et une femme sur trois sont correctement protégés contre le tétanos.

« Quelle que soit la vaccination considérée », explique le docteur Champpeu, « on constate que plus les sujets avancent en âge, moins ils sont à jour ». Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que chaque année soixante à soixante-dix personnes meurent du tétanos en France.

Mais peut-être ce chiffre va-t-il diminuer dès l'année prochaine grâce à la mise sur le marché sans doute dans trois mois par Pasteur vaccin, d'un test mis au point par le professeur Edgar Relyveld (Institut Pasteur).

Il s'agit d'un test d'hémagglutination passive utilisant des hématies de dinde sensibilisées (HPDS). Avantage principal sur les tests de référence (séroneutralisation sur souris, méthodes radio-immunologiques ou immunoenzymatiques), ce test, très simple, ne nécessite pour sa réalisation qu'une goutte de sang prélevée au bout du doigt avec une pipette. Ensuite, cette gouttelette est appliquée sur une plaque en plastique et, vingt minutes plus tard, le diagnostic apparaît.

Jusqu'à présent, on ne savait pas toujours très bien quelle attitude adopter face à une personne qui venait de se faire une piqûre : était-elle ou non protégée contre le tétanos ? Dans le doute et parce que les ex-

aminateurs de déterminer l'attitude thérapeutique qu'il convient d'adopter. Quatre hypothèses sont envisageables : le sujet peut être non protégé, faiblement protégé, protégé ou encore bien protégé. A chacune de ces situations correspond une attitude particulière : non ou faiblement protégé, il doit subir une vaccination complète ; bien protégé, il n'a besoin de rien.

#### Les ravages du tétanos

A lire les résultats de l'étude de la Caisse d'assurance-maladie, on mesure tout l'intérêt de ce test : en effet, si 67,9 % des Français sont bien protégés contre le tétanos, 9 % sont simplement protégés, 4,5 % faiblement protégés et 19,3 % non protégés. Le pourcentage de sujets de moins de trente ans qui sont bien protégés est de 90 %. Mais ce taux décroît pro-

gressivement avec l'âge pour tomber à 30 % chez les plus de soixante ans. Dans cette même tranche de population, il y a 50 % de sujets non protégés.

Au total, dans les pays développés, le test du professeur Relyveld pourra permettre de déterminer si un sujet blesé est protégé ou non contre le tétanos et ainsi devrait permettre de réaliser de substantielles économies (le prix d'un test ne devrait pas excéder 15 F).

Mais ce test — il sera commercialisé sous le nom de Vaccitest-T — trouvera également son intérêt dans les pays en voie de développement. Dans ces pays, le tétanos continue en effet à faire des ravages puisque l'Organisation mondiale de la santé estime que chaque année cette maladie est responsable du décès de huit cent

mille à un million de nouveau-nés. Ces chiffres énormes — après la rougeole, le tétanos est vraisemblablement la deuxième cause de mortalité néonatale — sont peu connus. « Parce que », explique le professeur Relyveld, « le tétanos, à la différence d'une maladie comme la poliomyélite, ne se voit pas ».

Sans prétendre le moins du monde remplacer les indispensables vaccinations antitétaniques, ce test permettra donc, dans les pays en voie de développement, de déterminer l'impact réel des campagnes de vaccination, en particulier chez les femmes enceintes,

chez lesquelles, rappelons-le, deux injections antitétaniques effectuées en fin de grossesse suffisent pour protéger le nouveau-né.

En outre, on indique à l'Institut Pasteur qu'un test de même nature, mais concernant cette fois la diphtérie, est en cours de mise au point.

FRANCK NOUCH.

(1) Cette étude présentée lors du septième Colloque national des centres d'examen de santé (Paris, les 18 et 19 juin 1987) a porté sur plus de six mille personnes (dont environ un millier d'enfants de quatre à quinze ans).



### UNE SATIÉTÉ DE CONSOMMATION

**U**NE chose est sûre : la suprématie des régimes « grillés-salés » est révolue. La rive nord de certains diététiciens attendris qui voudraient mettre la France au régime est brisée. On reconnaît aujourd'hui les vertus de certains aliments hier voués aux géométries. Mieux même, telle la pomme de terre, on les réhabilite, on en affirme la présence indispensable dans une alimentation équilibrée. Trois jours durant, à Marseille, les participants aux Journées nationales de diététique se sont demandés : « Comment bien manger en 1987 de dix-sept mois à cent sept ans ? »

Toute information sur les meilleures façons d'obtenir une alimentation équilibrée doit prendre en compte les différences d'habitudes de vie, de morphologie, d'hérédité.

« L'étude des consommations moyennes », précise le professeur Dupin, directeur de l'Institut scientifique et technique de l'alimentation du Conservatoire national des arts et des métiers, « ne doit pas masquer l'étendue des variations individuelles ». Le défaut majeur de notre alimentation actuelle est sa trop grande richesse en lipides saturés et sa pauvreté en glucides complexes. En clair : nous mangeons trop de viandes, de charcuteries, de matières grasses, de sucres « rapides » et pas assez de pain, de céréales, de légumes, de sucres « lents ». Le pain et les céréales, qui ont été naguère désignés comme coupables majeurs dans la prise de poids, n'ont la réputation de faire grossir que parce que nous les consommons

en trop grandes quantités, affinent les nutritionnistes.

C'est d'ailleurs cette « satiété de consommation », qui caractérise notre façon de manger. « Les Français, explique le professeur Dupin, consomment annuellement deux fois moins de pain, deux fois moins de pommes de terre, sept fois moins de légumes secs qu'il y a cinquante ans. Mais pendant ce demi-siècle, ajoute-t-il, la consommation de viande a plus que doublé. » Alors que la vie est devenue plus sédentaire dans son ensemble. Pour la consommation des fromages l'évolution est encore plus importante. La place respective des protéines animales et végétales dans la ration alimentaire des Français s'est pratiquement inversée en un demi-siècle.

Personne ne conteste que l'évolution se fasse dans un sens positif, favorisé par les améliorations considérables de la qualité hygiénique des aliments, de la durée de conservation, de la commodité d'emploi, dus aux progrès des industries alimentaires. « Mais, constate le Pr Dupin, cette évolution positive n'a pas réglé, loin de là, tous les problèmes. Sans parler des « maladies de surcharge », les enquêtes les plus récentes montrent que 50 % à 60 % de l'énergie fournie par notre ration quotidienne provient d'aliments qui, tout en contribuant à la couverture des besoins énergétiques, sont carencés en sels minéraux et en vitamines. » C'est ce que le professeur Dupin désigne comme « le paradoxe de la fréquence des déficiences en situation d'abondance ».

JEAN CONTRUCL.

### Méditerranée: l'azur souillé

#### La mer malade de la pollution et du béton : le commandant Cousteau accuse.

**L'**HOMO TURISTICUS vient d'envahir, comme chaque été, les rivages de la Méditerranée. Le vacancier, ainsi désigné par Jacques-Yves Cousteau et Yves Paoclet dans leur dernier livre, *La Mer blessée* (1), pense se refaire une santé au contact du soleil et de l'eau. Erreur ! estime l'océanographe et le botaniste, car les cinquante à soixante millions de touristes rituellement attendus sur les littoraux de dix-sept pays riverains risquent surtout de contracter, dans une Méditerranée malade de la pollution, toutes sortes d'affections : gastro-entérites, conjonctivites, cystites, salpingites, hépatites...

Il y avait la plage aux romantiques. Il y a maintenant « la plage aux streptocoques », écrivait-il, et « s'il fallait qu'Aphrodite naisse aujourd'hui de la vague, elle aurait, en sortant de l'écume, des furoncles sur les fesses ». Etienne histoire de l'arroseur arrosé : les plaisanciers, qui jettent systématiquement ou presque leurs déchets par-dessus bord, sont bien, à l'heure de la baignade, dans le rôle du pollueur pollué.

Quatre millions de colibacilles par litre : la description faite du « bouillonnement purifié » de l'émissaire principal de Marseille, dans la calanque de Cortiou, est carrément satologique. La Gloire, personnage de Boris Vian dans *L'Arrache-cœur*,

l'environnement (PNUE), que « la Méditerranée guérit progressivement ». Aux yeux des deux écologistes, il y a encore plus grave : la multiplication des destructions mécaniques, qui, pour la plupart, sont irréversibles.

Les causes essentielles de la dégradation du milieu marin, ils les énumèrent ainsi : « C'est la pêche outrancière, le chalutage par petit fond, qui détruit le benthos (ensemble des êtres qui vivent sur le fond de la mer) et les herbiers littoraux, la pêche à la lampe et à la dynamite, la chasse sous-marine. C'est l'assèchement des marécages côtiers. C'est l'arasement des dunes. C'est, d'une façon générale, la rectification des côtes, l'« assainissement », la « rationalisation », la « réhabilitation » des rivages ».

Prolonger les conduits le plus loin possible dans la mer, comme le préconisent des frères dévoyés de Ferdinand Lop, ne sert pratiquement à rien : le pouvoir autopurificateur de la *Mare Nostrum* a ses limites, et les courants ramènent inévitablement les déchets vers les côtes. La seule solution, rappellent les auteurs de *La Mer blessée*, consiste à construire, partout où elles sont nécessaires, des stations d'épuration. Or moins de 10 % des cités du pourtour méditerranéen en sont actuellement équipées. Qui dit station d'épuration dit investissement et impôts locaux...

La pollution humaine et industrielle, si soignée soit-elle, n'est pourtant pas la pire blessure infligée à la mer des mers. Des efforts, insuffisants certes, sont entrepris ici et là pour la réduire : Jacques-Yves Cousteau et Yves Paoclet le reconnaissent, même s'ils ne sont pas tellement d'accord avec les « docteurs Tant-Mieux » qui affirment, comme le scientifique égyptien Mostapha Kamel Tolba, directeur exécutif du Programme des Nations unies pour

intoxique pas ou quand elle ne le tue pas délibérément. Deux espèces sont plus particulièrement menacées d'extinction : le phoque moine, qu'Aristote célébrait déjà dans son *Histoire des animaux*, et la caouanne, grosse tortue marine. Proie des braconniers de la mer, la colonie des phoques moines ne compte plus, aujourd'hui, que cinq cents individus dans toute la Méditerranée, et la caouanne est de plus en plus chassée, notamment par les bulldozers, des sables maritimes où incubent ses œufs. « Un désastre ! », grommelle Jacques-Yves Cousteau et Yves Paoclet.

A la lire — dans un style poétique pour décrire, entre mille animaux marins, le « poupe aux yeux de mer », ou dans des envolées vengeuses contre les « bronze-cul » ou les promoteurs immobiliers, — il n'y a plus beaucoup d'endroits préservés : Port-Cros et son parc national, « paradis retrouvé », les îles algériennes Habibas, « éden sous-marin presque intact », les lagunes de Bizerte...

Ailleurs, de Venise à Malte, du delta de l'Ebre à celui du Nil, « la muraille de mort s'allonge et s'élargit », alors qu'il faudrait, pour sauver durablement la Méditerranée, rendre à la vie sauvage le quart de ses côtes.

MICHEL CASTAING.  
(Lire la suite page 19.)

**Plus vite, moins cher!**

**VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS**  
des derniers modèles 1987 en stock

- 205 GTI 130 CV (GRIS FUTURA, GRIS GRAPHITE, NOIR)
- 205 XR 1124 cm<sup>3</sup> 4 vitesses (BLANC, BLEU MING, GRIS GRAPHITE, ROUGE MÉTAL)
- 205 XT (BLANC, GRIS WINCHESTER, GRIS GRAPHITE)
- 205 SR (GRIS FUTURA, BLEU TOPAZE, GRIS WINCHESTER)
- 309 XL Profil (GRIS FUTURA, BLANC NEIGE)
- 309 GTI (GRIS FUTURA, BLANC, ROUGE, GRIS GRAPHITE)
- 309 Diesel, 5 portes (BLANC, GRIS WINCHESTER, BLEU TOPAZE)
- 309 Chorus (BLANC)

**PEUGEOT NEUBAUER**  
c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

هكذا من الاجل

صحة من الامل

# Correspondance : les asiles de la faim

L'analyse par le docteur Escoffier-Lambiotte du livre de Max Lafont (*l'extermination douce. La mort de quarante mille malades mentaux dans les hôpitaux psychiatriques en France sous le régime de Vichy*) parue dans le Monde du 10 juin nous a valu une abondante correspondance dont nous publions ici les principaux extraits.

## L'injustice des accusations

Les commentaires que le Monde a faits du remarquable ouvrage de Max Lafont sur les quarante mille malades mentaux morts de faim et de misère physiologique pendant l'Occupation, ne me paraissent pas acceptables dans la mesure où il attribue la responsabilité de ces faits à la « lâcheté et à l'inconscience de ces psychiatres (...) qui voyaient là un magnifique sujet d'études scientifiques ». Ces affirmations sont tout à fait injustes.

(...) A l'époque, les médecins des hôpitaux psychiatriques subissaient, comme tous les citoyens de ce pays, la disparition des libertés démocratiques et les lois du gouvernement de Vichy aux ordres des occupants nazis. Certains étaient démis de leurs fonctions parce que juifs ou francs-maçons ; quelques-uns s'engageaient dans la Résistance, contraints à une attitude discrète. Quant aux autres, quelque deux cents en charge de cent mille malades, ils découvraient les terribles ravages de la sous-alimentation de leurs malades. Ils n'avaient pas d'autre lieu de rencontre que deux sociétés scientifiques (l'aut-il rappeler que les fonctionnaires français n'ont eu le droit de s'organiser en syndicat qu'en 1945 ?). Ils en firent usage pour réclamer, hélas sans succès, que leurs malades bénéficient des mêmes suppléments alimentaires attribués aux malades des hôpitaux généraux. Cette décision fut

prise lors de la réunion de la Société médico-psychologique du 27 octobre 1941, où on relève les interventions courageuses de Daumezon, Heuyer, Adam, Cellier, qui sont à rapprocher de l'appel de Balvet au Congrès de Montpellier en 1942.

Pour avoir pris mes fonctions de chef de service en 1952 à l'hôpital psychiatrique de Clermont-de-l'Osne, dont la population était passée de cinq mille à deux mille malades entre 1940 et 1945, j'ai pu recueillir le témoignage d'infirmiers. Ils évoquaient la visite du matin, où le médecin pleurait de désespoir et de rage impuissant devant la découverte de malades morts en silence pendant la nuit. Ils disaient aussi comment un certain nombre de malades ont survécu avec leur complicité : ils organisaient des promenades dans la campagne et recueillaient des grains de blé qu'ils écrasaient dans des moulins à café. Ils en cuisinaient un pain de fortune sans levain.

Max Lafont s'étonne, avec juste raison, que certains établissements, possédant une ferme, continuent de vendre ses produits à l'extérieur alors que l'exercice budgétaire était en excédent faute de pouvoir acheter de la nourriture pour les malades. Mais il faut rappeler que les établissements psychiatriques étaient à l'époque propriété du département et que toute décision dans ce domaine relevait du préfet, dont le sort des malades mentaux n'était pas le principal des soucis. Il est même probable qu'à ses yeux cette « extermination douce » s'inscrivait dans une

logique engénieuse visant à l'élimination de cette catégorie de sous-hommes dangereux pour la race.

Il est d'ailleurs remarquable que les 40 % de morts ne se répartissent pas de façon homogène sur l'ensemble des établissements psychiatriques français. Si les grands établissements comme le Vinsatier ou Clermont-de-l'Osne ont atteint ou dépassé 50 %, de petits établissements, généralement dirigés par des médecins-directeurs, n'ont subi que très légèrement les conséquences de cette famine.

Ils organisaient avec le personnel médical, administratif et des services généraux un ravitaillement clandestin dans les campagnes environnantes, fournissant ainsi aux malades l'équivalent de ce « supplément familial » aux rations allouées par l'Etat qui a permis aux Français de survivre durant ces quatre années.

L'exemple le plus souvent cité, mais il n'est sans doute pas le seul, est celui de l'hôpital de Saint-Alban qui fut, en Lozère, un lieu de résistance à l'occupant et d'accueil d'intellectuels poursuivis, comme Paul Eluard. Cette opération communautaire, dans ce climat fraternel où médecins, infirmiers et malades organisaient en commun les conditions de leur survie, fut le point de départ du courant de psychothérapie institutionnelle qui allait essaimer dans tous les hôpitaux psychiatriques après la guerre.

Dr JEAN AYME  
(Paris),  
président du Syndicat  
des psychiatres des hôpitaux.

## Les méfaits de l'Occupation

(...) Je dois vous dire qu'en 1984, président notre Congrès annuel de psychiatrie et de neurologie, je n'avais pas évité ce sujet dans mon allocution intitulée « Les métamorphoses de la psychiatrie » (1). Cet exposé étant prononcé devant le Grand Duc de Luxembourg et les dirigeants de ce même pays, on ne peut dire que le propos ait été confidentiel. Même si les autorités françaises - et la presse - étaient absentes comme à leur habitude...

N'étant pas dans les hôpitaux psychiatriques durant l'Occupation, j'ai découvert ensuite le « génocide » d'après les statistiques et des témoignages comme ceux de mon confrère Xavier Leclainche, lequel soulignait

(1) « L'Occupation du territoire et le rationnement alimentaire qui suivirent entraînent un véritable petit « génocide » dont on n'a pas beaucoup parlé. Les malades internés et réduits aux rations « réglementaires » décédèrent par dizaines de milliers. Mon regretté confrère de l'Académie de médecine, Xavier Leclainche, à l'époque muté en disgrâce par Vichy à la direction d'un hôpital psychiatrique toulousain, m'a confié que ses confrères psychiatres l'appelaient souvent au chevet de leurs patients frappés d'un mal mystérieux. Il était alors obligé de leur expliquer que leurs malades mourraient tout simplement de faim... »

combien l'étiologie de ces décès échappait à des spécialistes appelés à gérer l'impossible. Ces terribles méfaits ne sont pas, comme on pourrait le croire en vous lisant, le résultat d'une idéologie des psychiatres, mais bien celui d'une situation créée par la guerre et l'Occupation.

Ce qui, dans votre article, me paraît inadmissible, c'est l'assimilation entre la disparition de dizaines de milliers de malades mentaux qui étaient loin d'être bien traités et les thèses de « l'eugénisme » qui, à ma connaissance, n'ont jamais eu cours dans la psychiatrie française. (...)

Professeur PIERRE DENKER  
(Paris).

## L'impuissance des médecins

(...) Médecin des hôpitaux psychiatriques en retraite, j'étais interne à l'hôpital psychiatrique de Rennes en 1943-1945 et j'ai bien connu ce que le docteur Max Lafont appelle l'« extermination douce » dont il est clair qu'il rend les médecins responsables ou du moins complices, du fait de leur passivité, de l'idéologie de suppression des sous-hommes et qu'il les ridiculise en soulignant le dérisoire et l'odieuse de leurs travaux. Cette expérience m'autorise, je crois, quelques remarques :

1. La situation alimentaire a été partout désastreuse dans les hôpitaux psychiatriques avec cependant des différences. En Bretagne, pays essentiellement rural de petites exploitations de polyculture, les familles pouvaient aider leur malade à tenir. Dans la région lyonnaise par contre, les restrictions étaient très sévères pour toute la population, la sous-alimentation de règle, bien avant 1942. Ici et là, tout le monde souffrait du froid et de l'inconfort.

2. La guerre a aggravé les conditions matérielles pré-existantes, bien sûr. Elles étaient déjà misérables avant 1939 : surpopulation, manque d'hygiène, promiscuité, antérieurs à la guerre, n'ont pas disparu avec la fin des hostilités et, dans les années 50, demeuraient le lot des hôpitaux psychiatriques. C'était le fait de la pauvreté des moyens mais aussi de la nécessité imposée par le comportement aliéné. Imaginez-vous aujourd'hui les difficultés inhérentes au gâtisme, à l'agitation ?

3. L'intérêt porté à l'appétit exacerbé ou au mécanisme des cédèmes de carence n'était pas la préoccupation dominante des médecins, et si cela a donné lieu à des publications, ceux-ci avaient mieux à faire. En thérapeutique, 1944 marque la mise en place de l'électrochoc, les espoirs suscités par ce traitement qui allait s'avérer remarquable (avant d'être bien incoûsidérément vilipendé).

4. Les médecins n'ont-ils « rien tenté, dans un savoir-qui-peut général », pour sauver leurs malades ? Je n'en sais rien et ne

suis pas en mesure d'affirmer si, tenus à rédiger un rapport annuel d'activité, ils ont commenté les statistiques de mortalité avec indignation et véhémence. Mais que pouvaient-ils faire ? Démissionner ? Défiler sur la voie publique ? S'immoler ? C'est mal prendre en compte le climat de l'époque. Ce que je peux affirmer, c'est qu'ils n'ont pas abandonné leurs malades aux heures dramatiques.

La guerre a accentué la misère quotidienne des malades mentaux, une misère à laquelle contribuaient tous ceux qui, à des postes de responsabilité, acceptaient la pauvreté faite aux asiles. Et ce n'étaient pas les médecins que j'ai connus, à l'écoute d'« êtres désarmés, souffrants et entre tous dignes de solidarité et de compassion ».

Je leur devais ce témoignage.  
Dr PIERRE FLOT  
(Chambéry).

## Le statut de la folie

Votre article dans le Monde du 10 juin 1987, tout empreint du meilleur humanisme, est le bienvenu, mais il ne met peut-être pas tout à fait en relief la

raison profonde de cette extermination douce, à savoir le statut anthropologique de la folie dans la « civilisation ».

C'est grâce à ce statut que Hitler a trouvé un terrain fertile pour ses menées lorsqu'il est arrivé au pouvoir. Un président du conseil de l'ordre des médecins français, le médecin des asiles Génal Perrin, faisait, avant la guerre, mettre en rang chaque matin les malades dans la cour de son service et les passait en inspection. La persistance de ce statut de la folie jusqu'à aujourd'hui fait que les pratiques ségrégatives sont loin d'être révolues.

De 1960 à 1970, des asiles de la Seine à ceux de Strasbourg, je n'ai vu que des personnels soignants et administratifs relégués à un rang d'êtres inférieurs les malades qui leur étaient confiés, et substitués systématiquement l'autoritarisme aux soins psychiatriques à quoi seules les fonctions les obligeaient. Pour m'être opposé à cette attitude ma carrière en fut brisée. Il faut dire que la couverture « organisatrice » qui sert aux médecins universitaires de « camouflage idéologique » est une autre forme d'oppression.

Dr ARMAND OLIVIERES,  
centre médico-psychosocial  
(Calais).

(Publicité)

## POUR LA DÉFENSE DE L'I.R.C.H.A.

L'I.R.C.H.A., Institut national de recherche chimique appliquée, dont l'effectif est de 275 personnes, est installé à Vert-le-Petit dans l'Essonne.

Il a pour vocation de réaliser ou de susciter des recherches pour le développement et le transfert des connaissances scientifiques et techniques en chimie, biotechnologies, matériaux, et environnement. Il assure ainsi un rôle de centre technique dans ces divers domaines.

Son financement était couvert depuis 30 ans pour moitié sur fonds publics et pour moitié par des contrats de recherche et de fabrication. Une formule conciliant indépendance et dynamisme.

Dans une lettre du 13 avril, le ministre de l'industrie, Alain Madelin, redéfinit les objectifs de l'I.R.C.H.A., jusqu'alors établissement public industriel et commercial (EPIC), l'I.R.C.H.A. serait privatisé et transformé en société anonyme assurant son autofinancement.

Celaci limiterait ou supprimerait certaines activités, et notamment la principale, celle qui constituait la vocation de l'établissement : la recherche appliquée.

Privatiser cet établissement serait porter atteinte à un potentiel scientifique public reconnu, à l'interface entre recherche fondamentale et production, et qui concerne des secteurs essentiels pour l'indépendance nationale et l'innovation technologique dans les entreprises.

Ces orientations s'accompagnent de graves menaces pour l'emploi et le statut du personnel.

Inquiets pour l'avenir de l'I.R.C.H.A., et conscient du fait que la privatisation d'un EPIC pourrait être suivie par d'autres transferts analogues du secteur public au secteur privé, nous vous appelons à vous joindre à :

### COMITÉ DE SOUTIEN

Présidé par M. Hubert Coudanne  
professeur à l'université Paris-XI  
POUR  
Le maintien du statut d'EPIC de l'I.R.C.H.A.  
Le financement public au moins égal à 50 %  
du budget de l'I.R.C.H.A.  
Le maintien des effectifs.

A retourner après signature à l'adresse ci-dessous :  
Secrétaire du C.E. de l'I.R.C.H.A.  
B.P. n° 1 - 91710 Vert-le-Petit

Vous pouvez contribuer à la diffusion de cet appel en envoyant une participation financière à la même adresse à l'ordre du C.E.

**LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES :**  
M<sup>me</sup> Hélène LANGEVIN, directeur scientifique de physique nucléaire,  
MM. FURSTOSS, directeur de recherche au C.N.R.S. de Marseille, Pierre  
KERGOMAR, professeur à l'université de Clermont-Ferrand, Daniel THOMAS,  
professeur à l'UT de Compiègne, François MATHÉY, professeur à l'École  
Polytechnique, Roger FOURMÉ professeur à l'UPS Orsay, Pierre NOË, ancien  
directeur chargé de budget de la recherche, Claude BOIZIAU, physicien au  
C.E.A., Gilles COHEN (BANOUJI), physicien au C.E.A.

## CAMILLE CLAUDEL

L'une des quarante mille victimes du comportement inhumain à l'égard de ces malades n'a été autre que la sœur de Paul Claudel, le grand sculpteur Camille Claudel, élève, collaboratrice (et maîtresse) de Rodin qui, internée en 1913 dans la région parisienne, transférée en 1915 à l'asile (comme on disait alors) de Montdevergues, à Montfavet, près d'Avignon, y est morte le 19 octobre 1943.

Voici quelques extraits des bilans adressés par l'établissement à Paul Claudel au sujet de sa sœur :

1942, 11 août : « L'état physique a marqué un fléchissement net depuis les restrictions qui touchent durement les psychopathes. Votre sœur... en juillet, a dû être altérée pour céder malicieusement en rapport avec une carence et le déséquilibre alimentaire. »

7 décembre : « Notre malade s'affaiblit physiquement, elle présente un cédème des membres et s'alimente assez difficilement. »

1943, 8 mai : « L'état de notre malade est très médiocre, elle s'affaiblit progressivement. »

1<sup>er</sup> septembre : « Notre malade est sensiblement affaiblie. Elle a les mains enflées, signe de carence chez elle. »

Ces citations sont extraites du bel ouvrage *Camille Claudel*, de Reine-Marie Paris, petite-nièce de Paul et de Camille Claudel (Gallimard, pages 207-208). Quant au comportement de la famille, et surtout de la mère, de Camille Claudel, c'est une autre question.

LIONEL MARMIN,  
Orléans.

NDLR. — Le peintre Sylvia Escoffier, dont les soles furent au musée de Lausanne, l'écrivain Séraphin de Seuil, moururent eux aussi de faim dans un asile français durant la guerre.

(Publicité)

## SEPTEMBRE 1987

### OUVERTURE A PARIS

2, rue de Seze, 75009 Paris  
angle bd de la Madeleine

## de L'INSTITUT D'OLIGOTHERAPIE

Écrire ou téléphoner au 42-66-34-30

---

## POURQUOI LES ORDINATEURS CALCULENT FAUX.

RENÉE & JEAN  
SUM  
JUILLET AOUT 87

aux ouverts

pour souillé

SCIENCES

Tombeaux ouverts

A Castres, les fouilles d'une nécropole des VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles avant Jésus-Christ

DEUX cent quarante tombes du bronze final et du début de l'âge de fer, mille cinq cents vases, beaucoup d'épingles, d'anneaux, de fibules et de rasoirs de bronze...

Chaque tombe, profonde de 50 à 80 centimètres, contient en son centre une urne de céramique, haute de 30 à 40 centimètres...

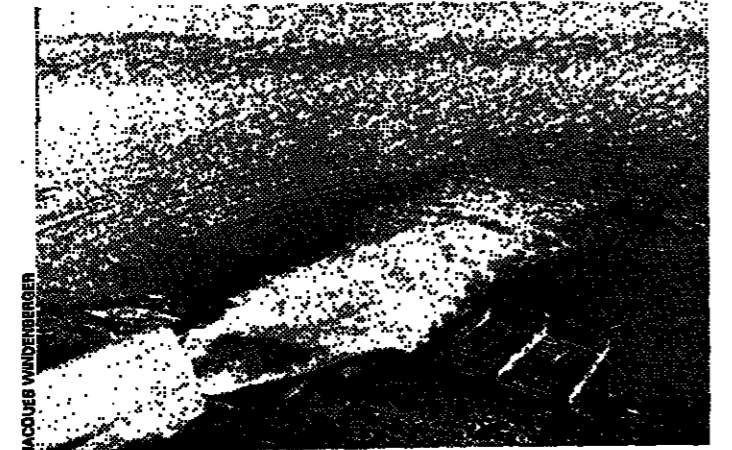
Des urnes de céramique

La nécropole, qui a été utilisée d'environ 750 à 600 ans avant Jésus-Christ, doit couvrir 30 000 mètres carrés...

L'azur souillé

(Suite de la page 17.) Et les pays du Nord et du Sud méditerranéen sont renvoyés dos à dos dans le domaine de la destruction de l'environnement...

ment du développement à long terme. Pourtant, le commandant Constant n'est pas désespérément pessimiste...



auteurs de la Mer blessée. Mais ce sont des Cassandres, et personne n'aime ni n'écoute les Cassandres...

On peut aussi compter sur l'océanographe et cinéaste pour continuer une œuvre de vulgarisation déjà longue...

SECTEURS DE POINTE

Les rayons gamma sous l'œil de Thémis

Une centrale solaire reconvertie en observatoire astronomique

TRANSFORMER l'ancienne centrale solaire Thémis, située près de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales)...

l'œil humain, et qui ne sont pas arrêtés par l'atmosphère terrestre. Mais les ondes dites visibles ne représentent qu'une faible portion de l'ensemble du rayonnement électromagnétique...

orienté dans la direction du rayonnement gamma originel. Il se produit en optique l'équivalent d'un bang supersonique pour un avion dépassant la vitesse du son...

L'observation au sol des sources de rayons gamma par les sept miroirs d'ASGAT devrait donc permettre, comme le précise M. Philippe Goret...

Les sept miroirs d'ASGAT

Mais pourquoi avoir choisi Thémis? En raison de l'infrastructure existante. Pour réaliser l'expérience ASGAT...

Trois laboratoires du CNRS participent à ce projet: le CESR (Centre d'études spatiales des rayonnements) de Toulouse...

Messageries en codes à barres

Le suivi informatique du SERNAM pour répondre à la concurrence des autres transporteurs.

L'ACTIVITÉ de messager consiste à regrouper, trier, acheminer et livrer des envois dont le poids excède rarement quelques dizaines de kilogrammes...

rente-six mille communes avec un délai moyen de trois jours. C'est le plus connu du grand public.

L'Infocivier, largement inspiré du transporteur américain Federal Express (500 000 colis/jour)...

base de données nationale grâce à un modem intégré (Matra) via Transpac ou une ligne PTT. Il y a environ cinq cents transmissions par jour...

La base de données est interrogée plus de 600 fois par jour: 50 % des demandes concernent des expéditions commencées il y a moins d'une semaine...

ABONNEMENTS VACANCES



Table with columns for FRANCE and ÉTRANGER (with sub-column for 'tarifs normale'). Rows show rates for 2 semaines, 1 mois, 2 mois, and 3 mois.

Tarifs par avion, nous contacter: tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, DIX JOURS avant votre départ...

Form for subscription details including fields for name, address, and contact information.

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement...

Cinq cents transmissions par jour

Les concepteurs de l'Infocivier ont fait appel à un cocktail de sociétés américaines et françaises. Pour la première « porte »...

Court terme, l'Infocivier donnera à SERNAM les indicateurs de performances dont il a grand besoin: sur les dysfonctionnements avec des taux de « déviés »...

Ce premier bond en avant vers une informatique de production n'est qu'un début. L'an prochain, l'Infocivier devrait s'étendre au service messagerie...

FRANÇOIS KOCH.

PEINTURE & ACARICIDE

EMBRE 1987 TURE A PARIS

POURQUOI LES ORDINATEURS CALCULENT FAUX.

Handwritten Arabic text: هكذا من الاجل

**SECTEURS DE POINTE**

**INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

**ENS Chimie**

Filiale française de l'un des premiers groupes chimiques mondiaux présent dans plus de 50 pays, nous employons environ 2200 personnes dont près de 500 cadres et intervenons sur différents secteurs d'activité.

Vous êtes ingénieur chimiste, débutant ou ayant acquis une expérience, vous possédez une personnalité déjà affirmée, l'esprit d'équipe et le sens du contact et du service.

Après une formation poussée à nos méthodes et à nos produits en France et dans les centres techniques de notre maison mère en Suisse, vous contribuerez au renforcement de notre position de leader sur nos marchés en commercialisant une gamme d'additifs stratégiques techniques (stabilisants, chaleur et lumière...) auprès d'une clientèle de producteurs et de transformateurs de matières plastiques sur l'ensemble du territoire national.

Ce poste basé à Rueil Malmaison nécessite de courts mais fréquents déplacements.

Vous aurez dans notre Groupe les possibilités d'évolution liées à vos compétences et vos aspirations.

Si vous avez un réel intérêt pour le métier de Technico-Commercial, adressez votre candidature (lettre manuscrite avec C.V. et photo) sous référence 5331 à Christiane Montiel, Département du Personnel, 2-4 rue Lionel Terry, 92506 Rueil Malmaison cedex.

**CIBA-GEIGY**

**Systèmes Electroniques Temps Réel ...**  
**Assurez la qualité totale !**

Filiale française d'un très important groupe américain leader mondial dans le domaine des systèmes temps réel orientés principalement productique, nous recherchons un Responsable qualité totale.

Dépendant du Directeur Général et en fréquentes relations avec les Etats-Unis, vous prendrez en charge, dès l'étude et la conception des produits, la qualité dans son ensemble (design review, homologation sous-traitance, suivi fabrication et procédures, etc...) afin de parvenir au zéro défaut. Vous serez secondé dans cette mission par une équipe de 4 Ingénieurs et Techniciens que vous animeriez.

Cette responsabilité s'adresse à un Ingénieur de formation ayant acquis une solide expérience de promotion de la qualité dans un contexte de production de produits ou systèmes exigeant des normes de qualité élevées (nucléaire, avionique, spatial, etc...). Une connaissance de l'électronique est indispensable.

Pour ce poste basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/2247 B à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

**egor**

**X, ENST, ESE ...**  
**participez à la Maîtrise d'Oeuvre**  
**de Grands Systèmes de Télécommunications**  
**dans un contexte international !**

Vous êtes Ingénieur diplômé d'une grande école et vous bénéficiez d'une première expérience significative et réussie dans le domaine des systèmes électroniques temps réel ou mieux encore dans les télécommunications. Nous vous proposons de participer à la maîtrise d'oeuvre de plusieurs grands systèmes de télécommunications dans un contexte français ou international de coopération entre plusieurs partenaires industriels.

En fonction de vos connaissances acquises et de votre tempérament, vous prendrez en charge la responsabilité de conduites de projets ou de coordination technique de grands systèmes. Ce poste est basé en Région Parisienne.

Vous êtes à la recherche d'un nouveau challenge.

Merci de téléphoner au 40.70.05.15 ou d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1386 AD à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

**egor**

**labinal** précision mécanique

Nous sommes un important groupe français spécialisé dans la fabrication d'équipements pour l'aéronautique, l'automobile, l'armement et l'électronique.

**DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES**

Dans le cadre de sa forte croissance à vocation internationale notre département systèmes électroniques et pneumatiques recherche :

**UN RESPONSABLE DES ETUDES ELECTRONIQUES**

En liaison avec les clients, avionneries et compagnies aériennes, vous aurez la responsabilité des études et du développement de matériels électroniques embarqués.

De formation ingénieur électronicien, votre expérience d'environ 4 ans en Bureau d'Etudes vous a permis d'acquérir de bonnes connaissances en traitement de signal, en électronique analogique et digitale dans le domaine des équipements aéronautiques.

Pour ces deux postes à pourvoir à Saint-Ouen (93), une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Des déplacements sont à prévoir en France et à l'Étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et présentations) à :  
Ch. LEFRANÇOIS Gestion des Cadres - Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 - 78051 SAINT-QUENTIN-YVELINES Cedex.

**UN INGENIEUR D'ETUDES MECANIQUES**

Rattaché au responsable des études mécaniques, vous devrez assurer les développements et mises au point de nos produits jusqu'à leur mise en fabrication.

De formation ingénieur mécanicien, vous pouvez justifier d'une première expérience.

Des connaissances en pneumatique et en analyse de la valeur seraient des atouts supplémentaires.

**labinal**

**april** N°1 français de l'automate programmable offre des opportunités de carrière à de

**Jeunes Ingénieurs**

**Ingénieurs Commerciaux Paris**

Avec 1 ou 2 ans d'expérience de la vente de biens d'équipement, vous avez l'énergie de l'homme du terrain, la mentalité du gagnant. (Réf. 87120 M)

**1 Conseiller Technique Amiens**

En contact direct avec les clients, en fait support du commercial, vous intervenez pour les problèmes techniques et commerciaux. Plus que de dépannage, il s'agit véritablement d'une mission de service et d'assistance. (Réf. 87122 M)

**2 Ingénieurs d'Application Nancy - Rennes**

Peut-être débutant, en tout cas doté d'un très fort potentiel technique, sur le terrain et en liaison avec le Service Etudes et Développement, vous aurez pour mission de faire évoluer nos produits...

Une fonction qui vous place au coeur du marketing industriel. (Réf. 87121 M)

**Formateur Technique Paris**

Vous aimez bien initier les clients à l'utilisation de l'automate programmable. La nature même de la mission exige de réelles aptitudes à la pédagogie, des qualités relationnelles évidentes, un esprit ouvert, curieux, beaucoup d'autonomie dans le cadre de nombreux déplacements. (Réf. 87123 M)

Pour chacun de ces postes, un **diplôme d'ingénieur** est indispensable (de préférence en automatique ou informatique industrielle), tant pour accéder à la formation que nous offrons dans nos usines que pour évoluer rapidement. Anglais et/ou allemand nécessaires.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil  
**ROUBREX DECISION** 32 rue des Volontaires, 75015 Paris.

**un ingénieur confirmé sur UNIX**  
**pour la région lyonnaise**

Une grande affaire d'ingénierie informatique, dont les activités s'exercent principalement dans les milieux de la gestion, a axé son développement sur les techniques micros et accélère sa croissance en s'engageant résolument dans la voie du multiposte.

Votre mission : concevoir et mettre en place son système de développement sous UNIX. Puis, compte-tenu de votre expérience, vous en assurez l'évolution ou vous prenez la direction d'une équipe de développeurs chargés de le mettre en oeuvre.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis en 2 à 3 ans une solide pratique du langage C, d'UNIX et de ses outils associés et souhaitez, sans quitter la technique, changer de dimension.

Merci d'écrire à notre consultant,  
J. THILY, (réf. 5069 LM) à  
"Carrières de l'Informatique".

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

**MEMBRE DE SYNTec**

**Ingénieurs, vos compétences**  
**au service de l'éclairage**

Le bureau d'Etudes MAZDA : des hommes et des moyens au service de la technique éclairagiste, des projets prestigieux en France comme à l'étranger qui font de MAZDA le premier groupe français de l'éclairage.

Ingénieur de formation, vous avez si possible une première expérience (BTE, électricité par exemple). Au sein du Bureau d'Etudes, intégré à une équipe dynamique, vous exploiterez vos compétences en réalisant des projets de qualité, vous développerez votre sens du contact en appui de l'équipe commerciale (information, formation). Vous apporterez sur le terrain un conseil adapté aux besoins de nos clients.

La diversité des projets et leur envergure (grands ensembles commerciaux, bureaux, industries, éclairage public et illuminations...) vous permettront de vous réaliser pleinement dans les métiers de l'éclairage.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 57, à MAZDA Eclairage, Pierre DUTOT, 204 Rue du Point du Pont-de-Sèvres, 92618 Boulogne-Billancourt Cedex.

**MAZDA**  
lampes et appareils d'éclairage

Rejoignez une équipe motivée et performante et bénéficiez du dynamisme d'une SSII française, IBSI, qui connaît depuis 78 un développement rapide et constant et regroupe aujourd'hui plus de 750 collaborateurs.

**IBSI/PARIS-TERCIAIRE**

Spécialiste en organisation et conception de systèmes d'informations dans les domaines de :  
**LA BANQUE ET L'ASSURANCE.**

Nous recherchons pour participer au développement de notre implantation en région parisienne :

**Consultants**  
**Ingénieurs Chefs de Projets.**

La connaissance de MERISE ou AXIAL serait appréciée.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature et CV à :  
IBSI/PARIS-TERCIAIRE, 365, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

**IBSI**

INGENIEUR  
TROLE DES R

Directeur organ  
omatique

INGENIEUR  
évaluation et

Des ingéni  
confirmés

**SECTEURS DE POINTE**

La Division Risques et Assurances d'un important groupe industriel aux activités de pointe recherche un

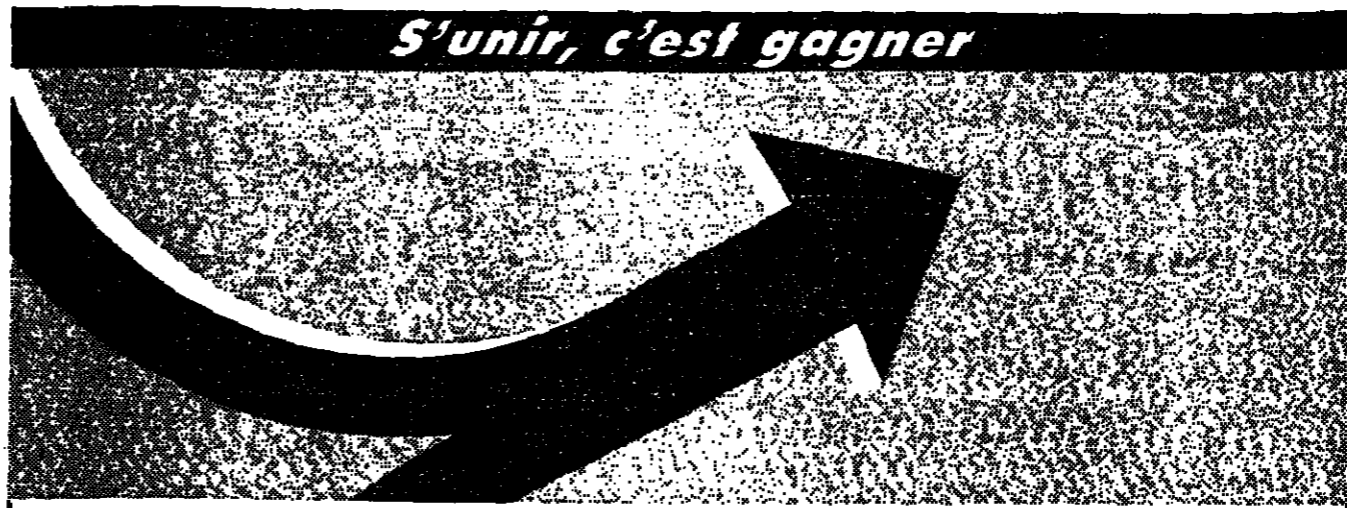
**INGENIEUR CONTROLE DES RISQUES**

**Le Poste :**  
 • Déterminer et contrôler des actions de prévention et de protection du patrimoine et des activités.  
 • Effectuer le suivi et la mise en place de ces actions.

**Le Candidat :**  
 • Ingénieur possédant 3 à 5 années d'expérience dans l'assurance ou l'industrie.  
 • Connaissant les normes NFPA - FM et APSAIRD pour systèmes extinctions eau/HALON.  
 L'Anglais serait un atout.

Lieu de travail proche banlieue Ouest.  
 Déplacements de courte durée à prévoir dans les unités du Groupe.  
 Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature, rémunération souhaitée à Solange MONTELL sous référence MFH/88169

**Plein Emploi**  
 10 rue du Mail - 75003 PARIS  
 Conseils en ressources humaines



**REALISEZ VOS AMBITIONS INTERNATIONALES SUR LA COTE D'AZUR**

Au tout premier rang de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2500 personnes, CA 1,3 milliard de francs), conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine. Pour conquérir de nouveaux marchés, notre volonté est d'aller toujours plus loin dans la qualité et le professionnalisme. Aussi nous recherchons trois spécialistes.

**INGENIEUR MARKETING ACHAT**

Vous participez à la définition de la stratégie Marketing Achat et vous êtes chargé :

- d'assurer l'interface entre nos laboratoires et les fournisseurs,
- d'évaluer les fournisseurs français et étrangers,
- d'analyser l'évolution des prix,
- de négocier des contrats d'achat,
- d'analyser les performances : prix achat/prix devis.

Vous avez complété votre diplôme d'ingénieur électronicien par une formation en gestion. Vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de plusieurs années dans l'achat de composants semi-conducteurs. REF. 787/MA.

**INGENIEUR LOGISTICIEN**

Vous serez chargé de :

- assurer l'assistance technique auprès de nos clients France et Export,
- coordonner les actions de maintenance en usine ou sur le site,
- établir des propositions logistiques.

Vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de plusieurs années en études/développement d'équipements électroniques complexes. REF. 787/IL.

**INGENIEUR FORMATEUR**

Vous assurerez la formation théorique et pratique de nos clients à l'exploitation et la maintenance de nos systèmes sonars (matériel et logiciel).

Pour cela, vous prendrez en charge :

- l'établissement des devis de formation,
- la mise en œuvre des programmes de formation.

Vous êtes passionné par l'enseignement et vous pouvez vous prévaloir de plusieurs années de pratique en milieu industriel. REF. 787/IF

Votre formation supérieure d'ingénieur, votre maîtrise de l'anglais et l'expérience que vous avez déjà acquise dans un contexte international constituent des atouts indispensables. Votre aptitude à travailler dans des équipes pluridisciplinaires, votre capacité à faire évoluer votre environnement nous permettront de satisfaire vos ambitions.

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos projets, nous vous proposons d'adresser sans tarder votre candidature à Antoine GARCIA - THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - Chemin des travaux - BP 53 - 06801 CAGNES-SUR-MER en précisant la référence de votre choix.



**Directeur organisation informatique**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutual des Alpes Maritimes (300 personnes), première banque du département, recherche le Directeur de son organisation informatique.

Il aura en charge l'animation, la coordination et le développement des services Organisation, Etudes Informatiques, Contrôle Qualité, Micro Informatique et Production Informatique. Il est responsable, vis à vis de la Direction Générale, du management de grands projets en cours ou à venir, comme la mise en place du télétraitement, de la cohérence et de l'évolution du système d'information de la Caisse.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé et informaticien, ayant cinq ans d'expérience dans une fonction similaire ou à la direction de grands projets informatiques. Il devra être au fait des nouveaux outils de développement. Il aura à faire preuve de qualités de management, d'animation et de négociation. Ce poste est basé à Nice.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite à A. COFFIN sous référence ED37/M, SEMA-SELECTION, 5, rue Saint-Hermentaire 13008 Marseille.

**SEMA-SELECTION**  
 Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

**cordis** Filiale d'un Groupe International spécialisé dans l'instrumentation biomédicale.

Le Centre de Sophia-Antipolis (près de Nice) développe et produit des dispositifs implantables pour les applications neurologique, cancérologique et de lutte contre la douleur, distribués par le réseau mondial de vente CORDIS. Nous recherchons :

**Ingénieur MF évaluations cliniques**

Basé à Sophia Antipolis mais dépendant de la Direction de la Recherche Clinique installée à Bruxelles, vous aurez pour mission d'évaluer les performances cliniques des nouveaux produits dans différents centres hospitaliers européens. Les résultats sont analysés avec les services Recherche-Développement et Marketing afin d'optimiser ces produits. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer :

- un ingénieur diplômé, de préférence généraliste (Centrale, INSA...)
- ou un pharmacien

ayant une première expérience du monde médical dans le domaine des dispositifs implantables. La pratique de l'anglais est indispensable. Une autre langue européenne serait un plus. Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite en Anglais, CV, photo et présentations sous réf. S80M, à Anne-Marie VIRLOGEUX, CORDIS SA Route des Dolines - Sophia Antipolis, 06560 Valbonne.



2<sup>ème</sup> pôle français en communication d'Entreprise (5.000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A.) déjà très présents sur les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la **RADIOTELEPHONIE** (Téléphone de voiture et Réseau d'Entreprise), de la **COMMUNICATION PRIVEE** (Intercoms et Autocomms électroniques) et de la **TELEMATIQUE** (Terminaux télématiques, systèmes bureautiques). Nous recherchons :

**Chef de Produit Export**

Au sein de la Direction Terminaux Téléphoniques et Télématiques

Vous aurez à :

- Analyser le potentiel des marchés exports : quantification, concurrence clients, prix, recherche de partenaires.
  - Définir la stratégie produit de notre gamme de postes téléphoniques export, en collaboration avec les Chefs de projet.
  - Elaborer la politique commerciale et assurer le lancement des opérations promotionnelles en liaison avec le Département export.
- Diplômé Grande Ecole, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en électronique grand public ou industrielle notamment à l'export, le sens des contacts et une aptitude à la négociation. Une expérience complémentaire en Marketing serait appréciée. Anglais courant, Allemand souhaité.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et présentations) en précisant la référence 3049 à Geneviève GUELFY D.P.R.H. rue Jean-Pierre Timbaud - BP 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

**MATRA COMMUNICATION**

Dans le cadre d'un grand programme, une très importante société d'électronique met en place une équipe de maîtrise d'œuvre système.

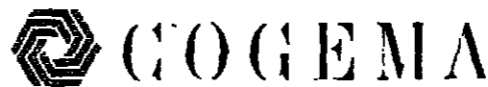
Dans ce contexte, elle recherche :

**Des ingénieurs confirmés**

ayant une expérience en télécommunication

- Pour :
- Architecture systèmes,
  - Etudes réseaux de télécommunications,
  - Définition des équipements,
  - Rédaction détaillée des spécifications,
  - Conception et réalisation des plans d'essais et de simulation (hard et soft),
  - Assurance qualité système (PA).

Si vous voulez vous intégrer dans une équipe dynamique, envoyez un CV à Média-System, sous réf. 5733, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



**Jeune responsable des études**

Notre groupe (15.000 personnes - 21 milliards de francs) compte parmi les premiers mondiaux pour la qualité de nos produits et de nos services industriels. Nous renforçons notre site (2750 personnes), un des plus importants complexes industriels en Europe, par l'implantation de deux nouvelles usines.

Pour faire face à l'évolution de notre informatique de gestion, nous souhaitons rencontrer un jeune responsable des études. Nous offrons de puissants moyens informatiques : 2 BULL. DPS 7 avec IDS 2 intégrés dans un réseau de 500 terminaux, à terme.

Dans une équipe jeune, innovatrice et motivée, vous prenez progressivement en charge, non seulement l'existant, mais aussi l'ensemble de nos nouveaux développements. Fortement impliqué dans l'élaboration des solutions et la définition des cahiers des charges, vous coordonnez le bon déroulement de nos réalisations. Responsable d'une petite équipe de 5 chefs de projets et analyses, vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos utilisateurs.

De formation scientifique ou commerciale, vous justifiez d'une première expérience réussie dans la mise en place de systèmes informatiques de gestion acquise en cabinet d'organisation ou en SSI.

Vos qualités d'organisation et de communication sont les meilleurs atouts pour réussir dans cette fonction. La connaissance de l'environnement DPS 7 et des bases de données est bien sûr un plus.

Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (réf. GI/LM-1), CV, détail, salaire actuel et une photo d'identité à : Patrick SANDEVOIR, Chef du Service du Personnel COGEMA - BP. 270 - 50107 Cherbourg.

Handwritten Arabic text: حكايا من الالهي

سكزامن الاصل

**SECTEURS DE POINTE**

**ICEPP**

ICEPP crée et installe des systèmes informatiques de gestion et d'aide à la décision financière, TIGRE et LYNX.  
Nos partenaires sont les banques les plus créatives sur la place.  
Vous avez une formation et/ou une expérience dans le domaine de la finance, de la banque, des nouveaux instruments financiers et de l'informatique.

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes dans l'une des fonctions suivantes :

**CONSULTANTS**  
(confirmés ou débutants)  
Vous avez une expérience ou une compétence dans le domaine bancaire. Vous êtes attiré par les marchés financiers (titres, Bourse, nouveaux instruments financiers). Vous avez de réelles qualités d'organisation et de conseil.  
Réf. : 3201 M.

**CHEFS DE PROJET CONFIRMES**  
La mise en place de grands projets chez nos clients (banques) vous séduit. Vous avez une formation supérieure et une expérience réussie de la conduite de projets informatiques.  
Réf. : 3202 M.

**INGENIEURS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT PROGICIELS**  
(confirmés ou débutants)  
Vous êtes passionné par l'utilisation des techniques de pointe en ingénierie logicielle, et vous êtes attiré par les nouveaux produits financiers. Vous avez une formation supérieure en informatique et/ou en finance.  
Réf. : 3203 M.

**INGENIEURS COMMERCIAUX**  
(confirmés ou débutants)  
Vous voulez contribuer au développement d'un secteur d'activité en pleine ascension. Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co.), débutant ou avec une expérience réussie de la vente de solutions de gestion bancaire.  
Réf. : 3204 M.

A tous nous demandons une disponibilité professionnelle réelle, un sens de l'engagement et des responsabilités, ainsi que l'adhésion à notre projet d'entreprise.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris  
**Actiman**

**MATRA TRANSPORT** conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques. Son développement rapide l'amène à rechercher dans le cadre de l'un de ses projets VAL en Province deux

**Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles**

**Ingénieur Responsable du Groupe d'Ouvrage Voie**  
Il participera à ce titre aux études de conception des différents éléments constitutifs et assurera le contrôle des marchés de sous-traitance ainsi que du chantier.  
RÉF. A.

**Ingénieur Interface Génie Civil**  
Il suivra pour Matra Transport les études d'infrastructures de ce Métro (tunnel, viaduc, station) et aura en particulier la responsabilité des interfaces avec le reste du système et de l'optimisation de l'ensemble.  
RÉF. B.

Ingénieurs diplômés, ils ont une première expérience professionnelle en Travaux Publics, et leur capacité à s'intégrer à des équipes pluridisciplinaires sera un atout essentiel pour réussir dans ces deux postes basés en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel  
2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES

**MATRA TRANSPORT**

**JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN** **HF**  
(E.C.P., E.N.S.T., X...)  
**dirigez des projets dans une charge d'agents de change**

Notre société, qui compte parmi les plus performantes de la profession à Paris, fait de l'informatique un facteur majeur de sa réussite.

Rattaché au Responsable Organisation et Informatique, vous contribuez à l'essor très important de notre système de gestion automatisé. Vous vous formez d'abord aux différents métiers de la charge et prenez connaissance du site (VAX8500, MICROVAX et micro-ordinateurs). Fort de ces acquis, vous établissez les cahiers des charges des projets ainsi que des produits. Vous assurez la coordination, le pilotage et le contrôle des développements effectués par les sous-traitants. Vous vous orientez progressivement vers le secteur des applications de back-office ou vers celui de l'informatique de marché pour en assurer la responsabilité. Vous affirmez ainsi vos compétences dans un domaine de pointe: emploi de moyens techniques nouveaux en matière de télécommunications et d'intégration d'outils d'aide à la décision.

Vous êtes âgé de 25 ans minimum et, appartenant de préférence à une S.S.I.I., vous avez, pendant au moins un an, participé à la conception et à la réalisation de projets de gestion. Vous maîtrisez également l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4075, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

**SERTI SELECTION** 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

**INGENIEURS GRANDES ECOLES**

**DEVENEZ LES MANAGERS DE DEMAIN**

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles, débutants ou avec une première expérience, vous désirez intégrer aujourd'hui un très grand groupe industriel français (11 usines en France et aux Etats-Unis) dont la force réside dans la diversification de ses activités et dans ses investissements technologiques.

Pour vous, l'entreprise c'est le dynamisme, la formation constante et surtout la possibilité d'optimiser votre potentiel et votre professionnalisme.

Pour nous, rigueur, implication et mobilité sont les meilleurs atouts de nos collaborateurs - véritable moteur de l'entreprise.

Tourné vers l'avenir, notre groupe vous offre à court et moyen terme de nombreuses opportunités de carrière en France comme à l'étranger.

Si vous êtes de ceux qui souhaitent devenir les managers de demain, envoyez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo exigées), sous la réf. 4892/UM, à

**C.V.** 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS

**Ingénieur commercial**

*CAI*  
C.I.S.I. TA CONSEIL

Sur un marché en pleine croissance, cette société de structure légère, avec une équipe jeune et conviviale, a pour vocation le conseil et l'assistance en système et réseaux (normes OSI/SNA). En menant des études, des développements de logiciels systèmes, des expertises, des mises en place et de la formation, elle intervient auprès de grands clients diversifiés possédant de gros sites informatiques hétérogènes. Elle recherche un jeune ingénieur commercial qui sera responsable, de la prospection à la négociation, de la vente de contrats de prestations intellectuelles essentiellement sur la région parisienne. En pénétrant les grands groupes français, il devra générer le plus de contrats récurrents possibles. Ce poste implique 2 à 3 ans d'expérience de la vente de prestations intellectuelles dans le domaine informatique. La rémunération annuelle sera composée d'un fixe et d'un intéressement non plafonné. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2839M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**  
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
3, rue des Coeviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**GROUPE SYSECA**

**SYSECA, 350 MF de CA - 900 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs - est une importante Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.**

Nous recherchons, pour participer au développement de la politique "produits" de notre département Systèmes de Gestion de Bases de Données axée sur

- CLIO, notre système de gestion de bases de données
- ADAGE, notre atelier de génie logiciel

**INGENIEURS COMMERCIAUX**  
Vous avez une formation supérieure, commerciale ou technique et vous serez chargés de prospecter, promouvoir et vendre CLIO et ADAGE.  
Réf. 270

**INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE**  
Diplômé d'Ecole d'ingénieur ou de l'Université, vous aurez en avant-vente à participer à l'argumentation technique, appréhender les besoins des prospects, proposer des solutions, assurer les démonstrations et participer à la conclusion des affaires.  
Réf. 271

Les candidats devront connaître et, si possible, avoir utilisé un SGBD du marché.

Nous apprécierons votre expérience pertinente en milieu informatique ou une formation vous ayant préparé à la maîtrise de ces outils évolués.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre option à SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

**SYSECA SELECTION**

**S.G.N.**  
1400 personnes  
Ingénierie de tout premier plan spécialisée dans le nucléaire, la production et les biotechnologies, recrute plusieurs

**Chefs de projets informatiques confirmés organisateurs-concepteurs-méthodologues**

Responsable de nouveaux projets (internes ou externes), vous intervenerez au niveau des choix et des décisions concernant les systèmes d'information et leurs solutions informatiques basées sur des techniques de pointe.

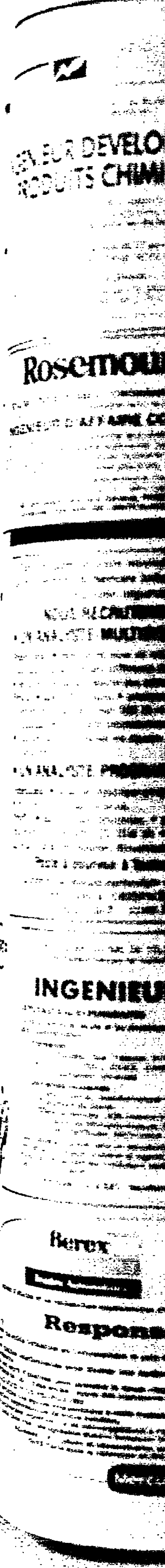
Chargé du suivi des projets, vous mettrez en œuvre des méthodes qui vous permettront d'en maîtriser la qualité.

Ingénieur grande école, vous pratiquerez la méthode MERISE et connaissez les SGBD relationnels.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à :

**SCN**  
Direction des Relations Humaines  
1, rue des Hérons - MONTIGNY-LE-BRETONNEUX  
78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex

**ATTENTION !**  
**EN RAISON DU 14 JUILLET**  
la rubrique  
**« SECTEUR DE POINTE »**  
de la semaine prochaine  
paraîtra mercredi 15  
daté 16 JUILLET



SECTEURS DE POINTE



INGENIEUR DEVELOPPEMENT PRODUITS CHIMIQUES

recrute pour son Centre de Recherches de VERT-LE-PETIT (91) A 25/30 ans environ, INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN vous avez, si possible, une formation complémentaire en Génie Chimique et/ou quelques années d'expérience en Recherche et Développement.

Rosemount

ROSEMOUNT SYSTEM 3 : CROISSANCE + 100 % Pour faire face à son développement, recherchons un INGENIEUR D'AFFAIRE CONFIRMÉ ayant au moins 10 ans d'expérience en contrôle de processus industriels.

NOUS RECRUTONS: UN ANALYSTE-MULTISYSTEME

Fonctions: • gestion et mise en œuvre des télécommunications des différents sites; • gestion et mise en œuvre des réseaux.

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR Fonctions: • analyse organique-programmation; • mise en œuvre-application.

Poste à pourvoir à Toulouse Ecrire en adressant curriculum vitae et prétentions à: DRESPACE

SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS Ter constructeur français de modems, recherche pour sa branche TELEINFORMATIQUE

INGENIEURS

DEBUTANTS ou EXPERIMENTES Ils participeront à l'étude et au développement de matériels de Transmission de Données en vue de leur industrialisation.



Etudes Automobiles



Responsable CAO

VOUS: • avez une solide formation en informatique et peut être quelques années d'expérience dans ce type de fonctions; • des qualités relationnelles pour former une équipe de dessinateurs et leur apporter le support technique nécessaire.



DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES

Engagez votre vie professionnelle dans un métier d'avenir, dans des activités passionnantes et diversifiées, dans une société qui vous permette d'acquérir rapidement des connaissances et une expérience valorisantes.

CGI propose à 200 jeunes comme vous un avenir dans l'informatique

Une formation éprouvée aux méthodes et outils de l'informatique (MERISE, PAC) vous serez intégrés aux équipes opérationnelles de CGI, l'une des premières et des plus solides Sociétés d'Ingénierie et de Conseil en informatique.



ECOLE D'INGENIEURS

JEUNE INGENIEUR

DEBUTEZ EN SPECIALISTE

Si CARDIF se situe aujourd'hui dans le peloton de tête des sociétés spécialisées dans l'épargne, le placement et la retraite, ce n'est pas par hasard...

C'est en partie grâce à une forte capacité d'innovation et un environnement technique de pointe (HP 9000/500 - UNIX - Langage C...).

A un jeune ingénieur débutant (grande école) possédant une bonne ouverture d'esprit, le goût de l'autonomie et un intérêt marqué pour les techniques informatiques, CARDIF propose la réalisation de systèmes experts pour des applications commerciales et administratives.

Si la perspective de débiter et d'évoluer dans un contexte stimulant vous motive, adressez lettre, CV, photo et prétentions sous référence 387 à Sylvie AGUER - COMPAGNIE BANCAIRE Service Orientation Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



INGENIERIE

TEMPS REEL LOGICIEL DE BASE TELECOM

Concevoir et réaliser des logiciels, c'est notre métier et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle temps réel, que nous investissons.

INGENIEURS LOGICIELS Débutants ou première expérience (1 à 3 ans) connaissant langage C, 68000, UNIX, MSDOS.

INGENIEURS COMMERCIAUX Expérience souhaitée. Vous évoluerez dans une ambiance humaine et technique high tech (formation, projets, clients). Votre rémunération sera attractive et votre poste évolutif.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à SILICONE - Chemin des Prés - 38240 MEYLAN.

Filiale d'un important groupe aéronautique, banlieue nord de Paris recherche

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN/INSTRUMENTS

pour prendre en charge le secteur réparation instruments de bord, navigation, communication, conduite d'aéronefs... Ce secteur comprend 50 personnes réparties en 4 laboratoires. Participation à la politique produits.

UN AGENT TECHNICO-COMMERCIAL/INSTRUMENTS Spécialiste aéronautique, possédant une bonne expérience de la vente de services, pour prises en charge du secteur commercial réparation instruments de bord, dirigé vers l'exportation. Anglais parlé et écrit indispensable.

Envoyer c.v. avec photo sous réf. n° 8725 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.



C.A. 150 millions de F, 200 personnes dont 150 ingénieurs et techniciens, implantés en France et aux U.S.A.

Nous sommes une société spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes d'automatismes dans différents domaines : pages, contrôle d'accès, gestion des temps, gestion technique centralisée.

Nous recherchons pour renforcer nos équipes en informatique temps réel et réseaux des :

INGENIEURS INFORMATIENS

Dans le cadre de la réalisation d'affaires à base de systèmes informatiques, vous serez chargé de la direction d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, depuis les spécifications des systèmes jusqu'à leur mise en service en France et à l'étranger.

Ce poste nécessite une expérience de conduite de projet et s'adresse à des ingénieurs diplômés. Anglais courant - Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo sous réf. DG 027 à : ELSYDEL TRINDEL Elisabeth Aulanier - Direction du Personnel 63, boulevard Bessières - 75017 PARIS

Le ministère de l'intérieur recherche

DES INGENIEURS INFORMATIENS

de haut niveau pour leur confier des fonctions de : - Chefs de projets très importants; - Ingénieurs système DPS6 et DPS7; - Ingénieurs de réalisation.

Compétences appréciées : système DPS7, applications transactionnelles.

Adresser c.v. manuscrit et prétentions financières AVANT LE 25 JUILLET au ministère de l'intérieur (direction des transmissions et de l'infomatique), pl. Beauvais PARIS-8, à l'attention de M<sup>me</sup> COURMES

commercial

PA

SYSECA

COMMERCIAUX

SUPPORT TECHNIQUE

CA

S.G.N.

objets informatiques confirmés

ICV

ATTENTION !

1500 DU 14 JUILLET

la rubrique

TEUR DE POINTE

prochain

mercredi 15

16 JUILLET

Handwritten note in Arabic script: حكايا من الالهي

**SECTEURS DE POINTE**

**Valeo** L'Équipement Automobile  
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux  
27500 personnes - C.A. 12,1 Milliards de Francs 46% réalisés à l'étranger  
recherche pour  
sa Branche Matériaux de Friction

**2 Jeunes Ingénieurs**  
**Méthodes Etudes Installation Condé sur Noireau (14)**  
Au sein de la ligne de produits qui fabrique des plaquettes de freins, vous serez chargé de la mise en place de lignes automatisées de fabrication : définition des matériels, calculs de rentabilité, consultations, suivi de la réalisation, mise au point et démarrage des installations. Réf.101/M

**Qualité Contrôle Condé sur Noireau (14)**  
Rattaché au responsable service Qualité d'une usine 1100 personnes qui fabrique des garnitures de friction pour l'automobile, vous serez chargé de la gestion de la qualité, de la définition et de l'organisation des méthodes de contrôle. Réf.102/M

**Ingénieur Technico Commercial Banlieue Nord de Paris**  
Au sein de notre division garnitures industrielles, dans le cadre d'une entité à l'échelle humaine, vous serez chargé de développer nos ventes principalement en Europe du Nord sur les marchés : chemins de fer, tracteurs, cycles et industries. En relation avec le service Etudes et Recherches vous évalueriez l'adéquation de nos produits aux applications, provoqueriez leur évolution et serez étroitement associé au développement des produits nouveaux. Réf.103/M

Jeunes ingénieurs mécaniciens diplômés d'une grande école, maîtrisant l'anglais, l'allemand ou l'espagnol, débutants ou souhaitant valoriser une première expérience, ces 3 postes vous permettront d'affirmer vos compétences.

De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre groupe à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence à Valeo Branche V.M.F. Direction du Personnel - BP 88 - 14110 CONDE SUR NOIREAU

**SECTION D'ETUDES ET DE FABRICATION DES TELECOMMUNICATIONS**

La SEFT c'est 600 personnes, plus de 120 ingénieurs dont la mission est de lancer et de mener toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en équipements et systèmes d'armement complexes dans les domaines suivants :

**INFORMATIQUE-ELECTRONIQUE-TELECOMMUNICATIONS.**

Notre vocation est de piloter les études et la réalisation de projets que nous confions à de grands industriels sous-traitants. Notre bureau qualité renforce son équipe de qualificateurs et recherche un

**JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN...**

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur orientée électronique vous avez l'âme d'un généraliste... Vous appréciez la variété dans le travail et les contacts à tous niveaux.

**VOUS SOUHAITEZ NE PAS VOUS ENFERMER DANS LA TECHNIQUE... DEVEZ-VOUS INGENIEUR « QUALITE DE PROJETS »**

Dans un premier temps, vous bénéficierez d'une période d'adaptation au cours de laquelle nous vous formerons à l'utilisation de nos méthodes et de nos « outils » qualité. Une fois ces connaissances indispensables acquises, votre mission consistera d'une manière générale à conseiller et assister les responsables d'affaires afin qu'ils puissent mieux respecter les objectifs fixés en matière de coûts, qualité, délais, lors de l'établissement des contrats... A ce titre, vous devrez promouvoir en permanence auprès d'eux la mise en place et l'utilisation de nos outils qualité pour parvenir à une meilleure gestion qualité de ces programmes.

Vous participerez également avec ces responsables d'affaires à la préparation d'un certain nombre de décisions, afin d'assurer un meilleur contrôle des projets sur le plan de la qualité. Faisant appel d'offres auprès des industriels, dépouillement de leur réponse, rédaction des marchés.

Si vous recherchez un métier ANTI-ROUTINE où votre sens de l'autonomie et votre esprit d'initiative peuvent s'exprimer, transmettez votre dossier complet, sous la référence QUAL/01/LM, à Thierry HURET, Responsable du recrutement de la SEFT - 18, rue du Dr Zamenhoff - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIERE**

**SEFT**

**DECISION INTERNATIONAL**  
S.A. au capital de 3.435.000 Frs

DECISION INTERNATIONAL a construit son image sur la qualité, le professionnalisme des hommes et des femmes qui la composent, et qui participent à des projets de haut niveau technique, au plan national et international.

Pour les projets que nous confions nos clients, nous recherchons des :

**INGENIEURS LOGICIEL**

Vous avez des compétences dans l'un des domaines suivants :

- VAX sous VMS
- SUN, APOLLO, SPS 7, HP sous UNIX
- DPS 8, DPS 7, grands systèmes IBM
- Réseaux et protocoles : ETHERNET, X 25, TCP/IP, Messagerie X400

Vous avez l'ambition d'une carrière évolutive, le sens des responsabilités, le goût d'être l'ambassadeur de votre société.

Nous vous proposons de rejoindre les 110 personnes du groupe DECISION INTERNATIONAL, dans l'une de ses directions opérationnelles ou filiales, à Paris ou en Province.

Envoyez votre curriculum vitae et vos prétentions sous la référence C71 à :

DECISION INTERNATIONAL  
Direction du Personnel  
112, rue de Paris  
92100 BOULOGNE

*la réussite est notre métier*

**DECISION INTERNATIONAL**

**CCMC** une mutation réussie dans la micro

INFORMATIQUE DE GESTION

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE

Première SSII cotée en Bourse, nous avons réalisé en 1986 un CA de 930 MF avec 1.300 collaborateurs dont plus de 200 dédiés à la recherche et au développement. Notre activité micro, concrétisée par un parc installé de 7.600 matériels et 16.000 progiciels, va croître de plus de 40% en 1987.

**ingénieur informaticien confirmé,**

venez rejoindre notre équipe de développement installée à ORLEANS (45).

Ingénieur de formation, vous disposez d'une expérience de deux à trois ans dans la conduite de projets orientés applications de gestion dans un environnement micros. Venez concevoir nos nouveaux progiciels et faire la preuve de vos talents de manager.

Notre taille et notre allant nous permettent de vous offrir une belle évolution de carrière.

Notre consultante, Mlle A. DANIEL, vous remercie de lui écrire (réf. 5070 LM) à "Carrières de l'Informatique".

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, rue R. ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

**SOREP**

RENNES - PARIS - HOUSTON  
300 personnes  
Groupe de sociétés de services en micro-électronique, au 1<sup>er</sup> rang européen pour les circuits hybrides

Dans le cadre du renforcement de son potentiel d'études recherche H/F

**INGENIEUR RESPONSABLE ETUDES HYBRIDES**

dans un environnement très évolutif et de haute technologie, vous animerez et coordonnerez l'action d'ingénieurs et de techniciens pour la mise en œuvre de projets complexes.

Agé de 28/35 ans environ, vous êtes ingénieur électronique grande école et vous possédez une bonne expérience en conception et réalisation d'équipements électroniques. La connaissance des technologies micro-électronique sera un atout.

Poste à pourvoir à proximité de Rennes.

Merci d'adresser lettre C.V. à :  
SOREP S.A. Service du Personnel  
Z.I. de Bellevue 35220 Châteaubourg.

**Masonellan**

un des Leaders mondiaux des vannes automatiques pour les centrales nucléaires, la chimie, la pétrochimie, l'offshore... recherche

**jeune ingénieur diplômé** pour ses applications de haute technologie

Le candidat retenu aura de solides connaissances en Physique Générale, Aérodynamique, Résistance des Matériaux, Mécanique des Fluides, Acoustique.

Une première expérience industrielle et une pratique de l'informatique seront appréciées. Anglais indispensable.

Lieu de travail : Neuilly-sur-Seine.

Envoyer CV avec lettre manuscrite et prétentions à Mme ABOLKER  
**MASONELLAN**  
107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY Cedex

Important cabinet d'Ingénieurs-Conseils dans le secteur de l'équipement des collectivités publiques recherche

**LYON**

**INGENIEUR 25-30 ans** réf. 4893  
Diplômé d'une grande école (mines, ponts, centrale, Arts et Métiers), le candidat sera capable de prendre en charge la conception d'équipements publics pour le traitement des eaux et des déchets solides.

**INGENIEUR 35-40 ans** réf. 4894  
Spécialiste du traitement des eaux résiduaires urbaines.

**PARIS Région Sud**

**INGENIEUR 35-40 ans** réf. 4895  
Spécialiste VRD, riche d'une expérience minimum de 5 ans en bureau d'études.

Nous vous proposons de rejoindre des équipes hautement performantes chargées de la conception et du suivi des projets dans un secteur très évolutif.

Nous cherchons des candidats ayant de bonnes qualités rédactionnelles et le sens des contacts, capables de s'intégrer facilement aux équipes existantes et de s'adapter aux différents outils de travail mis à leur disposition (informatique).

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser vos dossiers de candidatures : lettre manuscrite, CV et prétentions avec la référence du poste à Pierre LICHOU S.A. 12, rue Président Carnot 69002 LYON qui transmettra.

**Le Monde CADRES**

**Importante société immobilière** recherche

**UN ATTACHE DE DIRECTION**

bénéficiant d'une première expérience de 1 à 3 ans. Ce poste à caractère financier et juridique pourrait convenir à un diplômé de l'IEP de Paris qui aurait reçu une formation juridique complémentaire.

Adresser C.V. + photo sous le n° 9 726  
**LE MONDE PUBLICITE**, 5, rue Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**Société d'études et de recherche** RECRUTE

**INGENIEUR D'ETUDES**

Formation : grande école avec doctorat ou expérience équivalente.

Domaines : Acoustique appliquée, vibrations mécanique. Traitement du signal, mesure et analyse.

Mission : chef de projet pouvant évoluer à directeur technique d'une équipe.

Expérience et anglais courant indispensables. Salaire en fonction des qualifications.

Env. lettre manuscrite, C.V., présent., photo s/n° 8 727 M  
**LE MONDE PUBLICITE**, 5, rue Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**LE 13 JUILLET 1987**

**Jonction**  
passe à l'Ouest

10, AVENUE CHARLES DE GAULLE  
92450 NEUILLY SUR SEINE  
TELEPHONE 48 24 54 24

**BANLIEUE SUD PARIS**

**INGENIEURS EN MECANIQUE**

connaissance compresseur, Etude et analyse d'essais programme informatique.

Envoyer C.V. à Ter Service, 94, rue Saint-Lazare, 9<sup>e</sup>, Tél. : 42-82-39-74.

**GRUPE AQUARIUS**

recherche

**1 ATTACHEE DE PRESSE**

confirmée et spécialisée milieu touristique.

Connaissances pub., édition souhaitées. Disponibilité rapide.

Merci d'adr. candidature + C.V. + photo récente à :  
**CLUB AQUARIUS**  
N°° Martini Lafite,  
108, r. Montmartre, 75002 Paris.

Recrutement juillet, août, septembre Étudiants(e)s grandes écoles.

**JOSEPH GUSTY**  
26, boulevard St-Michel, 75005 PARIS.  
Tél. : 46-24-21-41, poste 01.

**ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION** rechr. pr ses différentes régions (y compris région parisienne)

**INGENIEURS D'AFFAIRES** ayant expérience du monde industriel.

Ils seront chargés de prospecter les entreprises des régions, d'analyser les besoins en formation des clients et de contribuer à développer l'activité de la région à laquelle ils sont rattachés.

Personnes dynamiques maîtrisant les problèmes industriels et devant s'intégrer dans une équipe pour y tenir un rôle de développement et d'organisation. Rémunération : fixe + primes (à négocier)

Contactez M. HONIG au : 47-80-72-65.

Union Régionale des M.I.C. de France recherche

**DIRECTEUR DE M.I.C.**

Pour rentrée de septembre.

Contactez U.R.J.C.A.D. 168 bis, r. Cardinet, Paris-17<sup>e</sup>. Tél. : 42-83-54-63. Env. C.V. et lettre de motivation avant le 20 juillet.





Le Monde CADRES

**PAYS DE LOIRE**  
**DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
**400.000 +**

P.M.I. forte valeur ajoutée, du secteur para-chimique, matières plastiques semi-ouvrées, 120 personnes, C.A. 190 M, dont 20% Export, offre ce poste qui intéresse :

Un Ingénieur diplômé d'une grande école, âgé de 40 à 45 ans, dont l'expérience industrielle est indiscutable. Ses capacités de gestionnaire, de décideur et d'animateur garantiront la polyvalence exigée pour diriger une P.M.I. Son ambition concorde sa vocation véritable d'Entrepreneur, au-delà de celle de Cadre supérieur, pour pouvoir définir et conduire un fort développement avec une petite équipe performante.

"Merci de penser que ces critères sont fondés et de ne pas nous écrire si vous n'entrez pas dans cette épreuve".  
 La plus totale discrétion vous est garantie si vous nous adressez votre dossier sous la réf. 320 à NAVAS, 136 av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY qui transmettra.

**FERALCO**  
 MATERIELS DE STOCKAGE ET DE MANUTENTION

Groupes Industriels de 1.000 personnes, leader français de systèmes de stockage et de manutention, recherche pour sa Direction Export à Paris dans le cadre de son développement

**RESPONSABLE EXPORT**  
 pour les zones  
**BASSIN MEDITERRANEE - DOM TOM - AFRIQUE**

- **HOMME D'AFFAIRE** - vous prendrez en charge en grande autonomie votre secteur d'activité, où vous serez responsable des prévisions, de leur réalisation (C.A. - dépenses), et du développement du réseau de distributeurs.

Au sein de notre Direction Export, vous participerez à l'élaboration de la politique commerciale que vous aurez pour charge de mettre en œuvre sur le terrain.

Vous êtes issu d'une ECOLE D'INGENIEURS ou d'une E.S.C. Vous avez déjà une expérience de la vente à l'export (directe et/ou indirecte) en biens d'équipements et vous maîtrisez parfaitement l'Espagnol et l'Anglais (Italien souhaité). La connaissance des marchés de votre secteur d'activité sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser C.V., photo et présentations à FERALCO D.R.H. 124 avenue de la République - 75011 PARIS

**GALLET** **FERALCO**  
 MATERIELS DE STOCKAGE ET DE MANUTENTION

Groupes Industriels de 1000 personnes leader français de systèmes de stockage et de manutention, recherche pour sa Division MANUTENTION - basée à LYON VENISSIEUX

**RESPONSABLE D'AFFAIRES**  
**FRANCE**  
 avec déplacements à l'Étranger

VOUS AUREZ LA RESPONSABILITE COMPLETE DES PROJETS DE MANUTENTION CONTINUE

Votre mission consistera donc à mener à bien : l'élaboration du projet (en liaison avec le B.E.), les négociations commerciales, techniques, financières et d'assurer le suivi de sa réalisation avec nos spécialistes et sous-traitants. Issu d'une Ecole d'Ingénieur, vous avez déjà une expérience de la fonction.

Votre facilité d'adaptation et votre vif intérêt pour les problèmes techniques seront pour vous les garants de votre réussite !

**VOTRE ATOUT SUPPLEMENTAIRE** : la connaissance des problèmes administratifs, juridiques et financiers liés à l'exportation et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser C.V., photo et présentations à FERALCO D.R.H. 124 avenue de la République - 75011 PARIS

La Compagnie Générale d'Informatique recherche, pour son Service Recrutement, un(e)

**ASSISTANT(E) DE RECRUTEMENT**  
 Débutant(e) ou confirmé(e)

Vous avez une formation ou une première expérience de psychotechnicien(ne). Nous vous confierons la responsabilité de l'accueil des candidats. Des tâches de classement et des tâches administratives correspondantes.

Préférence des recrutements de OGI (titulaires par an) vous permettra de bénéficier des solides compétences dans ce domaine.

Merci d'adresser lettre et CV, sous pli fermé, à Madame APWIM 787, à Madame JAMET, 281/34, Rue du Château de la Pomme, 75040 PARIS (19).

Compagnie Générale d'Informatique  
**L'Energie Créative**

**SOCIETE INDUSTRIELLE FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE AMERICAIN**  
 recherche pour sa principale unité de production région PICARDIE

**CHEF DU SERVICE ENTRETIEN**

30 - 40 ans

De formation Ingénieur, il assurera l'entretien d'un important parc machines et des installations annexes.

Il collaborera avec les services de fabrication, dans un esprit d'équipe, à la production d'équipements automobiles (matériaux composites).

Homme d'animation et d'organisation, il participera à un important PLAN D'INVESTISSEMENT sur 5 ans.

Une expérience de quelques années dans un emploi similaire est indispensable.

Connaissances nécessaires en mécanique, hydraulique, pneumatique, automates programmables...

Rémunération 200.000 + suivant expérience.

Envoyer CV, photo et présentations à N. 8037 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75044 Paris Cedex 11 qui transmettra.

**Responsable des études Marketing**  
 Département bancaire.

Dans le cadre de son fort développement, une importante banque française privée crée le poste de Responsable des Etudes Marketing.

Il participera à l'élaboration de la stratégie commerciale du département bancaire, et notamment :

- à l'enrichissement du fichier clients entreprises et particuliers,
- à la gestion des éléments de la base de données clientèle.

Il réalisera donc des études sur la structure, les comportements, les motivations de la clientèle de la banque, et sur leur évolution.

De formation supérieure (Grande Ecole de Commerce, 3<sup>ème</sup> cycle marketing), ce cadre âgé de 28 ans minimum possèdera une expérience convaincante dans le domaine des études, acquise en cabinet ou chez l'annonceur (produits de grande consommation, vente par correspondance...).

La taille et la volonté d'entreprendre de la banque permettent à un élément dynamique et performant d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la Réf. 3967 à RSCG CARRIERES 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

**Sud-Ouest**

**Responsable production**

Organiser, gérer et développer l'ensemble de la fabrication, optimiser les moyens et les outils de production, animer les équipes (70 personnes). C'est la mission complète que vous propose cette société figurant parmi les leaders dans son domaine : la fabrication en grande série de pièces industrielles moulées en préimprégné.

Ingénieur Mécanicien (AM, INSA ou équivalent), âgé de 28 ans minimum, vous bénéficiez d'une première expérience en production. Disponible et impliqué, vous souhaitez aujourd'hui valoriser votre potentiel technique et vos qualités d'animateur dans un contexte évolutif et performant.

Merci d'adresser votre CV complet + lettre manuscrite, sous réf. M 514 D, à notre Conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette recherche.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99

Conseil de direction

**DIAGNOSTICS Pasteur**

Dans le cadre de sa croissance et de sa politique de diversification en immunodossage recherche

**CHEF DE PRODUITS**  
*(Formation Supérieure en Biologie)*  
 notamment pour le lancement de nouveaux concepts analytiques et cliniques.

**CHEF DE PRODUITS R.I.A.**  
*(possédant Diplôme de Sacy).*

Les deux postes requièrent une expérience du laboratoire d'analyse et/ou des produits biologiques. Leur dimension internationale requiert une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée en précisant le poste choisi à la Direction du Personnel 3, bd R. Poincaré 92430 MARNES-LA-COQUETTE.

**Lyonnaise des eaux**

Dans le cadre du développement de l'établissement financier du Groupe de la Lyonnaise des Eaux, nous recherchons un :

**ASSISTANT AU TRESORIER**

Sa mission :

- sous l'autorité du responsable trésorerie du Groupe, il devra :
- sur un plan technique :
  - assurer le montage de financements internes et externes au Groupe,
  - développer des schémas d'ingénierie financière,
- sur un plan commercial :
  - mener des actions de prospection et d'élargissement d'une nouvelle clientèle.

Son profil :

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) doté(e) d'une expérience bancaire diversifiée d'environ 3 à 5 années, acquise dans différentes spécialités du métier bancaire.

Basé à Paris, ce poste offre de larges perspectives d'évolution de carrière, tant au niveau de l'établissement financier qu'au sein du Groupe.

Veillez faire parvenir votre candidature écrite accompagnée d'un curriculum vitae à A. NEBOUT, la Lyonnaise des Eaux, Division Ressources Humaines Groupe, 44 rue, de Lisbonne 75008 PARIS.

**Importante société de construction mécanique**  
 FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son établissement situé dans l'Yonne

**INGÉNIEUR ACHETEUR**

**FORMATION INGÉNIEUR**  
 Une première expérience est souhaitée mais pas indispensable. Le candidat sera rattaché à la direction des achats avec pour mission : approvisionnement de diverses familles de pièces et composants. À terme il doit pouvoir être responsable de la fonction achats d'une ligne de produits.

Bonne maîtrise de l'anglais. La possibilité de mobilité doit être envisagée. Une disponibilité rapide serait appréciée.

**ACHETEUR**

**FORMATION IES ou IIT**  
 Première expérience souhaitée de 2 à 5 ans dans l'industrie. Le candidat prendra en compte l'ensemble des fonctions de l'achat : recherche de fournisseurs, négociations, gestion courante et administrative.

Poste à pourvoir rapidement.

Pour ces deux postes, merci d'adresser c.v. détaillé, photo et présentations à : LE MONDE PUBLICITE, sous n° 8 726, 5, rue Montlesauy, Paris-7<sup>e</sup>.

**Société Nationale Immobilière**  
 recherche

**2 TITULAIRES, MAITRISE SCIENCES-ECO**

Débutants pour postes Cadres PARIS et grande ville du Midi.

Envoyer CV, lettre manuscrite + photo à SNI 24, rue de Presles, 75015 Paris.

**AUDIT**  
 VOUS ÊTES **SENIOR**

dans une firme d'Audit

- Vous recherchez un poste à responsabilités dans un grand Cabinet Français, Commissaire aux Comptes d'importants groupes.
- Nous sommes affiliés depuis Mai 1987 à l'un des deux premiers groupes d'Audit mondiaux.
- Nous avons un projet pour vous.
- Expérience indispensable en Audit : 3-4 ans.

Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et présentations à Yves GALTIER FRINAULT FIDUCIAIRE, 8, rue Bellini 75116 PARIS

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL**  
 offre opportunité de carrière à

**fiscaliste**

Il lui sera confié des responsabilités importantes sur tous les problèmes fiscaux soulevés par la gestion d'un groupe de sociétés y compris dans le domaine de la fiscalité internationale.

Le grand intérêt de cette fonction réside dans la large diversification des activités.

Conditions requises : formation Ecole Nationale des Impôts ou assimilée. Expérience professionnelle de plusieurs années dans la fonction publique ou le secteur privé. Pratique de la langue anglaise indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et présentations sous réf. 27632 à CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discrétion totale garantie.

Handwritten note in Arabic script: هكذا من الاجل

Le Monde CADRES

### Chef de publicité recrutement

Pour un quotidien national de premier ordre - La notoriété de ce journal est désormais incontestée et ses pages de publicité d'offres d'emploi remportent un vif succès. C'est pourquoi la direction des annonces classées renforce son équipe en intégrant un jeune chef de publicité notamment pour sa rubrique technologies de pointe. Basé à Paris, il sera responsable à part entière, de la gestion de son activité: promotion du support, développement des contacts avec les entreprises, suivi des agences et cabinets de recrutement. Ce poste s'adresse à des candidats de formation supérieure (ESC, MSG...), débutants ou possédant une première expérience de la vente de services aux entreprises. Ouverture et motivation aux technologies nouvelles sont indispensables. La rémunération saura retenir un candidat de valeur. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2872M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**  
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.94  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### Importante entreprise de V.P.C. Région Parisienne

recherche pour secondar son équipe de responsables produits

### 1 ASSISTANT(e) TECHNIQUE

Très bonne formation commerciale. Aptitudes à la rédaction publicitaire. Capacités à analyser des produits et à rédiger les argumentaires de vente, de l'accroche publicitaire aux spécifications techniques. De solides bases d'organisation et de discipline sont indispensables pour suivre et faire respecter des procédures de travail rigoureuses. L'adaptation au poste et les formations complémentaires seront assurées par l'entreprise.

Envoyer curriculum et prétentions à:  
CECOS Industries Graphiques - 51, rue de Sévres - 92100 Boulogne

### ALPHA Leasing

SOCIETE DE VENTE ET LOCATION DE MATERIELS INFORMATIQUES IBM, FILIALE DU GROUPE MARBEN INTRODUIT AU SECOND MARCHÉ, recherche son

*future*

### DIRECTEUR COMMERCIAL

Cadre commercial, vous avez acquis une solide expérience. 3 ans minimum, dans la vente de matériels ou de services auprès de directions informatiques de grandes entreprises.

Vous intervenerez en véritable professionnel, capable de mener des négociations au plus haut niveau auprès de ces grands comptes et de prendre en charge le développement commercial de notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à  
ALPHA LEASING S.A. 6 AVENUE D'EYLAQ 75116 PARIS.

### PARFRANCE ANNONCES

AGENCE de PUBLICITE recherche (H/F)

### MAQUETTISTE/OPERATEUR

PHOTOCOMPOSITION SUR DIGITEK (ou formation assurée)  
Créatif et qualifié.  
Place stable et évolutive.

Téléphoner au 43.59.01.72 ou adresser CV, photo, prétentions à La Direction du Personnel PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Esnasse 75008 PARIS

### Importante Société Promotion Immobilière

recherche

### COLLABORATEUR TRÈS EXPÉRIMENTÉ DANS LE MONTAGE DES OPÉRATIONS

Fréquents déplacements en province.

Faire parvenir candidature avec CV et prétentions auprès de MICHEL LAURENT SA, 41, avenue Montaigne, 75008 Paris.

### Importante Charge d'Agents de Change

recherche

### SON RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX

Responsable des services et moyens généraux d'une entreprise du secteur tertiaire ou mieux d'une banque ou d'une compagnie d'assurances, vous maîtrisez parfaitement votre fonction et souhaitez valoriser votre expérience au sein de l'une des plus importantes charges de la place.

Dans un premier temps, vous aurez à organiser votre service (Achats/Appro, Courrier, Recettes, Pool dactylos, Accueil, Maintenance, Sécurité), à mettre en place des procédures puis à animer une équipe de 15 personnes.

Organisé bien sûr, mais aussi homme de communication, dynamique, souple, vous vous investirez totalement dans ce challenge passionnant ouvert à un professionnel confirmé, diplômé ou non.

Un descriptif du poste sera adressé aux candidats préselectionnés.

**ORSI**  
Envoyer lettre + CV + prétentions sous réf. MGS à C. AYRAULT - ORSI - 13, place Kosuth - 75009 PARIS

### Importante société de promotion immobilière de Montpellier

recherche pour secteur Languedoc-Roussillon

### DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Fonctions:  
- ETUDE ET DÉVELOPPEMENT DE NOTRE ACTIVITÉ SUR CE SECTEUR  
- RECHERCHE DE TERRAINS  
- MONTAGE DE NOUVELLES OPÉRATIONS EN RELATION AVEC LES ARCHITECTES ET LES ADMINISTRATIONS CONCERNÉES

Dans sa mission, le directeur des programmes sera assisté d'équipes de collaborateurs, sur le plan technique, commercial et de la gestion, et qu'il sera chargé d'animer.

Profil:  
- Formation supérieure - 30 ans minimum  
- Expérience souhaitée dans le secteur de la promotion immobilière.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo et prêt. à URBAT 47, quai du Verdanson - 34000 Montpellier.

### ORGANISATION PROFESSIONNELLE PARIS CHAMPS-ÉLYSÉES

1 200 Organismes Adhérents, cherche:

### JURISTE HF DROIT IMMOBILIER

Chargé de prendre en charge et faire aboutir les demandes d'indemnité, de conseil et d'aide, émanant des adhérents. Le candidat sera reconnu comme un intervenant crédible par ses compétences et son sens des responsabilités dans la conduite des dossiers.

Le poste, qui suppose 4 à 5 années d'expérience juridique en secteur immobilier, fait partie de DROIT DE LA CONSTRUCTION au sein d'une entreprise ou en Cabinet, est prévu pour être un TREMPIN A MOYEN TERME VERS UNE DIRECTION OPERATIONNELLE pour un candidat alliant la rigueur et l'efficacité aux qualités de contact.

Envoyer dossier de candidature et prétentions, à: M. D'ORNANE - 33-35 rue de Valenciennes - 92200 LEVALLOIS-PERRET

### JEUNES DIPLOMES HEC - ESSEC - ESCP

nous cherchons

### DES FUTURS DIRIGEANTS

Leader national dans notre branche, en constant développement, 38 filiales, 80 implantations en France.

Des postes à haute responsabilité sont à pourvoir dans les toutes prochaines années.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 27629 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

### ASSOCIATION COPRODUCTRICE D'UNE ÉMISSION DE TÉLÉVISION RELIGIEUSE

recherche

### RÉDACTEUR EN CHEF

Expérience télévision ou presse, aptitude à l'animation et à la direction, minimum 40 ans - lieu de travail Paris.

Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions sous n° 8705M - Le Monde Publicité 6, rue de Montessau, Paris 7<sup>e</sup>.

### MARKET

L'INTERMÉDIAIRE BANCAIRE INSTANTANÉ recherche pour différentes missions en pré-emploi (à la fois EMPLOYÉS) de BANC.

1) GRADES CLASSE II à V  
2) SACK-OFFICE, crédit documentaire, services transfert, comptabilité (connaissance du nouveau plan comptable, bancaire indispensable).

Se prés. 113, bd de Sébastopol, Paris-2<sup>e</sup>. T. 42-33-44-96.

### CABINET FRANÇAIS D'AUDIT INTERNATIONAL

recrute pour ses équipes de révision et d'organisation chefs de mission 3 ans d'expérience minimum.

Env. candidatures à: J.-P. SEGURET CABINET CONSTANTIN 66, rue Caumartin, 75008 PARIS.

### DEMANDES D'EMPLOIS

**H. 35 ans diplômé en économie et relations internationales**

J.F. recherche emploi administratif import export (anglais), expérience dans négociation des crédits documentaires. Envoyer sous le n° 8 365 LE MONDE PUBLICITE 5, rue Montessau, PARIS-7<sup>e</sup>.

Technicien 34 ans cherche emploi maintenance, SAV, commercial en mécanique, hydraulique, pneumatique, Paris, région parisienne. Libre rapidement. Ecr. à Jean-Jacques Brugnot, 3, rue Thiers, 75005 Paris. Tél. : 42-63-00-88.

Hon 35 ans, ingénieur général professionnel, metteur en scène amateur, cherche poste similaire Directeur technique, Assistant metteur en scène dans compagnie théâtrale ou centre culturel, etc. Ecr. n° 130018 HAVAS P.A., 20, bd de La Paix, 51100 REIMS.

J.F. 21 ans, DYNAMIQUE ET ORGANISÉ BAC GS + 2, BTS COMMERCE INTERNATIONAL (stage CPCE), recherche UN PREMIER EMPLOI. Tél. : 43-36-22-44.

François, 40 ans, cherche gardiennage temps complet Paris, banl. Est. Tél. mobile : 46-36-87-18.

SECRETARIE DIRECTION Allem. franc. angl. diplômée association secrét. européenne. Langues plus formation, soliste et bilingue, 23 ans exp. secrét. direction et gestion produits, connaissances tableur micro-ordinateur IBM-PC, en poste secrétaire de direction. Ecr. n°/w. 27.620 Contesse, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

ORGANISATEUR 4 ans exp. formation, secrét. et informatique STD + ESCO - WABSTE CHAM - fonction similaire dans secteur de l'énergie. Ecr. M. LASNE Claude, 6, rue Chevrolat, Paris-11<sup>e</sup> ou tél. : 43-73-80-48.

### RESPONSABLE COMMERCIAL

Il aura pour mission :

- Le développement des ventes sur le territoire français et la prospection de marchés étrangers ;
- L'animation de la force de vente existante ;
- L'interface entre le client et les services techniques de la société.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, âgé d'environ 30 à 35 ans.

Professionnel de l'action commerciale sur le terrain, il est familiarisé aux problèmes qui touchent le bâtiment et peut justifier d'une expérience réussie en matière de négociations technico-commerciales à tous les niveaux.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, c.v. détaillé et prétentions) à : Madame S. DOCK, CEO sélection 525, rue de Noyon, RÉMY, 60190 ESTRÉES-SAINT-DENIS.

### Le Groupe Flammarion

recherche

### le directeur général

de sa filiale de distribution de vente en librairie (C.A. 700 MF)

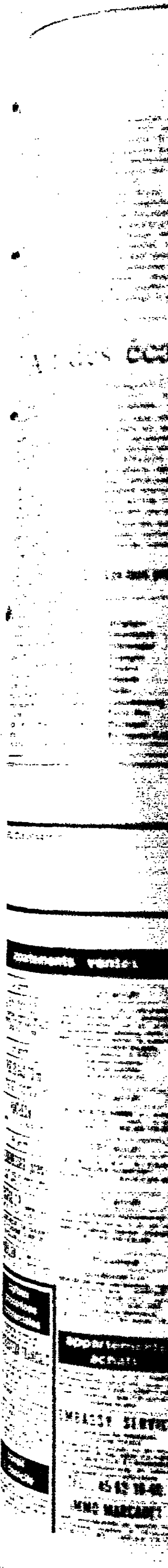
Outre la gestion et l'animation de son Personnel (200 collaborateurs), il lui sera confié :

- l'amélioration de la qualité du service ;
- l'accroissement de la productivité ;
- l'automatisation de certains secteurs.

Dans l'accomplissement de ses tâches, il bénéficiera d'une grande autonomie.

Pour ce poste basé en région parisienne sud, le candidat âgé d'au moins 35 ans et de formation supérieure, possédant de réelles qualités de contact et de négociation, justifiera d'une expérience réussie, dans la grande distribution si possible.

Les candidatures (lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions) sont à adresser au : Service du Personnel - FLAMMARION - 26 rue Racine, 75008 Paris.



Le marché unique en 1992

Le casse-tête de l'Europe du fisc

(Suite de la première page.) Chaque pays signataire conscient des difficultés qui attendent l'entreprise, s'était peu à peu persuadé que rien ne pressait.

Le marché unique de fin 1992-début 1993 ne fait pourtant pas l'unanimité. Si le patronat français n'en discute pas le principe, il en admet parfaitement le bien-fondé, il en critique par contre fortement les modalités.

En supprimant la frontière fiscale, on détruit la pureté du système, sauf dans le cas où la TVA serait à taux unique dans toute la CEE, ce qui est évidemment exclu avant très longtemps.

mal de TVA est de 18,60% et de 14% seulement en RFA; le taux majoré, qui n'existe pas outre-Rhin, est en soi particulièrement élevé (33,3%).

beufs - qui fait dire au CNPF que l'extrême disparité des droits d'accises en Europe - ces impôts spécifiques qui frappent certaines consommations comme le tabac, le vin, les produits pétroliers - nécessite une harmonisation préalable.

étant plus lourds en France qu'en RFA doivent être au moins rapprochés si l'on ne veut pas handicaper les firmes françaises. C'est ce vers quoi vont tendre les propositions de la Commission de Bruxelles, l'idée étant qu'un nouveau système fiscal sans frontière peut fonctionner - à l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis - du moment que les écarts de taux ne sont pas trop importants.

TVA : des écarts peut-être insupportables

Les propositions que met au point la Commission européenne visent principalement à réduire au minimum les taux de la taxe à la valeur ajoutée pratiqués dans chaque pays. Chaque pays devrait avoir deux taux de TVA, celui-ci se situant à l'intérieur d'une plage : 14 à 19 % ou 15 à 20 % pour le taux normal; 4 à 9 % ou 5 à 10 % pour le taux réduit.

Bretagne (1,2 point) au Portugal et surtout au Luxembourg (3,7 points). Le taux zéro qu'appliquent les Anglais sur des produits politiquement sensibles comme l'alimentation devrait disparaître.

mission pourrait proposer des taux uniques sur quelques produits (tabac, huiles minérales, boissons alcoolisées) et leur disparition dans tous les autres domaines. Les effets de ce radicalisme seraient importants : les recettes de certains pays seraient plus ou moins fortement amoindries (Danemark, Irlande, et dans un bien moindre mesure, Grande-Bretagne et Italie), tandis que certains prix montent, notamment les cigarettiers en Grèce et en France, le vin, la bière, l'alcool en France... Et tenant compte à la fois d'une TVA à deux taux et de la réforme des droits

d'accises, la perte de recette fiscale pour la France serait d'une dizaine de milliards de francs. Si les calculs de la Commission sont exacts, le coût du rapprochement des fiscalités dans la CEE n'apparaît pas hors d'atteinte à quelques exceptions près : Danemark, Irlande, Luxembourg. Les modifications TVA-droits d'accises seraient neutres pour la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas. Elles entraîneraient des pertes de recettes fiscales pour le Danemark (4,8 points du PNB), la France (0,2 point), l'Irlande (1,6 point). Elles gonfleraient les recettes des autres pays : 0,3 point pour la RFA, 0,5 point pour la Grèce, 0,7 point pour la Grande-Bretagne, 2,5 points pour l'Espagne, 2,8 points pour le Portugal, 7,6 points pour le Luxembourg.

Voilà pour la nouvelle philosophie qui imprègne l'acte unique, sorte de traité de Rome numéro deux, issu de l'accord de Luxembourg de décembre 1985 et dont l'une des nouveautés a été de relancer la construction de l'Europe à coups de décisions prises à la majorité simple. La fiscalité qui continue de retenir du droit de veto peut-elle stopper ce bel élan ? En dehors même des réticences du patronat, le fait est que les impôts sur la consommation

Les taux pratiqués dans les pays membres de la Communauté (en pourcentage)

Table with 4 columns: Pays, Taux Réduit, Taux Normal, Taux Majoré. Rows include Belgique, Danemark, Allemagne, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni.

La compensation budgétaire

Le CNPF s'inquiète de la mise en place du système de compensation budgétaire qui devra fonctionner entre Etats et des fraudes auxquelles il pourra donner lieu. La TVA étant un impôt sur la consommation à paiement fractionné, les charges supportées par les entreprises sur leurs achats sont déduites des taxes dues sur les ventes.

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Le Monde ANNONCE

L'IMMOBILIER

L'AGENDA

appartements ventes: 4e arrdt, 12e arrdt, 13e arrdt, 15e arrdt, 17e arrdt, Province

locations non meublées offres: Paris, Région parisienne, Neuilly-Sablons

bureaux: Locations, P. R. JULES-LEFEBVRE, J.H. THOMASSIAN

terrains: Terrain à vendre, Villages, Maisons de campagne

locaux commerciaux: Locations, Entrepôt, Achats, Ventes

Associations: DUFOR 29-78, ALLO POESIE, A.L.D.R.A., SCIENCES PO

capitaux propositions commerciales, distributeur français, travail à domicile

appartements achats, EMBASSY SERVICE, MONDIAL MERCURE

immobilières: J.H. THOMASSIAN, propriétés

maisons de campagne, 5 KM EPERNON, IMMO 106

immobilier information

Associations: L'ÉCOLE ET LA VILLE, SCIENCES PO

REPRODUCTION INTERDITE, DEMAIND NOTRE SUPPLEMENT, Le Monde ARTS ET SPECTACLES

سكنا من الاجل



**"Notre ambition, c'est la croissance, notre domaine, c'est l'agro-alimentaire."**

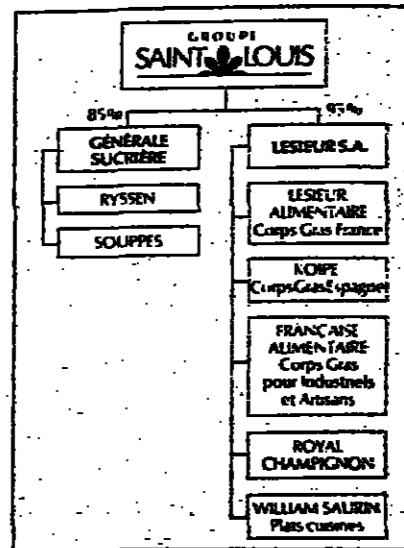
Bernard Dumon, Président-Directeur Général.

"Le rapprochement avec Lesieur a donné au groupe Saint Louis une nouvelle dimension et de nouvelles perspectives dans le secteur agro-alimentaire; je souhaite aujourd'hui vous parler de nos ambitions et de notre stratégie. Notre ambition, c'est la croissance; notre domaine, c'est l'agro-alimentaire.

Notre volonté de recentrage sur l'agro-alimentaire vient de s'exprimer clairement par l'annonce du projet de vente de notre division produits d'entretien Lesieur-Cotelle. Cette filiale, dont les performances techniques et financières sont excellentes, n'a que peu de perspectives de croissance dans son marché face à de grandes sociétés multinationales; de plus, elle ne présente aucune synergie avec les autres branches du groupe; les moyens financiers très importants que cette cession pourrait dégager devraient nous permettre d'accélérer notre croissance dans l'agro-alimentaire.

Croissance interne d'abord: nos axes de développement sont clairement définis.

Dans le secteur des corps gras, le segment des sauces émulsionnées, mayonnaises et vinaigrettes est en forte croissance; nous y sommes n° 1 ou 2 et nous avons l'intention de maintenir ou d'améliorer notre place avec les moyens appropriés, qu'il s'agisse d'investissements image, de recherche et d'innovation technique ou de lancement de nouveaux produits. Dans le secteur des plats cuisinés, nous sommes présents par deux sociétés: William Saurin et Royal Champignon. Chez William Saurin, nous avons lancé cette année avec succès une gamme de plats cuisinés en portions individuelles, "Cuisine Saveur", et nous avons l'intention de continuer dans cette voie avec d'autres produits en surgelés et en frais.



Chez Royal Champignon, où nous avons connu une année 1986 difficile, la croissance du marché se poursuit à un rythme supérieur à 5% par an. Le champignon est un produit dont les indications diététiques sont excellentes, et qui correspond bien aux besoins de l'alimentation moderne. Nous avons l'intention de garder notre place de leader, en mettant sur le marché de nouveaux produits, dont la croissance est forte et qui correspondent aux attentes des consommateurs.

Enfin, notre solide implantation en Espagne par notre filiale Koipe doit nous permettre de saisir des opportunités dans ce pays où le secteur agro-alimentaire est en pleine évolution.

Cette recherche de croissance dans des produits à forte valeur ajoutée ne doit pas nous faire oublier nos métiers de base, le sucre et les corps gras. Ces deux secteurs ne sont pas en croissance, mais avec une grande vigilance et une gestion très serrée, nous devons pouvoir continuer à y gagner de l'argent. Le challenge est de parvenir à baisser nos prix de revient plus vite que les concurrents: il ne faut donc pas écarter des opérations de regroupement qui nous permettraient d'améliorer notre compétitivité.

Croissance externe ensuite. Le groupe Saint Louis veut être un pôle de regroupement pour des industriels français ou européens de l'agro-alimentaire, qu'il est prêt à accueillir sans impérialisme et de façon conviviale, à condition que leur arrivée le rende plus compétitif et améliore son potentiel économique.

CHIFFRES CONSOLIDÉS 1986 DU NOUVEAU GROUPE (CHIFFRES ESTIMÉS) en millions de francs	
Chiffre d'affaires	14 000
Marge brute d'autofinancement	600
Bénéfice net (part du groupe)	260

C'est là en effet la justification de notre volonté de croissance. Nous devons donc pouvoir proposer à nos partenaires éventuels une gamme complète de solutions: rachat bien sûr, mais aussi fusion, échange de titres, joint-venture, voire même participation minoritaire. Notre stratégie financière en découle; nous devons utiliser au maximum les possibilités du marché financier, aussi bien pour nous procurer des moyens de trésorerie que pour pouvoir offrir des titres cotés à nos futurs partenaires. Nous avons donc décidé de redonner à Lesieur sa vie boursière propre et nous étudions la possibilité d'introduire en bourse notre filiale Générale Sucrerie.

Un mot pour terminer sur les équipes de direction du groupe. Je connais bien sûr depuis longtemps celle de Générale Sucrerie, que j'ai contribué à créer; pour Lesieur, j'ai pu me rendre compte en six mois de sa qualité.

Avec des objectifs clairement définis et des moyens humains et financiers appropriés, je pense que le groupe Saint Louis mérite la confiance que vous lui accordez et dont je vous remercie."

GROUPE  
SAINT LOUIS

# Economie

## Chômage de longue durée Trente-huit villes signent les premières conventions pour les programmes d'insertion locale

Les premières conventions pour les PIL (programmes d'insertion locale) ont été officiellement signées le mois dernier par M. Philippe Séguin et trente-huit maires, membres de la majorité parlementaire pour la plupart. Au total, plus de cinq cents chômeurs de longue durée devraient ainsi trouver une activité auprès des collectivités locales, depuis Epinal, dont le maire est le ministre des affaires sociales, en passant par Roubaix, Paris ou Neailly-sur-Seine et Asnières.

Annoucé de longue date, les PIL ont connu quelques difficultés de mise en place dans certaines ne sont pas aplanies, avec l'UNEDIC notamment. Les décrets ont été publiés le 3 avril dernier, mais contrairement à ce que pouvait espérer M. Séguin au cours de la cérémonie, les chômeurs en fin de droits, indemnisés par l'assurance-chômage, ne bénéficient pas de la formule. Si les partenaires sociaux ont admis en avril à titre d'expérimentation, que 20 000 d'entre eux reçoivent une allocation et exercent en même temps une activité rémunérée, des obstacles se sont dressés tels que, le 25 juin, les gestionnaires de l'UNEDIC ont refusé sur leur décision (1). Sans parler de « bras de fer », syndicats et patronat estiment que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses.

Les PIL sont l'équivalent pour les chômeurs de plus de vingt-cinq ans

de ce que sont les TUC (travaux d'utilité collective) pour les jeunes à la recherche d'un emploi. Quand ils reçoivent une allocation de solidarité versée par l'UNEDIC, mais financée par une subvention d'Etat, ces chômeurs peuvent travailler pour les collectivités locales, les associations et les organismes publics, qui leur attribuent un complément de ressources compris entre 500 F et 750 F par mois. Considérés alors comme stagiaires, ils pourront être affectés à une tâche pendant une durée de six mois, renouvelable une fois à condition qu'ils y consacrent entre 80 heures et 120 heures par mois.

Pour étendre la mesure aux chômeurs qui perçoivent une allocation de fin de droits d'un montant équivalent : environ 2 000 F par mois versées par l'UNEDIC mais financée par les cotisations salariales et patronales, il faudrait que le régime à gestion paritaire revienne sur une règle intangible. L'assurance chômage est versée aux personnes ayant cotisé qui ne travaillent pas ou qui suivent un stage de moins de trois cents heures.

(1) Les partenaires sociaux demandent que l'Etat prenne automatiquement en charge le chômeur employé dans un PIL si son allocation de fin de droits venait à être interrompue au cours de sa période d'activité. Les pouvoirs publics s'étaient engagés dans ce sens mais sont revenus sur leur décision, demandant que l'UNEDIC continue d'indemniser le bénéficiaire jusqu'à la fin du PIL.

## Chrysler condamnée pour infraction à la sécurité du travail

Chrysler s'est vu infliger lundi 6 juillet une amende record de 1,5 million de dollars (environ 9 millions de francs), par le département fédéral du travail pour huit cent onze infractions aux règlements en matière d'hygiène et de sécurité : une inspection à l'usine de montage de Newark (Delaware) a notamment relevé deux cent vingt-cinq cas de « non respect délibéré » des règles de protection contre l'exposition au plomb et à l'arsenic (ce dernier est considéré comme cancérogène et une exposition prolongée au plomb peut entraîner des lésions très graves du système nerveux) et quarante-huit violations du « droit des salariés de consulter le JOL » (ce JOL indiquant pas à des ouvriers la présence de produits dangereux dans leur zone de travail).

La direction de Chrysler a annoncé son intention de payer l'amende à condition que l'inspecteur s'agisse d'infractions mineures et qui avaient déjà été corrigées par la plupart. Avant cette inspection, l'administration avait déjà infligé 284 830 dollars d'amende à Chrysler pour avoir manqué le compte rendu d'accidents du travail dans trois usines, à Newark, dans l'Illinois et dans l'Ohio.

### EN BREF

● Accord d'intéressement à Air Inter. — La direction d'Air Inter vient de signer un accord d'intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise, pour les années 1987-1988-1989, avec la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, FO et trois syndicats autonomes, le SNMSAC (mécaniciens au sol), le SNPIT (personnel d'Air Inter) et le SNPNAC (personnel navigant). La prime annuelle d'intéressement prendra la forme d'un compte des résultats financiers de l'entreprise et des résultats de productivité (ponctualité des avions, coefficient de remplissage, progression du chiffre d'affaires, etc.).

● M. Bergeron demande à l'Etat 7 milliards supplémentaires pour l'UNEDIC. — M. André Bergeron a estimé, le lundi 6 juillet, que l'Etat doit augmenter sa participation de 7 milliards de francs au financement de l'indemnisation du chômage. Le secrétaire général de FO souligne que la suppression de l'autorisation administrative en cas de licenciement est à l'origine du choix par les employeurs de licencier leurs salariés de plus de cinquante ans plutôt que de les mettre en préretraite du Fonds national de l'emploi. Selon M. Bergeron, dont les collègues ont signé ce jour un mémorandum adressé par l'ensemble des partenaires sociaux à M. Séguin le 1<sup>er</sup> juillet, l'UNEDIC supporte « les conséquences du transfert », auquel s'ajoutent les programmes d'insertion locale (PIL) et l'aide au retour des travailleurs immigrés.

● Un accord pour la formation des salariés dans les PME. — L'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (ANAF) et l'AFOS-PME (Fonds paritaire d'assurance-formation des salariés des PME, chargé de collecter les cotisations des entreprises) viennent de conclure un accord pour aider les PME à « investir » dans la formation des salariés. Cédé en juillet 1972 entre la CGPME et les organisations syndicales, l'AFOS-PME regroupait, en 1986, près de dix-huit mille petites et moyennes entreprises qui ont versé plus de 360 millions de francs pour la formation professionnelle continue.

### CONJONCTURE

La Commission européenne ouvre deux enquêtes anti-dumping contre des matériels électroniques japonais et sud-coréens. La Commission européenne a ouvert deux nouvelles enquêtes anti-dumping contre des matériels électroniques japonais et sud-coréens. La première vise une catégorie de composants, les mémoires dynamiques DRAM (Dynamic Random Access Memories) importées du Japon, dont les ventes en Europe sont passées de cinq millions à vingt-neuf millions d'unités, de 1984 à 1986, et qui, selon l'industrie européenne, sont vendues à des prix inférieurs à ceux pratiqués au Japon même.

La seconde enquête porte sur les lecteurs de disques compacts, dits « de salon » nippons et sud-coréens. En deux ans, de 1984 à 1986, les importations européennes ont été multipliées par seize (un million et demi d'unités aujourd'hui) alors que la consommation n'a été multipliée que par douze (trois millions d'unités).

L'industrie européenne affirme que les exportations sud-coréennes et nipponnes pratiquent des prix inférieurs de 13 % à 60 % aux prix communautaires, et que ces prix ont diminué de 20 % en 1986 alors qu'ils restaient stables sur les marchés intérieurs nippon et sud-coréen.

En avril dernier, la Commission européenne avait déjà ouvert des enquêtes anti-dumping contre deux autres types de matériels électroniques nippons : les mémoires effaçables de type Eprom et les imprimantes électroniques.

## La réforme approuvée par le Parlement

### Le secteur nationalisé autrichien sera partiellement privatisé

Le Parlement autrichien a adopté, le 3 juillet, un projet de loi prévoyant une nouvelle aide publique de l'ordre de 33 milliards de schillings (1) aux entreprises nationalisées déficitaires d'ici à 1990, ainsi que la dénationalisation de certaines sociétés.

VIENNE  
De notre correspondante

Les nouvelles subventions, dont les deux grands du secteur sidérurgique, Voest-Alpine (31 000 employés) et Vewo (8 900 employés), se tailleront la part du lion, creuseront un trou supplémentaire de 8,4 milliards de schillings par an dans le budget. Le déficit de ce dernier est évalué à environ 75 milliards de schillings en 1987, soit 4,9 % du produit intérieur brut. Selon M. Johannes Dix, secrétaire d'Etat aux finances, l'assainissement des entreprises d'Etat aura coûté au total quelque 120 milliards de schillings d'ici au milieu des années 90, y compris les intérêts sur les crédits s'élevant actuellement à quelque 180 milliards, une somme qui correspond au chiffre d'affaires annuel du secteur nationalisé.

En 1986, les pertes les plus importantes ont été réalisées par la Voest-Alpine (8,7 milliards), la Vewo (1,7 milliard), la Chemie-Linz (1,2 milliard). La Voest, frappée par la mauvaise conjoncture du marché sidérurgique mondial et les restrictions d'importation des pays de l'Est, prévoit pour l'année en cours des pertes de 4,5 milliards au moins. Elle devra supprimer plus de 10 000 emplois dans les années à venir.

Pour Vewo, producteur d'aciers spéciaux, la situation n'est pas meilleure. Arrivée à la cinquième version de son plan de redressement, l'entreprise envisage de supprimer quelque 1 700 emplois d'ici à la fin de 1988. Les pertes pour 1987 dépasseront probablement celles de l'année dernière et sont évaluées à 1,8 milliard. La Chemie-Linz sera démantelée en plusieurs entreprises indépendantes.

Pour l'usine Steyr-Daimler-Puch, qui appartient à la plus grande banque nationalisée, Creditanstalt, l'année 1986 s'est soldée par une nouvelle catastrophe financière : 1 milliard de schillings de pertes, le plus mauvais résultat de l'histoire de l'entreprise, qui a perdu 3 milliards depuis 1982. Les 13 000 emplois actuels devront être réduits d'un quart environ, a annoncé le directeur, qui prévoit des pertes analogues pour l'année 1987. Des coupes sévères dans les dépenses sociales sont prévues. L'effondrement du marché des deux-roues a amené l'entreprise à vendre, au début de cette année, ce secteur à la firme italienne Piaggio. Les exportations de blindés, notamment des chars Kuerassier, se sont pratiquement effondrées à la suite de plusieurs interventions de la part du gouvernement pour interdire des marchés pour des raisons politiques. Le chiffre d'affaires du secteur militaire atteint à peine un quart de ce qu'il était en 1984.

Les mesures de privatisation, qui doivent rapporter au total de 8 milliards à 10 milliards de schillings, touchent notamment les rares entreprises bénéficiaires du secteur nationalisé, comme la compagnie aérienne AUA, la société pétrolière OeMV, Siemens-Autriche et les deux grandes banques, Creditanstalt et Laenderbank. Chez Siemens-Autriche, la part détenue par l'Etat sera ramenée de 43,6 % à 26 %. L'OeMV sera coté en Bourse à partir du mois d'octobre, et l'AUA en 1988. Pour les deux grandes banques, nationalisées à 60 %, l'Etat ne souscrira pas à la prochaine augmentation de capital. Mais dans tous les cas, l'Etat gardera la majorité de 51 % des actions. La Société nationale d'électricité aura également le droit d'être cotée en Bourse jusqu'à 49 % de son capital, mais aucune date n'a été avancée pour cette opération, qui n'est pas attendue dans l'immédiat. Le maintien de l'Etat à hauteur de 51 % du capital est

garanti par une loi constitutionnelle. Certaines inquiétudes percent cependant parmi les experts sur les capacités d'absorption du marché financier autrichien. Les transactions effectuées à la Bourse de Vienne sont de l'ordre de 100 millions de schillings environ par semaine seulement. Jusqu'à présent, le nombre d'actionnaires autrichiens ne dépasse pas les cent mille, et en 1986 les autrichiens n'ont acheté que pour 3,6 milliards d'actions alors que le total de l'épargne se monte à 140 milliards.

Ceux qui critiquent les mesures de dénationalisation partielle — approuvées par 45 % de la population, selon un récent sondage — font notamment remarquer qu'on ne saurait parler de privatisation dans la

mesure où l'Etat reste majoritaire et aura donc, à tout moment, la possibilité d'intervenir dans la gestion des entreprises. Dans ces conditions, il ne sera guère possible, à leur avis, d'intéresser des actionnaires étrangers à investir dans ces entreprises, ce qui sera cependant indispensable pour placer quelque 10 milliards de capitaux à risque. M. Hannes Androsch, directeur général de la Creditanstalt, a estimé que les privatisations devront être mises en œuvre avec beaucoup de prudence pour éviter l'effondrement du marché financier. Pour les grandes banques, il prévoit une coopération internationale renforcée « pour pouvoir se maintenir sur un marché de plus en plus ouvert ».

WALTRAUD BARYLL

### A TRAVERS LES ENTREPRISES

#### Martell s'allie à Grand Metropolitan

Les grandes manœuvres se poursuivent dans les vins et spiritueux. Après l'accord signé il y a un mois entre Moët-Hennessy (champagne et cognac) et le groupe irlandais Guinness pour unifier leur réseau de distribution aux Etats-Unis, c'est maintenant Martell, numéro 2 français du cognac, qui s'associe avec International Distillers and Vintners (IDV), filiale du puissant groupe britannique Grand Metropolitan, pour une distribution mutuelle de leurs produits et de leurs marques, à l'exclusion des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. IDV commercialise le gin Gilbey's, la vodka Smirnoff, Cinzano et Cointreau, après le rachat au groupe américain Reynolds-Nabisco de sa filiale de distribution Heublein (1 milliard de dollars de chiffre d'affaires). IDV, par ailleurs, contrôle, en Bordelais, le Château Loudenne et, en Beaujolais, la Maison Plat.

Pour sceller l'accord, Grand Metropolitan a racheté en Bourse de Paris 10 % du capital de Martell, qui reste, par ailleurs, détenu à 44 % par le groupe familial (soixante-dix personnes), avec 57 % des droits de vote : ce dernier a « approuvé pleinement cet accord ». Cette opération a mis un terme aux rumeurs d'OPA qui couraient depuis plus d'un an sur Martell et, du coup, a fait chuter de 12 % le cours de l'action en Bourse à la fin de la semaine dernière.

#### Alsthom se défait de diesel

Alsthom filialisera l'ensemble de ses activités diesel, connues sous la marque Pierrick (moteurs rapides et semi-rapides) et cédera 51 % des parts à l'allemand Men, spécialiste des moteurs diesel lents et semi-rapides. Alsthom a décidé de se défaire, en partie, d'une activité en mauvaise posture, où elle ne peut prétendre au leadership. Men réalisant dans le diesel un chiffre d'affaires triple du sien. Dans un premier temps, ce regroupement ne devrait pas avoir de conséquences sur les 1 500 salariés d'Alsthom travaillant dans la branche diesel à Saint-Nazaire, Joutet-sur-l'Aubois, Bagnolef et Saint-Denis.

#### Céline rejoint Agache

Céline, propriété de la famille Vipiari et spécialiste de la chaussure et du bagage de luxe (900 millions de francs de chiffre d'affaires), discute avec la Financière Agache, qui pourrait reprendre une partie de son capital. Christian Arnault, PDG de la Financière Agache, confirme ainsi sa stratégie dans le secteur des produits de luxe. Il a déjà créé une maison de couture Christian Lacroix, et se holding contrôle Dior et Bouscasse, en plus de Conforma et du Bon Marché. Malgré une trésorerie abondante (1,8 milliard de francs), la holding s'apprête à procéder à l'émission d'obligations pour un montant de 1 milliard de francs.

### REPÈRES

#### Investissements

##### Faible progression pour les PME

Prudents pour 1987, les chefs d'entreprise interrogés par le Cofidit d'équipement des petites et moyennes entreprises dans son enquête semestrielle sont plus optimistes pour 1988. Au début de cette année, ils ont enregistré un infatigablement dans la croissance de leur activité, mais ils prévoient, note le CEPME, « une augmentation de leur activité l'an prochain » dans tous les secteurs.

L'amélioration de la situation financière des PME se poursuit en 1987, mais elle ne se traduit pas dans l'immédiat, par une reprise de l'embauche. « En matière d'investissement, commente le CEPME, la prudence continue de prévaloir pour l'ensemble des PME françaises... Les dirigeants des PMI concentrent leurs investissements sur l'amélioration de la productivité. »

#### Production industrielle

##### Progression de 0,5 % en RFA

La production industrielle ouest-allemande a progressé de 0,5 % en mai, annonce l'office fédéral des statistiques. Ce résultat, bien qu'inférieur aux 3,5 % enregistrés en avril, est, malgré tout, plus encourageant économiquement. Si se maintient au cours des mois à venir, il pourrait permettre à la RFA de connaître une croissance, fort modeste au demeurant, de 1,5 % cette année. Les analystes soulignent toutefois que la poussée de 0,9 % du chômage en juin pourrait être un signe annonciateur d'un nouvel accroc de faiblesse de l'économie ouest-allemande.

#### Chômage

##### Nouvelle diminution dans la CEE fin mai

Le nombre de chômeurs dans les douze pays de la CEE s'élevait à la fin du mois de mai 1987 à 15,8 millions de personnes contre 16,1 millions à la fin du mois précédent. Cette amélioration se manifeste, selon Eurostat, qui publie ces statistiques, par « une légère tendance à la baisse pour les hommes, et, pour la première fois depuis 1985, également pour les femmes, ce qui permet d'espérer que le chômage féminin s'est à tout le moins stabilisé ». De mars à mai 1987, la part des jeunes femmes de moins de vingt-cinq ans dans le total du chômage féminin est revenue de 40,1 % à 39,5 %.

Pour l'Europe des Neuf (les comparaisons n'étant pas possibles pour

la Grèce, l'Espagne et le Portugal), le taux de chômage atteint 10,7 % fin mai, contre 11 % fin avril. Dans chacun des neuf pays, les taux sont les suivants : 19,2 % en Irlande, 13,7 % en Italie, 11,4 % en Belgique et aux Pays-Bas, 10,9 % en Grande-Bretagne, 10,8 % en France, 7,7 % en Allemagne fédérale, 7 % au Danemark et 1,6 % au Luxembourg.

#### Echanges

##### Le Japon premier partenaire de l'Afrique du Sud ?

Les échanges commerciaux entre le Japon et l'Afrique du Sud ont augmenté de 25 % en 1986, selon les chiffres publiés par les autorités japonaises. Alors que de nombreux pays occidentaux ont imposé l'an dernier des sanctions économiques à Pretoria et que de grandes entreprises ont quitté le pays, cédant à des campagnes anti-apartheid, le Japon a poussé ses pions. Le commerce bilatéral a atteint 3,6 milliards de dollars, les ventes nipponnes ayant représenté 1,4 milliard sous forme notamment de pièces détachées automobiles, de lecteurs de cassettes vidéo, de postes de télévision et d'équipements électriques.

Tokyo achète à Pretoria près de 20 % de exportations sud-africaines de charbon. Des statistiques embarrassantes pour le gouvernement Nakasone. Officiellement, le Japon participe à la campagne internationale anti-apartheid et les investissements directs ont été interdits, tout comme les prêts bancaires et les ventes d'armes.

#### Automobile

##### La part des achats d'occasion augmente

Selon une étude du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), la part des achats de voitures d'occasion n'a cessé d'augmenter depuis 1973 avec une accélération depuis 1979. Elle est passée de 51 % des achats totaux en 1973 à 61 % en 1984-1985. L'évolution concerne aussi bien le premier achat d'une voiture que le renouvellement devenu ultra-majoritaire avec 83 % des ventes en 1985, contre 78 % en 1975.

L'occasion représentait 87 % des premiers achats en 1985 (contre 78 % en 1975) et 45 % des achats de renouvellement (contre 40 %). L'achat d'une voiture neuve varie selon l'âge de l'acquéreur : il a représenté 5 % des achats des plus de soixante ans et 25 % des achats des moins de trente ans. L'effet de génération suscite l'inquiétude des constructeurs, car il s'est accentué : en 1975, le neuf représentait 37 % des achats automobiles de la jeune génération.

**inscriptions en Juillet**

**MANAGEMENT  
COMMERCE  
INTERNATIONAL**

■ BAC OU NIVEAU BAC  
Formation franco-américaine  
aux techniques  
du commerce international  
**DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS**  
BTS DE COMMERCE INTERNATIONAL  
BTS D'ACTION COMMERCIALE

<b>CYCLE EUROPEEN</b> en association avec le CENTRE DE MANAGEMENT AUX AFFAIRES GENEVE Stages en Europe dans nos centres associés : Bruxelles, Lausanne, Londres, Madrid, Stuttgart et aux Etats-Unis. Pratique intensive des langues.	<b>CYCLE INTERNATIONAL</b> en association avec IUSL University of Southwestern LOUISIANA USA Formation franco-américaine. Diplômes américains BBA-1 au aux USA MBA-2 ans aux USA.
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**3<sup>e</sup> ANNEE AU CHOIX**

**FINANCIEMENT A 100% DU MONTANT DES ETUDES**  
INSTITUT EUROPEEN  
DE FORMATION AUX AFFAIRES  
ET A LA CONDUITE DES ENTREPRISES

**IAC**  
42 66 66 82  
LAC : 71, rue du Faubourg  
Saint-Honoré 75008 PARIS

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

Nom \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

**LE MERCREDI 8 JUILLET  
DE 12 H A 20 H**

**Journée  
PORTES OUVERTES**  
avec ENTRETIEN INDIVIDUEL D'ORIENTATION

**Du BAC au MBA**

**ABS**  
American Business School  
19/21 rue Van Loo 75014 PARIS  
Tél. : 42.88.97.79

Handwritten note in Arabic script: "صحة من الالهي"

سكنا من الاصل

# Economie

## Quatre statuts possibles pour les contrôleurs aériens

Alors que les contrôleurs aériens ont atteint, le lundi 6 juillet, leur cinquantième jour de grève, on apprend, de source syndicale, que le projet d'agence de la navigation aérienne se précise. Quatre statuts seraient proposés au personnel aujourd'hui fonctionnaire : agent contractuel ou, dans le cadre de la fonction publique, agent détaché, agent mis à disposition et hors cadre. Dans un premier temps, l'agence concernerait les centres d'Alx, Althuis-Mons, Bordeaux, Brest, Lyon, Marseille, Nice, Orly, Reims et Roissy. On devait connaître d'ici quelques jours les conclusions du groupe d'experts chargé de préciser les statuts de l'agence.

Les syndicats SNCTA (autonomie), CFTD et CFT, qui représentent environ 80% des vols des «aiguilleurs du ciel», continuent d'appeler à la grève, chaque matin de 6 h 30 à 9 h 30, du lundi au vendredi, pour obtenir que les primes (30% des revenus) entrent dans le

calcul de la retraite. Le ministère des transports persiste à leur répondre que la grille de la fonction publique interdit de satisfaire cette revendication. Parallèlement, il prépare un renforcement du service minimum en cas de grève et un allouement des retenuës sur les salaires des grévistes.

\* Renseignements téléphoniques : Air Inter (1) 45-39-25-25; Air France (1) 43-20-13-35 (départs) et (1) 43-20-12-35 (arrivées). Autres compagnies : (1) 48-84-32-10 et (1) 48-62-22-86 (Roissy).

● Nouvelle disposition fiscale pour les résidences de loisir. — Une nouvelle disposition fiscale votée dans le cadre de la loi de finances 1987 prévoyant le remboursement de la TVA à 100% (au lieu de 50%) pour les acquéreurs d'appartements dans les résidences de tourisme classées, qui devait entrer en vigueur à la fin de l'année, est avancée au 1<sup>er</sup> juillet.

## Les nouvelles structures du groupe Havas

M. Pierre Dauzier vient de doter Havas — récemment privatisée — de nouvelles structures pour «assurer son développement». Le PDG de l'agence a ainsi créé un comité stratégique qui réunira de façon régulière les responsables des différentes activités dans lesquelles Havas est présente : MM. Christian Brégou (CEP-Communication), Bernard Brochant (Eurocom), Gaston Espinasse (Office d'annonces), André Rousselet (Canal Plus), Philippe Santini (Avenir) et Serge Weinberg (Tourisme et loisirs).

let, a annoncé M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. Les résidences de tourisme rapportent plusieurs milliards en francs en devises étrangères à la France chaque année; elles devraient voir leur développement favorisé par ces nouvelles incitations fiscales.

M. Dauzier a également décidé, pour diriger l'agence, de s'entourer de MM. Jacques Espinasse et Jean-François Méhaignerie, directeurs généraux adjoints, André Chadeau, conseiller à la présidence et directeur général du groupe, Georges Leroy, conseiller à la présidence et directeur de la communication interne et externe. M. Francis Lott demeure secrétaire général.

Enfin, les postes de directeur général sont supprimés, mais M. Philippe Santini conserve ses fonctions jusqu'à la mise en place des structures définitives de Havas-Participations, qu'il préside. Quant à M. Marc Tessier, il vient de prendre la direction générale de la Société d'étude et d'exploitation de projet de télévision par satellite. Une société dans laquelle Havas détient 25% du capital, aux côtés de Canal Plus (50%) de la Compagnie générale des eaux (20%), de CEP-Communication (2,5%) et du groupe Bayard-Presses (2,5% également).

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## EURAFRANCE

Société anonyme au capital de 488 539 000 F divisé en 2 442 695 actions de 200 F de nominal

### AUGMENTATION DE CAPITAL PAR ÉMISSION DE 610 673 ACTIONS NOUVELLES DE 200 F DE NOMINAL

EURAFRANCE, société de portefeuille, détient un nombre relativement limité de participations significatives dans des sociétés appartenant à des secteurs d'activités sélectionnés.

- Ces principales participations sont aujourd'hui :
- 4% de SOVAC,
  - 21% de LAZARD PARTNERS, partenariat américain ayant des intérêts dans les trois Maisons LAZARD de New-York, Paris et Londres,
  - 39% de GAZ ET EAUX,
  - 59% du groupe LA FRANCE,
  - 53% directement et indirectement d'EURALUX, société qui détient près de 5% du groupe d'assurances ASSICURAZIONI GENERALI, ce qui en fait l'un des principaux actionnaires,
  - 37% directement et indirectement de VINIPRIX qui détient notamment 52% d'EUROMARCHE.

L'actif net réévalué d'EURAFRANCE tenant compte des plus-values latentes sur les titres cotés et assimilés s'élevait au 23 juin 1987 à environ 2 800 francs par action contre 900 francs il y a cinq ans. Dans le même temps, le cours de l'action EURAFRANCE est passé de 350 francs à 2 430 francs.

Le résultat consolidé d'EURAFRANCE au 31 décembre 1986 a été de 723 millions de francs dont 297 millions de francs de résultat courant.

Au titre de son dernier exercice social clos le 30 septembre 1986, EURAFRANCE a réalisé un résultat net courant de 106,3 millions de francs, soit 44 francs par action, et distribué un montant total de 63,5 millions de francs correspondant à un dividende, avant avoir fiscal, de 26 F par action.

L'augmentation de capital en cours est la première opération faisant appel à ses actionnaires qu'EURAFRANCE effectue depuis 1974, année au cours de laquelle elle est devenue une société de portefeuille diversifiée.

Cette opération a pour but de donner à EURAFRANCE les moyens lui permettant d'accompagner la croissance des sociétés dans lesquelles elle détient des participations et éventuellement de réaliser des investissements nouveaux qui s'inscriraient dans la politique qu'elle a développée, notamment ces dernières années, et qui vise à parfaire la répartition de ses risques et à internationaliser ses actifs.

Les modalités de l'augmentation de capital en cours sont les suivantes :

- Prix d'émission : 1 900 francs par action nouvelle,
- Issuance des actions nouvelles : 1<sup>er</sup> avril 1987,
- Droit préférentiel de souscription :
- à titre irréductible : UNE action nouvelle pour QUATRE actions anciennes,
- à titre réductible : souscription adhésive.

Une note d'information (visa COB n° 87-208 en date du 9 juin 1987) est à la disposition du public au siège social de la Société, 12, avenue Percier, 75008 Paris, et auprès de MM. LAZARD FRÈRES et Cie et des autres Établissements chargés de recevoir les souscriptions.

BALD le 15 juin 1987.

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 17,50 % 1981

Les intérêts courus du 17 juillet 1986 au 16 juillet 1987 seront payables à partir du 16 juillet 1987 à raison de 787,50 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement de coupon n° 6 après retenue à la source d'un montant de 100 F par titre.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 131,19 F augmenté de 1% des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 647,56 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 170 622 à 203 954 sortis au tirage au sort du 21 mai 1987 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 7 au 16 juillet 1988 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris-7, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés;

— enfin, que les titres compris dans la série de numéros 243 802 à 276 508, 373 851 à 400 000, 627 à 7 809, 108 036 à 141 368, 239 167 à 243 801, 276 509 à 305 206, 92 665 à 108 035 et 141 369 à 159 330 sont respectivement remboursables depuis le 16 juillet 1982, le 16 juillet 1983, le 16 juillet 1984, le 16 juillet 1985 et le 16 juillet 1986.

## COMPAGNIE LEBON

Les actionnaires de la compagnie Lebon se sont réunis le 24 juin 1987 en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Roger Palmel-Marmont, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1986.

Ces comptes présentent un résultat favorable, qui s'élève à 51 698 942 F contre 43 666 054 F pour l'exercice précédent.

Après inscription de 21 998 442 F à la réserve spéciale de plus-values à long terme, le résultat disponible, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, a été affecté pour 22 260 000 F à la distribution d'un dividende de 30 F par action, en hausse de 25% par rapport à celui de l'exercice précédent et pour 31 973 783 F au report à nouveau.

Dans son allocation, M. Roger Palmel-Marmont a indiqué :

« Le rapport que vous venez d'entendre donne le résultat d'un exercice que l'on peut considérer comme satisfaisant : 51,7 MF de bénéfice net contre 43,6 MF l'année dernière, soit 18,4% d'augmentation, malgré des résultats exceptionnels moins importants et une charge d'impôts plus lourde.

Pour la première fois, le bilan et le compte de résultats consolidés au 31 décembre 1986 apparaissent en coupe de rapport équilibré, témoignant du caractère particulièrement sain de votre compagnie : pour 812 MF de capitaux propres, elle n'a que 42 MF de dettes, et le résultat consolidé dépasse 82,7 MF, soit 112 F par action environ.

Pour la deuxième année consécutive, le dividende a été sensiblement augmenté : + 20% en 1986, + 25% en 1987, soit 50% en deux ans (45 F contre 30 F). Le report à nouveau, si vous acceptez les résolutions que je vous propose, représentera presque un dividende et sera, par cette politique de dividendes, votre conseil a voulu consacrer son souci de faire participer les actionnaires à la bonne marche de la société et leur confiance dans les résultats futurs.

Le cours de votre action est passé de 1 185 F le 1<sup>er</sup> janvier 1986 à 1 530 F le 31 décembre 1986, soit une hausse de 29%. Il atteint aujourd'hui 1 650 F après une pointe temporaire au-dessus de 2 150 F. L'augmentation est donc de 39% depuis un an et demi.

Les modifications de votre Conseil d'administration qui sont prévues ont pour but de rapprocher la composition de la répartition du capital, et d'accroître sa sensibilité aux problèmes industriels, au moment où au lieu des restructurations importantes.

Ces modifications coïncident avec la fin du mandat de M. Patrice de Corgnot, qui a été président de la société de 1971 à 1981. Je pense que vous vous associez à moi pour le remercier pour son action pendant une période particulièrement difficile de la vie de la société.

La sixième résolution de l'AGO autorise votre conseil à émettre pour 300 MF d'obligations ordinaires, et la première résolution de l'AGE, qui va suivre, à augmenter le capital jusqu'à un montant de 200 MF. Dans l'intervalle votre Conseil n'a pas l'intention de faire usage de ces autorisations.

L'exercice en cours se présente favorablement pour vos deux principales filiales.

Les comptes consolidés de CDME au 31 décembre 1986, dont nous n'avons pas pu rendre compte dans le présent rapport, mais qui ont été publiés dans la presse, montrent au cours des douze mois qui ont précédé leur établissement la réalisation d'un chiffre d'affaires ET de 3 983 MF et d'un résultat net (par le groupe) de 83,3 MF.

L'activité globale de CDME au cours des premiers mois de son exercice est supérieure à celle de l'année dernière.

Tout en poursuivant en France sa politique d'acquisition de sociétés locales ou régionales, elle étend son action en Europe et en Amérique du Nord. Elle a récemment acquis, comme vous le savez, une société de distribution dans le sud-est des États-Unis, très intéressante en elle-même et qui va servir de pôle de développement.

Les Forces motrices de Chanoy-Pouyrol (FMCP) à Genève jouissent d'une hygiène financière, et la production comme la facturation sont supérieures à celles de l'année dernière.

Comme vous le savez, nous avons pris récemment une participation dans Marceus Investissement, société créée et présidée par M. Georges Pebeveau, ancien président de la CGE. Il s'agit d'un investissement de 60 MF qui va nous permettre non seulement de participer comme actionnaire au succès très vraisemblable de ce holding, mais aussi d'étendre notre expérience des problèmes industriels et d'avoir l'occasion de prises de participation nouvelles.

À la fin de ces dernières années, l'exceptionnelle hausse des marchés financiers, actions comme obligations, nous a incités à y faire fructifier notre portefeuille. Il n'existe pas, je pense, de meilleur placement. Malheureusement, le moment est sans doute venu de changer progressivement l'orientation de nos moyens disponibles.

Les participations que nous prendrons seront, sauf exception, minoritaires, car nous n'avons pas vocation à titre des opérateurs, mais significatives, car nous désirons être des partenaires actifs et utiles. Le critère essentiel de notre choix sera la qualité et la rentabilité de l'entreprise ainsi que ses possibilités de développement sous notre impulsion et avec l'appui des autres sociétés du groupe.

Notre ambition est de créer, avec toutes les sociétés qui entourent la compagnie Lebon, en amont comme en aval, un groupe actif qui participe et contribue, avec les moyens dont il dispose, au développement économique et financier de notre pays. Nous pouvons réaliser cette ambition avec l'aide de tous les collaborateurs qui apportent leur contribution et l'assentiment et grâce à l'appui que vous nous donnez en tant qu'actionnaires de la Compagnie Lebon.

# Marchés financiers

## PARIS, 6 juillet ↑

La hausse se poursuit : + 0,9 %

La hausse continue à la Bourse de Paris, qui a de nouveau progressé de 0,9% au cours de la première séance hebdomadaire. Autour de la corbeille, les habitués étaient confortés dans leur optimisme retrouvé des jours passés. La reprise d'été semble devoir se poursuivre dans un marché qui a retrouvé l'appétit : les volumes de transactions ont retrouvé le niveau somptueux des 2 milliards de francs au règlement mensuel, malgré les premiers grands départs en vacances. Parmi les valeurs les mieux orientées, on relevait Raffinage, Dary DP, Nord-Est et SGE, le BIV, la Compagnie bancaire et Praxair. Du côté des baisses, on notait Cofinég, Seng, Luchaire, Schneider, Sincro, Signaux et Total. On appréciera en séance que la Société financière de développement et de diversification (SFD) a réduit à 9,98% sa participation dans le capital de la SCOA. Les réactions de l'activité boursière en juin ont montré combien la Bourse a parcouru sa vingtaine le mois dernier, en dépit des fortes secousses à la baisse. Au marché officiel, le volume des transactions a progressé de 140,9%. Parmi les valeurs les plus actives se distinguent les mines de Saïmag, la Financière Rubur, SBC Sof-Invest et Cica. Au 30 juin, la capitalisation boursière (produit du cours et du nombre d'actions) s'élevait à 19,176 milliards de francs, en hausse de 8,7% depuis le début de l'année. Les plus fortes fluctuations en hausse concernaient Berger (+12,10) et Saïmag (+11,71). La Compagnie d'investissement de Paris, introduite le 6 juillet sur le second marché, était cotée à 190 F. Les ordres ont été répondus à concurrence de 4,28%.

Lingot : 87 800 F (+ 300). Napéon : 511 (- 1).

## NEW-YORK, 2 juillet ↓

irrégulier

Wall Street a ouvert ses portes lundi après le long week-end marqué par la fête de l'Indépendance. De nombreux opérateurs s'étant accordés quelques jours de vacances supplémentaires, le marché n'a pas manifesté beaucoup de vigueur. Surtout, la tendance a été très irrégulière. À la clôture, l'indice des industriels accusait une légère baisse de 7,17 points à 2 429,53. Le bilan de la journée a été très comparable à ce résultat. Sur 1954 valeurs traitées, 818 ont reculé, 715 ont progressé et 421 n'ont pas varié.

Aucune information particulière n'est émise autour du «Big Board». Seules des rumeurs ont circulé sur une reprise des négociations parallèles entre Tesco et son adversaire Pennzoil dans l'affaire Getty Oil. L'action de la compagnie pétrolière, qui profite de la loi anti-trust, a été haussée, à hauteur de 7%. La hausse également de Sterling Drug, dont M. Ronald O. Perleman, président de Revlon, et «reider» bien connu, avait acquis de nombreuses actions.

L'activité a porté sur 186,69 millions de titres, contre 179,60 millions jeudi dernier.

VALEUR	Cours de 2 juillet	Cours de 6 juillet
Alcoa	34 1/4	35 1/8
Amstar	31 1/8	31 1/8
A.T.I.	28 1/8	28 7/8
Borg	45 5/8	46 1/4
Case Chemical	17 1/8	17 1/8
Deere & Deere	121 7/8	122 3/4
Eastman Kodak	38 1/4	38 1/4
Eastman	38 1/4	38 1/4
Ford	38 1/2	37 7/8
General Electric	32	32
General Motors	31 3/4	32 1/8
IBM	164 3/8	165 1/8
ITT	38 3/4	39 1/8
Johnson & Johnson	31 1/2	31 1/8
Kimberly-Clark	46 1/2	47 1/4
Lincoln	30 1/2	30 1/2
Union Carbide	30 1/2	30 1/2
U.S.S.	32	32 1/8
Windsor	32	32 1/8
Wynn-Dixie	77	78 3/4

## CHANGES

Dollar : 6,12 F ↓

Après sa pointe du lundi 6 juillet, le dollar a cédé un peu de terrain, mardi 7 juillet, mais reste ferme, surtout à Tokyo, où il cote 149,50 yens, un plus haut depuis trois mois. À Paris, le deutschemark a poursuivi son glissement, revenant à 3,35 F.

FRANCFORT 6 juillet 7 juillet  
Dollar (en DM) .. 1408 1435

TOKYO 6 juillet 7 juillet  
Dollar (en yens) .. 149 149,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (cotes prévues)  
Paris (7 juillet) .. 71,25  
New-York (6 juillet) .. 63,45

## INDICES BORSIERS

PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1984)

3 juillet 6 juillet  
Valeurs françaises .. 104,9 105,5  
Valeurs étrangères .. 122,3 122,7  
C° des agents de change (base 100 = 31 déc. 1984)  
Indice général .. 415,3 420,9

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
3 juillet 6 juillet  
Industrielles .. 246,70 249,53

LONDRES (indice Financial Times)  
3 juillet 6 juillet  
Industrielles .. 1 895,5 1 899,8  
Mines d'or .. 379,9 376,2  
Fonds d'État .. 99,85 99,85

TOKYO  
6 juillet 7 juillet  
Nikkei Dow Jones .. 2387,86 2398,89  
Indice général .. 199,0 199,27

## MATIF

Notionnel 10% — Cotation en pourcentage du 6 juillet  
Nombre de contrats : 25 912

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier .....	104,45	104,35	104,25	104,15
Précédent .....	104,28	104,18	104,05	104

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

SAÏMAG CÈDE SES ACTIONS SCHWICH ET BALZEAU A CAMPENON BERNARD. — Cette société, du groupe Havas, a cédé à Campenon Bernard ses 30 000 actions Schwich et Balzeau, soit 28% de son capital. Cette opération a été faite par la vente de holding Copargest, dont le seul actif significatif était cette participation. L'opération permet à Saïmag de dégager une plus-value supérieure à 17 millions de francs.

SAÏC-ALCAN VEND POLYCHIMIE A WHITTAKER. — SAÏC-Alcan a vendu, pour 72 millions de francs, au groupe américain Whittaker sa filiale Polychimie, qui fabrique des produits chimiques spéciaux.

Polychimie, qui emploie 60 personnes près d'Orléans, a réalisé, l'an dernier, un résultat de 4,3 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 69 millions de francs. Après cette cession, qui dégagera une plus-value nette de 55,8 millions de francs, SAÏC-Alcan ne possède plus d'unités industrielles et peut ainsi se consacrer à son développement dans le négoce international de matières premières et la distribution de produits industriels.

# Le Monde

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

ASIO  
Les yeux de Laure  
LA CONCEPTION D'OBJET  
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Aubier

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 6 JUILLET Cours relevés à 17 h 32

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Réglement mensuel and Comptant (selection).

Comptant (selection) SICAV (selection) 6/7

Comptant (selection) and SICAV (selection) tables. Includes sub-sections for Obligations, Actions, and Hors-cote.

Second marché (selection) Hors-cote

Second marché (selection) and Hors-cote tables. Includes sub-sections for Cote des changes and Marché libre de l'or.

Vertical text on the left margin, including 'NEW-YORK', 'INDICES BOURSE', and 'RECEPT D'ORNET'.

Handwritten Arabic text at the bottom center: 'سوق المال'.

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le voyage du président Duarte en Europe. 3 La visite du président von Weizsäcker à Moscou. 4 Le massacre de quarante hindous au Pondichéry. 5 M. Vernon Walters à Damas.	8 Election partielle dans les Alpes-Maritimes : les radicaux touchés par l'état de Grasse ! 9 La mort de Pierre Mercier : la passion du droit et de la vérité.	10 Klaus Barbie en cassation : Point de vue : « Ils ont tué Vergès », par M <sup>re</sup> Bernard Prévost. 11 Bibliographie : « Seule la vérité blesse », d'André Gresse. — La démission de l'archevêque de Gênes. 16 Le Tour de France.	12 La 13 <sup>e</sup> Biennale de la tapisserie à Lausanne. 13 John Vink aux 78 <sup>e</sup> Rencontres photographiques d'Arles. — « Digressions », par Bernard Frank. — Communication : RFI lance un cri d'alarme.	27 L'harmonisation fiscale en Europe. 29 Premières conventions municipales pour lutter contre le chômage de longue durée. — Le secteur nationalisé autrichien sera partiellement privatisé. 30 - 31 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 15 Météorologie ..... 15 Mots croisés ..... 15 Carnet ..... 16 Loterie ..... 16 Annonces classées .. 20 à 27 Spectacles ..... 14	● Faculté : les phases disponibles. (UNEF) ● M. Charac parle de l'Iran. (L'OUR) ● « Irangate » : Nordis à la barre. (EL) Actualité Sports International. Bourse, Culture, Immobilier. 36-15 Tapes LEMONDE

## Donnant une priorité à ses petits actionnaires

### Paribas va augmenter son capital de 3 milliards de francs

La compagnie financière Paribas va augmenter son capital de 3 milliards de francs, dans un premier temps, par émission de 7 millions d'actions à bons de souscription d'actions (ABSA). Chaque titre à souscrire, à raison d'un pour huit actions anciennes, se composera d'une action de la compagnie et d'un bon permettant à son porteur de souscrire, à un prix fixe et pendant une période déterminée, à une nouvelle action de la compagnie, comme l'opération vient d'être réalisée pour Peugeot SA.

Les trois millions d'actionnaires, essentiellement les petits, bénéficieront d'un droit de priorité leur permettant de souscrire un titre nouveau, même s'ils détiennent moins de huit actions (on rappelle que l'attribution maximale lors de la privatisation du début de l'année avait été de quatre actions par souscripteur). Le droit de priorité pourra être exercé du 15 au 31 juillet 1987. Les droits qui n'auront pas été exercés feront l'objet d'un placement sur les marchés de capitaux internationaux. Leur émission complémentaire de titres identiques pourra avoir lieu pour satisfaire la demande excédentaire.

Les dirigeants de la compagnie soulignent qu'ils ont voulu favoriser les petits actionnaires, même si le faible nombre de titres détenus par eux ne leur permettait pas de souscrire à la nouvelle émission. Cette dernière a pour objet d'assurer le développement des filiales opérationnelles du groupe, dans leurs différents métiers bancaires et financiers.

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 7 juillet

#### Effritement

Après deux journées de hausse, la Bourse de Paris s'est effritée au cours de la séance matinale de mardi. Au point néant à l'ouverture, l'indice a retrouvé son niveau de la clôture de la session du lundi, soit de 0,3 %. Valso a été la valeur la plus affectée (-2,6 %). Pernod-Ricard, Michelin et Chargers se sont alourdis (-1 %). Avance de CSF (+1,2 %).

Valeurs françaises			
	Cours initial	Premier cours	Dernier cours
Accor	486	484	480
Agence France	540	542	542
Air Liquide	712	718	714
Banque Paribas	710	709	705
Bouygues	2850	2850	2850
Bouygues	1180	1172	1170
B.S.N.	4880	4886	4870
Carrefour	1422	1425	1415
Club Méditerranée	608	610	608
Elf	3540	3540	3540
Elf	1800	1800	1800
Elf	3270	3266	3230
Elf	2794	2776	2785
Elf	1081	1081	1084
Elf	1035	1035	1022
Elf	402	407	407
Elf	771	765	785
Elf	805	808	804
Elf	3295	3100	3100
Elf	2180	2180	2180
Elf	618	628	630

**dunhill**  
**SOLDES**  
du 29 juin au 11 juillet  
Prêt-à-porter  
Cravates - Ceintures  
Maroquinerie  
15, rue de la Paix, PARIS-2<sup>e</sup>  
42-61-57-58

A B C D F G H

## Le débat sur l'agriculture au GATT

### L'Europe sceptique face aux propositions américaines de suppression des subventions

Les Etats-Unis ont présenté, le mardi 7 juillet, à Genève, leur plan de suppression des subventions agricoles devant le comité de l'Agriculture du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

L'objectif américain est triple : geler, puis éliminer progressivement sur une période de dix ans,

**BRUXELLES**  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Les Etats-Unis ont dévoilé lundi à Genève comment ils entendaient négocier la libéralisation des échanges agricoles dans le cadre de l'Uruguay Round. Les premières réactions dans les milieux communautaires sont plutôt sceptiques, dans la mesure où les propositions américaines paraissent souvent peu opérationnelles ; mais elles sont aussi déçues : le récent rejet par les Douze de la taxe sur les huiles végétales produites ou importées dans la CEE est, en effet, souvent considéré comme une nouvelle déroute, qui augure mal de la capacité de résistance, voire de manoeuvre, de la CEE.

S'agissant de l'élimination des subventions en dix ans, les propositions des Américains sont apparemment peu précises : « Ils affichent le principe, en lui donnant des limites ; surtout ils ne s'aventurent pas à définir les subventions qui ont un effet sur le commerce », observe un fonctionnaire européen.

Le texte présenté ne remet pas en cause la politique de *Deficiency payments* et d'aide aux revenus pratiquée des deux côtés de l'Atlantique, politique qui provoque parfois une forte progression de la production et, par voie de conséquence, une réduction des importations. Un expert genevois constate, par ailleurs, que les Américains s'attachent simplement de ce qui avait été prévu en septembre 1986 à Punta Del Este, au moment du lancement officiel de l'Uruguay Round. On s'était proposé alors, nous explique-t-il, d'éliminer les effets négatifs des subventions, et non les subventions elles-mêmes, que des différences dans les coûts de production peuvent parfois justifier. « Cette nouvelle approche fausse le problème ; en termes de négociations, éliminer l'effet négatif d'une subvention peut signifier respecter les parts équitables du marché. »

Les Français qui exportent pour trente milliards de francs de céréales par an, dont la moitié vers le reste de la Communauté, ne verront pas forcément d'un très bon oeil la proposition d'éliminer les barrières à l'importation, c'est-à-dire de supprimer la préférence communautaire.

Le Japon, mais aussi l'Australie et le Canada protègent certains de leurs marchés. Comment réagiront-ils ? Quant aux Etats-Unis, on remarque qu'ils se gardent précieusement de mettre dans la négociation leur *weaver*, cette fameuse dérogation qui leur permet depuis plus de trente ans de contourner à peu près comme ils veulent les importations de produits laitiers, de viande bovine, de sucre...

Cependant ces propositions présentées maintenant à Genève peuvent aussi être considérées comme des ballons d'essai : l'administration n'a pas l'autorisation du Congrès

pour négocier, sans compter que le chef de la délégation américaine, le sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Amstutz, est sur le point de quitter son poste sans qu'on sache encore par qui il sera remplacé.

C'est le moment qu'ont choisi MM. Frans Andriessen et Willi De Clercq, respectivement vice-président de la commission européenne chargée de l'Agriculture et commissaire chargé des relations extérieures, pour aller, du 7 au 8 juillet, accomplir une mission de persuasion antiprotectionniste à Washington.

Le message qu'ils ont l'intention de faire passer auprès des sénateurs et représentants est simple : plusieurs dispositions de la nouvelle législation commerciale en discussion devant le Congrès préoccuperont les Européens, qui considèrent

qu'elles sont d'une inspiration protectionniste, et contrairement à l'esprit qu'a la lettre du GATT. Si cette législation était adoptée, la Communauté serait obligée de répliquer, et les mises en garde de MM. Andriessen et De Clercq visent notamment l'amendement Gerhardt, dont l'objectif est de sanctionner les pays qui ont un excédent commercial excessif avec les Etats-Unis. Dans l'esprit de l'auteur du projet, une telle situation a toutes chances de résulter de pratiques commerciales déloyales. Alors, fait-on remarquer du côté européen, qu'elle peut être tout simplement la conséquence d'un dollar surévalué, ou encore d'un renouveau des déficits budgétaires américains.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## M. Michel Noir : une offensive à usage domestique

« On peut considérer l'initiative américaine comme une offensive à usage domestique tendant à traiter l'agriculture comme un sujet à part », nous a déclaré, ce mardi 7 juillet, M. Michel Noir, ministre français du commerce extérieur, à propos de l'initiative américaine concernant le démantèlement des aides à l'agriculture.

« Nous nous en tenons à trois points, a précisé le ministre : d'une part, les négociations sur l'agriculture sont déjà entamées, puisque nous nous sommes mis d'accord pour introduire ce sujet dans les prochaines négociations du GATT. Mais, d'autre part, pour que des progrès soient possibles en ce domaine, il faut aussi que nous puissions nous mettre d'accord sur le reste, c'est-à-dire sur le volet industriel et les services. Enfin, la France ne cache pas qu'elle comprend l'acuité du problème, les politiques d'aides à l'agriculture coûtent de plus en plus cher et l'écart entre les prix intérieurs et les prix mondiaux devenant de plus en plus grand. »

« Il faut absolument que nous arrivions à définir une politique qui inclut un minimum d'organisation de marchés, autrement nous allons continuer à nous livrer à une inutile guerre commerciale entre pays industrialisés, tout en nous montrant incapables de garantir les prix à des pays qui ne vivent que de cela. »

## EN BREF

● **HONGRIE** : visite du roi d'Espagne. — Le roi Juan Carlos d'Espagne, arrivé le lundi 5 juillet à Budapest pour une visite officielle de deux jours, s'est entretenu avec le premier ministre hongrois, M. Karolyi Grosz. — (A.F.P.)

● **Saint-Laurent-des-Eaux** : rejet accidentel de gaz radioactifs. — Une fuite de gaz carbonique radioactif s'est produite, le dimanche 5 juillet, sur un des réacteurs UNGG (uranium naturel-graphite-gaz) de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher). Quatre cent cinquante mètres cubes de gaz carbonique ont été relâchés dans l'atmosphère à la suite de l'ouverture accidentelle de deux soupapes de décharge par l'ordinateur de contrôle. A l'origine de cet incident, dont la radioactivité totale représentée est de six millièmes de l'autorisation annuelle de rejet des deux réacteurs UNGG de Saint-Laurent, la lecture sur l'ordinateur qui a aussitôt ordonné l'arrêt du réacteur d'une pression trop élevée sur un capteur de mesure.

● **Les attentats au Pays basque** : deux interpellations. — M. Jean-Paul « Xan » Koskarrat, interpellé dans la matinée de lundi 6 juillet par la police judiciaire de Bayonne après les attentats de la nuit précédente en Pays basque (Le Monde du 7 juillet) a été relâché en fin d'après-midi.

En revanche, la jeune femme qui avait été également interpellée, M<sup>me</sup> Patricia Lascary, présentée comme la compagne de Patrick Lam-

## Sur le vif

### Bras d'honneur

C'est pas pour dire, mais ils sont vraiment bêtes, les Grecs ! Depuis trois jours, ils arrêtent pas de s'engouler, de se bouffer le nez, au gouvernement. Rapport à la main du Colosse de Rhodes. Enfin, son poing. D'accord, il lui manque le pouce et je ne sais plus combien de phalanges, reste qu'il mesure quand même 1,80 mètre, c'est pas rien. Ça n'empêche pas la minceur de la culture. Mélina Mercouri, de faire la petite bouche : c'est nul, c'est de la pierre. Et le statue, elle, elle était en bronze, alors c'est du toc !

Vous savez pourquoi elle râle ? Parce qu'elle est jalouse, tout simplement. C'est pas ses mecs à elle, ses archéologues, qui l'ont repêchée, cette colosse, c'est ceux de son collègue à la marine marchande. Et il en profite pour lui faire un bras d'honneur avec ça poing haut levé, sorti de la flotte par ses hommes-grenouilles. Il s'agit, à piastronne, il se monna du col : la septième merveille du monde, c'est moi, c'est moi, c'est moi ! C'est pas la mère Mélina !

Peuve sot. Au lieu de lui crêper le chignon, à M<sup>me</sup> le ministre,

il ferait mieux de la lui rendre, sa marotte. Contra espèces sonnantes et trébuchantes. Ça ira millions de dollars, très exactement. La moitié de ce qu'espèrent les profaneurs de la tombe à Peron. Eux, ils lui ont péqué son sabre et ses deux mains, et, en plus, ils se sont offert un paysage de sa femme, Evita, histoire de prouver qu'ils pourraient très bien ne pas s'en tenir là.

Vous avez vu à la télé ce qui se passe à Buenos-Aires ? Ça me passe en plein air, une messe d'explosion : des centaines de milliers d'Argentins en larmes, en transe, en fureur. Parait qu'il est d'origine arménienne, le président Alfonsín. Déjà qu'il est en difficulté, c'est tout ce qui lui manque ! A se demander s'il ne va pas payer la rançon. D'autant que je ne vous ai pas tout dit. On n'ose pas l'écrire dans les journaux colonnes de ce journal, mais vous savez ce qu'on a porté à radio-couleur ? C'est pas deux mains, à Peron, qu'ils lui ont coupées, c'est ses... Oui, c'est ça, vous avez deviné. C'est pas le pied !

CLAUDE SARRAUTE.

## Au 1<sup>er</sup> juillet

### 50 661 détenus en métropole

Le nombre de détenus dans les prisons françaises de la métropole s'élevait au 1<sup>er</sup> juillet à 50 661 personnes, contre 50 534 au 1<sup>er</sup> mai, soit une progression de 0,25 % entre ces deux dates. Parmi ces détenus, on compte 22 038 prévenus et 28 623 condamnés.

Les prévenus de sexe masculin sont au nombre de 20 773 et ceux de sexe féminin de 1 265. Parmi les condamnés, on dénombre 27 719 hommes et 904 femmes.

La part des prévenus (en attente d'un premier jugement ou ayant fait appel de leur premier jugement) dans l'ensemble des prisonniers est de 43,50 % au 1<sup>er</sup> juillet contre 43,49 % au 1<sup>er</sup> juin.

Le numéro du « Monde » daté 7 juillet 1987 a été tiré à 466 019 exemplaires.

## Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel

36-15 + LEMONDE

**OUVERT EN AOUT**  
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
**PRIX EXCEPTIONNELS**  
avec la garantie d'un grand maître tailleur  
PANTALONS  
MESURE A partir de 700 F  
COSTUMES  
MESURE A partir de 2150 F  
NOUVELLE COLLECTION  
3 000 tissus  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, MANTÈRES  
« SUR MESURE »  
UNIFORMES ET BOUTONS MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-82-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

**PRODUITS DE BEAUTÉ A PRIX DE GROS**  
Le laboratoire PLANIDERM, qui fabrique ses produits pharmaceutiques pour les plus grandes marques, vend ses soins à une grande clientèle de professionnels.  
VENTE DIRECTE AUX PARTICULIERS  
SUR PLACE OU PAR CORRESPONDANCE  
68, rue de Flandre-Paris, Tél. : 42-46-42-98  
De 10 h à 18 h - Seul samedi, Métro Pétionnière

**CHAUSSURES DE LUXE A PRIX DISCOUNT**  
Les plus grandes grilles de chaussures de luxe pour hommes et femmes au prix discount en France.  
Avis de France 75032 Paris, Métro Les Halles  
Tél. : 43-41-08-15 - de 12 h à 18 h 30 - Fermé le lundi

**LES AMATEURS D'APPLE PEUVENT COMPTER SUR LE SERVICE APRÈS VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES AUTRES RESTENT EN**

Un Macintosh SE + disque dur  
20 M.O. compatible  
23.900 F HT  
Offre valable jusqu'au 17/07

**INTERNATIONAL COMPUTER**  
La micro sans frontières  
26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> • 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> • 91 37 25 03

Traitements de texte au banc d'essai :  
**MANUSCRIPT DE LOTUS ET SPRINT DE BORLAND**  
JUILLET AOUT 87